



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale  
13 novembre 2020  
Français  
Original : anglais  
Anglais, espagnol et français  
seulement

---

Comité des droits de l'enfant

## Rapport initial soumis par le Soudan du Sud en application de l'article 44 de la Convention, attendu en 2017\*

[Date de réception : 3 février 2020]

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



## Table des matières

	<i>Page</i>
Sigles et acronymes.....	3
Tableaux.....	4
Annexes.....	5
Introduction.....	6
I. Mesures d'application générales (art. 4, 42 et 44 (par. 6)).....	7
II. Définition de l'enfant (art. 1 <sup>er</sup> ).....	17
III. Principes généraux (art. 2, 3, 6 et 12).....	18
IV. Libertés et droits civils (art. 7, 8 et 13 à 17).....	24
V. Violence à l'égard des enfants (art. 19, 24 (par. 3), 28 (par. 2), 34, 37 (al. a) et 39).....	27
VI. Milieu familial et protection de remplacement (art. 5, 9 à 11, 18 (par. 1 et 2), 20, 21, 25 et 27 (par. 4)).....	33
VII. Handicap, santé de base et bien-être (art. 6, 18 (par. 3), 23, 24, 26, 27 (par. 1 à 3) et 33).....	37
VIII. Éducation, loisirs et activités culturelles (art. 28 à 31).....	44
IX. Mesures de protection spéciales (art. 22, 30, 32, 33, 35, 36, 37 (al. b) à d) et 38 à 40).....	50

---

## Sigles et acronymes

CICR	Comité international de la Croix-Rouge
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ODD	Objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

## Tableaux

1. Répartition sectorielle des crédits budgétaire de l'exercice 2017/18 en pourcentage
2. Financements émanant des donateurs par secteur
3. Évolution de certains indicateurs de résultats en matière de santé
4. Principales causes de mortalité maternelle en nombre et en pourcentage (2014)
5. Échelle scolaire du Gouvernement de la République du Soudan du Sud
6. Répartition des genres dans l'éducation
7. Nombre d'enfants vivant et travaillant dans la rue, enregistrés par État, en 2013/14
8. Nombre total de mineurs placés dans les établissements pénitentiaires et les établissements d'éducation surveillée du Soudan du Sud en octobre 2017
9. Nombre de mineurs placés dans l'établissement d'éducation surveillée de Wau en octobre 2017

## Annexes

- Constitution de transition de la République du Soudan du Sud (2011) (telle que modifiée)
- Loi relative à l'enfance (2008)
- Plan de développement du Soudan du Sud (2011)
- Loi relative à l'éducation (2012)
- Plan stratégique du Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale (2013-2018)
- Politique nationale en matière de genre (2012)
- Politique nationale en matière de handicap et d'inclusion (2013)
- Politique nationale de protection sociale (2014)
- Child Responsive Budgeting in South Sudan: A guide for policy makers and child focused organizations* (Budgétisation tenant compte des besoins des enfants au Soudan du Sud : Guide à l'intention des responsables de l'élaboration des politiques et des organisations axées sur l'enfance) (2014)
- National Education Statistics Booklet* (Livret de statistiques de l'éducation nationale) (2016)
- Plan d'action national relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité et aux résolutions connexes (2015-2020)
- Accord sur la cessation des hostilités, la protection des civils et l'accès humanitaire (2017)
- Plan stratégique national relatif au secteur de la santé (2017-2021)
- Tableaux budgétaires approuvés de l'exercice 2017/18
- Projet de plan d'action sur le mariage d'enfants (2018)

## Introduction

1. Le Gouvernement sud-soudanais (ci-après dénommé « Gouvernement ») a adhéré à la Convention relative aux droits de l'enfant (ci-après dénommée « Convention ») le 23 janvier 2015. Celle-ci étant entrée en vigueur dans le pays le 22 février 2015, le rapport initial du Soudan du Sud était attendu dans les deux ans suivant cette date, en application de l'article 44 (par. 1) de la Convention. Certes, le Soudan du Sud est l'un des derniers pays qui ont ratifié la Convention, mais son gouvernement autonome avait participé activement à l'élaboration du rapport valant troisième et quatrième rapports périodiques du Soudan en 2010 avant son accession à l'indépendance.

2. Les enfants représentent plus de la moitié de la population du pays et la réalisation de leurs droits est une des priorités et un des objectifs fondamentaux du Gouvernement. Les lois et les cadres d'orientation relatifs aux droits de l'enfant qui sont actuellement en vigueur ont été façonnés en grande partie par la longue expérience qu'a le pays des conflits armés, et il reste beaucoup à faire pour mettre en place de nouvelles lois, de nouveaux cadres d'orientation, de nouvelles procédures et de nouvelles institutions suffisamment solides pour répondre dûment aux engagements internationaux pris dans le cadre de la Convention. La loi n° 10 de 2008 relative à l'enfance (ci-après dénommée « loi de 2008 relative à l'enfance ») est un premier pas important dans cette direction et constitue une avancée majeure en matière de protection et de promotion des droits de l'enfant. C'est une loi exhaustive qui transpose la Convention dans l'ordonnement juridique national et consolide les lois relatives aux droits et au bien-être de l'enfant. Toutefois, la mise en application de toutes ses dispositions est un défi qui prendra du temps. Un autre pas important que le Soudan du Sud a franchi est la promulgation, en 2011, de sa Constitution de transition (telle que modifiée) dont l'article premier (par. 4) dispose que son mode de gouvernement est un système démocratique décentralisé fondé sur la justice, l'égalité, le respect de la dignité humaine et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

3. Tout a été mis en œuvre pour que le présent rapport initial fournisse au Comité un compte rendu équilibré des réalités de la vie des enfants au Soudan du Sud et des innombrables problèmes que le Gouvernement et la société civile rencontrent dans l'application de la Convention. Il est de la plus haute importance que les progrès accomplis dans l'application de la Convention qui sont exposés dans le présent rapport soient appréciés à l'aune du contexte humanitaire, politique et socioéconomique qui est celui du pays depuis son adhésion à la Convention en 2015. Le Gouvernement est actuellement aux prises avec des problèmes titanesques qui compromettent sa capacité à s'acquitter de l'obligation que lui fait la Convention d'assurer le respect, la protection et la réalisation des droits de tous les enfants relevant de sa juridiction. Le Soudan du Sud est conscient qu'il doit en priorité résoudre de toute urgence la situation des enfants pris dans le conflit en cours. Par ailleurs, il ne dispose pas encore de toute l'infrastructure institutionnelle nécessaire pour faire de la protection et de la promotion des droits de l'enfant une réalité dans le pays.

4. Le présent rapport a été établi par le Comité interministériel des droits de l'homme du Gouvernement, dirigé conjointement par le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles et le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale, avec le concours d'institutions qui traitent de domaines relatifs à l'enfance. Le Comité a procédé à une étude documentaire des lois, des politiques, des procédures administratives, des décisions de justice et des stratégies nationales en vigueur. Un atelier consultatif a été organisé à Djouba avec les organismes publics concernés, des organisations nationales et internationales de la société civile, la Commission des droits de l'homme et des organismes des Nations Unies en vue de la validation du rapport. Des équipes de recherche créées par le Gouvernement et composées de représentants du Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale, du Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles, du Ministère de l'éducation générale et de l'instruction, de la Police nationale sud-soudanaise, de l'administration pénitentiaire, de la justice militaire et du Département de la protection de l'enfance des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont mené des consultations dans trois régions : la région de l'Équatoria (Torit), la région du Haut Nil (Malakal) et la région du Bahr el Ghazal (Wau). Des institutions publiques de

premier plan, des organisations de la société civile et des responsables locaux ont participé à ces consultations.

5. Les 21 et 22 août 2019, un atelier de validation a été organisé à Djouba par le comité de rédaction dirigé par les institutions publiques compétentes et composé également de représentants de la Commission des droits de l'homme du Soudan du Sud, d'organismes des Nations Unies, dont la Division des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et d'ONG locales et internationales.

6. Le présent rapport tient donc compte de l'avis exprimé par les principales parties prenantes en ce qui concerne la manière dont le pays s'acquitte des obligations mises à sa charge par la Convention. Le processus d'établissement du rapport a reposé sur les principes de transparence, de participation, de responsabilité, de non-discrimination et de respect des opinions d'autrui. Il convient de relever que le comité de rédaction du Comité interministériel des droits de l'homme a eu du mal à rassembler les informations et les indicateurs pertinents pour l'élaboration du présent rapport initial car, dans de nombreux cas, ces informations, qui ne font pas l'objet d'une collecte systématique, n'étaient pas disponibles.

7. Pour élaborer le présent rapport, les autorités ont suivi les directives générales concernant la forme et le contenu des rapports initiaux adoptées par le Comité à sa première session (CRC/C/5) ainsi que des directives générales actualisées adoptées à sa soixante-cinquième session (CRC/C/58/REV.3). Le rapport se compose du document de base commun de l'ONU, du rapport initial spécifique à l'instrument et d'une annexe contenant des publications pertinentes.

## **I. Mesures d'application générales (art. 4, 42 et 44 (par. 6))**

### **Réserves et ratifications**

8. Le Soudan du Sud a adhéré à la Convention relative aux droits de l'enfant sans formuler de réserves ni de déclarations.

9. En 2016, le Soudan du Sud a adhéré à la Convention relative aux droits de l'enfant et à deux protocoles facultatifs : le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Récemment, l'Assemblée législative nationale provisoire a voté en faveur de l'adhésion du Soudan du Sud à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, bien que l'instrument d'adhésion n'ait pas encore été transmis à l'Union africaine.

### **Mesures prises pour réviser la législation et les pratiques internes afin de les mettre pleinement en conformité avec les dispositions de la Convention et des Protocoles facultatifs**

10. La Commission d'examen des lois du Soudan du Sud a été créée en 2012 pour promouvoir l'uniformité des lois et leur mise en conformité avec les obligations internationales du pays, ainsi que pour recenser et résoudre les problèmes relatifs à l'accès à la justice et à la conduite des magistrats et des avocats. Elle n'a pas encore procédé à un examen exhaustif de la législation nationale pour vérifier sa conformité avec la Convention. Néanmoins, à la suite de l'Accord de paix global de 2005 et de la déclaration d'indépendance de 2011, le pays adopté un nombre important de lois nouvelles qui institutionnalisent les engagements qu'il a pris en matière de droits de l'homme et mettent progressivement la législation et les pratiques nationales en conformité avec les dispositions de la Convention.

11. L'article 9 (par. 3) de la Constitution de transition (telle que modifiée) dispose que « tous les droits et toutes les libertés consacrés par les traités, les pactes et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme que la République du Soudan du

Sud a ratifiés ou auxquels elle a adhéré font partie intégrante de la présente charte des droits ». « La Cour suprême et les autres juridictions compétentes veillent au respect de la charte des droits, la protègent et l'appliquent » et « nul ne peut contrevenir aux droits et libertés consacrés par la charte ».

12. Les droits de l'enfant prévus par la Convention sont également énoncés au chapitre 17 de la Constitution qui, entre autres, prévoit les droits de l'enfant à la vie, à la survie et au développement et son droit d'être à l'abri de toute forme de discrimination. Le chapitre 17 dispose également que dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération primordiale. Parmi les autres dispositions de la Constitution qui font état des droits de l'enfant, on peut citer :

a) L'article 16 (par. 4 c)) qui fait obligation au Gouvernement de fournir des soins maternels, infantiles et médicaux aux femmes enceintes et allaitantes ;

b) L'article 29 qui fait obligation aux organes de l'État de tous les niveaux d'assurer l'enseignement gratuit et obligatoire au niveau primaire et de mettre en place un programme d'élimination gratuite de l'analphabétisme ;

c) L'article 33 qui dispose que les communautés ethniques et culturelles ont le droit d'élever leurs enfants dans le cadre de leurs cultures et coutumes respectives, sous réserve du respect de la Constitution et de la loi ;

d) L'article 38 (par. 2 b)) qui fait obligation au Gouvernement national de mettre en place les ressources financières nécessaires pour rendre le coût de l'enseignement secondaire et supérieur abordable afin de combler le fossé éducatif causé par l'effondrement des services éducatifs pendant les années de conflit ;

e) L'article 39 (par. 3) qui dispose que les parents ont le droit et le devoir de s'occuper de leurs enfants et de les élever ;

f) L'article 39 (par. 4) qui dispose que les enfants ne peuvent être séparés de leurs parents ou des personnes légalement habilitées à s'occuper d'eux contre la volonté de ces parents ou de ces personnes si ce n'est en application de la loi ;

g) L'article 40 qui dispose que les organes de l'État de tous les niveaux adoptent les politiques et mettent en place les installations nécessaires au bien-être des enfants et des jeunes, garantissent leur développement mental et physique et les protègent contre le délaissement et les violences corporelles et morales ;

h) L'annexe B (par. 19) qui place l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire sous la compétence législative et exécutive exclusive de l'État.

13. La principale loi intégrant la Convention dans le droit interne est la loi de 2008 relative à l'enfance, qui a pour objectif général « d'étendre, de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant au Soudan du Sud ... tels qu'ils sont définis dans la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 et dans d'autres instruments, protocoles, normes et règles à caractère international relatifs à la protection et au bien-être de l'enfant dont le Soudan est signataire ». Le Soudan du Sud reconnaît qu'il éprouve encore des difficultés dans l'application de ladite loi, qui n'est pas encore largement diffusée dans l'ensemble des 32 États et des secteurs du pays.

14. En plus de la Constitution de transition et de la loi relative à l'enfance, les textes législatifs cités ci-après transposent dans l'ordonnement juridique national les principes et les normes énoncés dans la Convention :

a) La loi portant Code de procédure civile (2007) ;

b) La loi portant Code de procédure pénale (2008) ;

c) La loi portant Code pénal (2008) ;

d) La loi relative aux collectivités locales (2009) ;

e) La loi relative à l'Armée populaire de libération du Soudan (2009) ;

- f) La loi relative à la Police nationale sud-soudanaise (2009) ;
- g) La loi relative à la Commission des droits de l'homme (2009) ;
- h) La loi relative à la Commission de lutte contre la corruption (2009) ;
- i) La loi relative à l'administration pénitentiaire (2011) ;
- j) La loi relative à la nationalité (2011) ;
- k) La loi relative à la Commission de démobilisation, de désarmement et de réintégration (2011) ;
- l) La loi relative à la Commission des handicapés, des veuves et des orphelins de guerre (2011) ;
- m) La loi relative à la Chambre des réclamations du public (2011) ;
- n) La loi relative aux passeports et à l'immigration (2012) ;
- o) La loi relative aux Conventions de Genève (2012) ;
- p) La loi relative aux réfugiés (2012) ;
- q) La loi relative à l'éducation générale (2012)
- r) La loi relative à la Commission de la paix et de la réconciliation (2012) ;
- s) La loi relative à l'accès à l'information (2013) ;
- t) La loi relative à la Commission du VIH/sida (2013) ;
- u) La loi relative à la gestion des recettes pétrolières (2013) ;
- v) La loi relative à la Commission des secours d'urgence et du relèvement (2016) ;
- w) La loi relative au travail (2017) ;
- x) La loi relative aux registres d'état civil (2018).

15. Le système de gouvernement du Soudan du Sud est structuré de manière à promouvoir les principes démocratiques et le pluralisme politique par la décentralisation et la dévolution de pouvoirs au peuple aux niveaux appropriés de l'État où il peut le mieux gérer et diriger ses affaires. Cela est particulièrement important dans un pays comme le Soudan du Sud, qui a un caractère multiethnique. L'article 122 de la loi relative aux collectivités locales prévoit un système de gouvernance décentralisé dans lequel les institutions sont établies à trois niveaux : niveau du Gouvernement national, niveau des États et niveau des conseils locaux. Le niveau administratif le plus bas est celui des *bomas* (villages), suivi de celui des *payams* (districts), des comtés et des États. Au niveau des États, les gouvernements d'État sont investis de pouvoirs exécutifs et législatifs permettant d'adopter et d'appliquer des règlements, y compris ceux qui intéressent les droits de l'enfant. Le Soudan du Sud compte actuellement 32 États. Au niveau local, il existe des conseils urbains composés de conseils de ville, de municipalité et de commune et des conseils ruraux composés de conseils de comté, de *payam* et de *boma*.

16. Il importe également de relever que le Soudan du Sud utilise un système juridique pluriel dans lequel coexistent le droit coutumier et le droit écrit. Aux termes de l'article 5 (al. c)) de la Constitution de transition (telle que modifiée), les « coutumes et les traditions du peuple » sont reconnues comme l'une des sources du droit du pays et l'application du droit coutumier dans les tribunaux est reconnue, sous réserve de la Constitution et de la loi. La loi de 2008 relative à l'enfance ajoute que les lois coutumières et traditionnelles doivent être appliquées lorsqu'elles protègent les droits de l'enfant, mais pas lorsqu'elles sont contraires à son intérêt supérieur (art. 4 (par. 4)). La loi de 2009 relative aux collectivités locales dispose expressément que « dans toutes les décisions qui concernent les enfants, ... l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération primordiale » (art. 111, (par. 3)).

17. Les affaires civiles relèvent du droit coutumier et les affaires pénales du droit écrit, à l'exception des « affaires pénales comportant un élément coutumier qui sont renvoyées à la justice coutumière par une juridiction de droit écrit compétente » (loi de 2009 relative aux

collectivités locales, art. 98 (par. 2)). Les juridictions de droit écrit connaissent des recours formés contre les décisions rendues par les juridictions coutumières. Présidées par des chefs traditionnels ou des collègues de chefs traditionnels, les juridictions coutumières sont établies dans les collectivités locales aux niveaux des comtés, des *payams* et des *bomas*. Dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles, elles sont censées « statuer conformément aux coutumes, traditions, normes et règles d'éthique de la collectivité » (loi de 2009 relative aux collectivités locales, art. 98 (par. 1)). Les audiences se tiennent généralement sous les arbres et sont ouvertes au public.

18. Les juridictions coutumières peuvent permettre aux justiciables d'accéder véritablement à la justice, car elles sont en mesure de trancher les affaires relativement vite et à peu de frais. Elles sont souvent géographiquement accessibles aux populations rurales. Elles défavorisent cependant les femmes et les filles, par exemple en forçant les filles à épouser les hommes choisis par leur famille. En outre, l'application discriminatoire du droit coutumier peut dissuader les femmes et les filles de dénoncer les cas de violences sexuelles et fondées sur le genre dont elles sont victimes.

19. Pour résoudre certains de ces problèmes, le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles a, de concert avec le pouvoir judiciaire et les organes des Nations Unies, construit un centre de droit coutumier à Rumbek en 2010 et élaboré un manuel de formation sur les principes du droit et les procédures judiciaires. Certaines des mesures prises plus récemment pour faire mieux comprendre le cadre réglementaire de l'État et l'état de droit concernant l'enfance ont consisté à dispenser des formations aux chefs traditionnels – avec le concours de la Division des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) – en vue d'améliorer la qualité des décisions des juridictions coutumières relatives aux droits de la femme et de l'enfant.

### **Adoption d'une stratégie nationale globale en faveur de l'enfance et de plans d'action connexes**

20. Le Gouvernement n'a pas encore adopté de plan d'action national unique et spécifique concernant les enfants qui touche tous les droits de l'enfant consacrés par la Convention. Il existe cependant un large éventail de plans d'action nationaux complémentaires qui touchent les droits de l'enfant. Le plus important d'entre eux est le plan de développement du Soudan du Sud, qui a été publié en 2011. Ce plan définit les principaux objectifs du nouveau pays (le Soudan du Sud) en matière de développement et présente les programmes prioritaires prévus pour atteindre ces objectifs. Il devait durer de 2011 à 2013, mais il est en cours d'actualisation et sa durée d'application est également en train d'être prolongée. Un plan stratégique national aligné sur les objectifs de développement durable (ODD) est en cours d'élaboration pour la période allant de 2018 à 2020. Il porte sur les questions suivantes :

- a) La gouvernance (notamment la création de mécanismes de gouvernance responsables et inclusifs) ;
- b) Le développement économique (notamment la mise en place d'infrastructures communautaires à grande échelle) ;
- c) Le développement social et humain (notamment l'amélioration et l'extension des services éducatifs et sanitaires) ;
- d) La prévention des conflits et la sécurité (notamment l'adoption de dispositions particulières visant à la réinsertion des enfants soldats et au renforcement de l'accès à la justice) ;
- e) Sept questions transversales intéressant considérablement les droits de l'enfant : le renforcement des capacités, la corruption, l'environnement, l'égalité des genres, le VIH et le sida, les droits de l'homme et l'emploi des jeunes.

21. Le Gouvernement a également élaboré un plan stratégique (2013-2018) qui comprend une stratégie visant à soutenir les enfants vulnérables par la fourniture de services de protection sociale aux intéressés et un plan d'octroi d'allocations pour enfant à charge à chaque famille possédant des enfants de moins de 5 ans afin de faciliter la prise en charge

des enfants par leurs familles. Ces plans proposent également un programme d'alimentation scolaire dans les écoles primaires, un programme d'alimentation complémentaire générale pour les femmes enceintes et les mères allaitantes et un programme d'alimentation complémentaire ciblée pour les enfants malnutris de moins de 5 ans. Le programme de subventions de l'État en faveur des familles d'accueil apporte une aide financière à chaque famille qui prend en charge des enfants orphelins. La Direction du bien-être de l'enfant du Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a également élaboré un plan stratégique visant à compléter le plan stratégique de l'État relatif à la protection de l'enfance pour en faire une des composantes essentielles.

22. En plus du plan de développement du Soudan du Sud et du plan stratégique (2013-2018) du Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale, le pays a élaboré des stratégies et des plans sectoriels spécifiques qui mettent explicitement l'accent sur les droits de l'enfant, notamment :

- a) Le plan sectoriel de l'éducation (2012-2017) ;
- b) La politique nationale en matière de genre (2012) ;
- c) Le cadre stratégique relatif à la justice pour enfants, indiquant comment le système de justice pour enfants peut mieux servir et protéger les enfants (2012) ;
- d) Le plan d'action de l'Armée populaire de libération du Soudan visant à mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation des enfants comme soldats (2009) (les engagements en faveur de ce plan ont été renouvelés en 2012 et 2014) ;
- e) La politique nationale en matière de handicap et d'inclusion (2013) ;
- f) Le plan stratégique national de lutte contre le VIH et le sida (2013-2017) ;
- g) La politique des systèmes d'éducation non conventionnelle (2013-2017) ;
- h) Les directives générales pour la prévention de la violence fondée sur le genre ainsi que la protection et la lutte contre ce phénomène (2014) ;
- i) La stratégie relative à l'éducation des filles (2015-2017) ;
- j) Le document stratégique sur les systèmes de prestations sanitaires communautaires : l'initiative pour la santé dans les *bomas* (2015) ;
- k) Le cadre d'orientation national relatif à la protection sociale (2015) ;
- l) La politique nationale de protection et de prise en charge des enfants qui ne sont pas dûment pris en charge par leurs parents (en attente de l'approbation du Conseil des ministres) ;
- m) Le plan d'action national relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2015-2020) ;
- n) La politique nationale de santé (2016-2026), mise en œuvre au moyen de deux plans stratégiques quinquennaux : 2017-2021 et 2021-2026.

### **Organe de coordination de l'application de la Convention**

23. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a été créé après l'accession du pays à l'indépendance. Il a pour mandat de promouvoir l'égalité des genres et la justice sociale et de protéger les droits et le bien-être des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des autres groupes vulnérables. À ce titre, il exerce les fonctions essentielles suivantes :

- a) Élaborer les politiques et les programmes visant à assurer l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes, la protection des enfants ainsi que la protection sociale et le bien-être d'autres groupes vulnérables ;
- b) Intégrer l'égalité des genres et la question du handicap dans le processus de développement national ;

- c) Garantir le bien-être des personnes handicapées, des enfants, des femmes et des autres groupes vulnérables ainsi que la promotion et le respect de leurs droits ;
- d) Gérer les programmes et les institutions intéressant l'enfance et la protection sociale ;
- e) Améliorer l'environnement de travail en renforçant les structures, les systèmes et les procédures ainsi que les capacités humaines et administratives nécessaires pour rationaliser les prestations de services ;
- f) Renforcer le suivi et l'évaluation, la recherche, la documentation, la planification et la budgétisation.

24. Il est divisé en différentes directions : Genre, Protection sociale, Bien-être de l'enfant, Administration et finances et Planification, formation, recherche et documentation.

25. L'application de la Convention est expressément placée sous la houlette de la Direction du bien-être de l'enfant du Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale. La Direction est chargée de l'élaboration des politiques et des programmes de promotion des droits de l'enfant et assure la protection des enfants contre la violence, l'exploitation, le délaissement et les mauvais traitements. Ses objectifs spécifiques sont notamment les suivants :

- a) Faciliter l'élaboration et l'application de normes, politiques, lignes directrices et lois concernant la protection et le bien-être de l'enfant ;
- b) Veiller à la promotion et à la protection des droits de l'enfant ;
- c) Mettre en place un système de protection de l'enfance et de justice pour enfants ;
- d) Assurer la protection des enfants victimes de violence, d'exploitation, de délaissement et de mauvais traitements ;
- e) Développer les capacités des travailleurs sociaux et des professionnels de la prise en charge psychologique.

26. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale est chargé de coordonner l'application de la Convention, en collaboration avec d'autres organismes publics concernés, y compris au niveau des États. Cette coordination, qui revêt un caractère formel et informel, se fait au niveau national par l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, ainsi que par la coordination des activités concernant le handicap et la prise en compte des questions de genre au sein des organes publics et entre eux. Au niveau des États, le Ministère des questions de genre et le Ministère du développement social assurent la mise en œuvre des politiques, des lignes directrices, des programmes et des projets. Non seulement le Gouvernement a du mal à assurer efficacement la coordination, mais il faut la systématiser davantage, en particulier entre le niveau national et le niveau des États.

### **Crédits budgétaires destinés à l'application de la Convention**

27. Les ressources allouées sont déterminantes pour assurer la survie, la protection et le développement de l'enfant. Tel est particulièrement le cas dans le contexte du pays, où nombre de familles sont souvent nombreuses et étendues et ne disposent pas des moyens nécessaires pour financer les besoins fondamentaux de leurs enfants et y subvenir.

28. Les crédits budgétaires destinés à assurer le respect des droits de l'enfant prévus dans la Convention ne sont pas explicitement inscrits à ce titre dans les documents budgétaires actuels. Ils sont alloués aux différents secteurs administratifs chargés des questions relatives à l'enfance, notamment de l'éducation, de la santé, des questions sociohumanitaires, de la paix, et des questions socioéconomiques. Il convient de relever que le secteur socio-humanitaire comprend les principaux organes publics chargés des enfants et des femmes, notamment le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale, le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, le Ministère des affaires humanitaires et

de la gestion des catastrophes, la Commission des secours et du relèvement, la Commission de la paix et la Commission des handicapés, des veuves et des orphelins de guerre. En outre, le secteur de la paix couvre les activités humanitaires, la réparation des infrastructures et l'appui au transport, à l'alimentation et au retour des populations déplacées. Le secteur économique comprend les principaux ministères chargés des enfants, notamment le Ministère de l'énergie et des barrages, la Société des eaux urbaines du Soudan du Sud et le Ministère des ressources en eau et de l'irrigation.

29. Le 28 août 2017, le Parlement national a adopté le budget du pays pour l'exercice 2017/18. Le nouveau budget comprend des crédits destinés aux secteurs de la santé, de l'éducation, de l'économie, de la paix et des affaires sociohumanitaires et aux transferts aux États. Il comprend également des fonds destinés aux réformes tendant à assurer la viabilité budgétaire et à améliorer le système de gestion des finances publiques.

30. Au total, le budget de l'exercice 2017/18 s'élève à 39,8 milliards de livres soudanaises, répartis sur cinq rubriques budgétaires : salaires et traitements, biens et services, équipement, transferts et autres. Cinquante-quatre pour cent du budget (21,629 milliards) sont destinés aux salaires et traitements, y compris ceux des membres de l'armée et des autres forces organisées. Le reste du budget, soit 26 %, est consacré aux biens et services, à l'équipement et aux transferts internationaux ainsi qu'aux transferts en faveur des États et des comtés. Les transferts en faveur des États et des comtés couvrent les dépenses de fonctionnement, les frais des initiatives de développement des comtés, les salaires des enseignants et des travailleurs de la santé, ainsi que les dépenses des forces organisées au niveau de l'État. Le budget comprend également des crédits d'un montant de 3 milliards de livres destinés à la mise en œuvre de l'Accord de paix.

31. Ces dernières années, les crédits budgétaires alloués par le Gouvernement aux institutions et aux programmes axés sur les enfants n'ont pas été suffisants pour répondre aux priorités nationales et locales en matière de protection et de promotion des droits de l'enfant. Le tableau 1 ci-dessous présente les crédits alloués aux secteurs de la santé, de l'éducation et des affaires sociohumanitaires. En raison du conflit armé en cours dans le pays, les allocations budgétaires ont diminué entre 2015 et 2017/18. Dans ce contexte marqué par l'insuffisance des ressources et la présence de nombreux besoins antagoniques exerçant des pressions concurrentes sur les deniers publics, il est très difficile au Gouvernement de mettre en place les ressources financières nécessaires à la réalisation des droits de l'enfant. Une autre raison consiste dans le fait que l'économie du Soudan du Sud a souffert de multiples problèmes, notamment de la baisse de la production pétrolière, du vieillissement des champs pétrolifères, de la poursuite de la forte baisse des prix du pétrole et de la perturbation marquée du commerce due à l'insécurité. L'inflation a fortement augmenté en raison des emprunts obtenus auprès des banques nationales, mais des progrès ont été accomplis en la matière et le taux d'inflation annuel est passé d'un pic de 549 % en septembre 2016 à 102 % en septembre 2017, selon l'indice des prix à la consommation du Soudan du Sud publié par le Bureau national des statistiques en novembre 2017.

Tableau 1  
**Répartition sectorielle des crédits budgétaire de l'exercice 2017/18 en pourcentage**

Secteurs	Exercices		
	2015/16	2016/17	2017/18
Responsabilité	2,6	4,0	0,7
Secteurs transversaux	1,0	17,9	0,0
Économie	2,3	1,5	0,6
Éducation	6,6	4,2	2,1
Santé	3,1	2,0	2,6
Infrastructures	1,8	1,9	0,8
Ressources naturelles	3,5	2,2	2,0
Administration publique	8,6	15,9	33,4

Secteurs	Exercices		
	2015/16	2016/17	2017/18
État de droit	15,3	11,3	9,9
Sécurité	44,5	32,8	31,8
Affaires sociohumanitaires	0,9	0,5	0,4
Allocations globales	9,8	5,8	6,5
Paix	0	0	7,5
Arriérés et imprévus	0	0	1,8

Source : Tableaux budgétaires approuvés, Ministère des finances et de la planification, budgets de l'exercice 2017/18 et des deux exercices précédents.

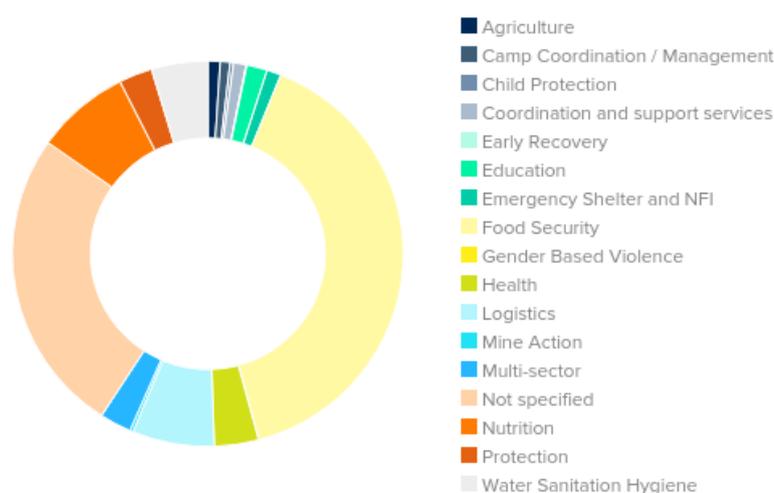
32. Le Gouvernement a pris des mesures pour mieux adapter le budget aux besoins des enfants et en 2013, le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale et le Ministère des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes ont, en collaboration avec Save the Children International, élaboré un manuel sur la budgétisation tenant compte des besoins des enfants et organisé des formations dans ce domaine avec la société civile et les parties prenantes publiques.

### Assistance internationale et aide au développement

33. Au moment de l'accession du pays à l'indépendance, le Gouvernement a créé au sein du Ministère des finances et de la planification économique un Service de coordination et de gestion de l'aide chargé d'apprécier, de contrôler et d'approuver tous les projets financés par les donateurs dans le pays. Il s'est avéré difficile d'évaluer le volet relatif aux droits de l'enfant dans chaque programme financé par les donateurs. Les données que le Gouvernement et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) ont recueilli sur les financements déclarés apportés par les donateurs leur ont permis de constater qu'au total, un montant de 1,48 milliard de dollars des États-Unis avait été fourni en 2017 et alloué aux secteurs présentés dans le tableau suivant.

Tableau 2

#### Financements émanant des donateurs par secteur



Source : Service de surveillance financière de l'OCHA, Soudan du Sud (2017).

## Création d'une institution nationale des droits de l'homme

34. Le Gouvernement alloue les fonds nécessaires à la Commission des droits de l'homme du Soudan du Sud, conformément au chapitre IV de la Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée). La Commission est chargée :

- a) D'instruire les plaintes faisant état de violations des droits de l'homme ;
- b) De visiter les cellules de garde à vue de la police, les établissements pénitentiaires et les installations connexes en vue d'évaluer et d'inspecter les conditions de vie des détenus pour faire des recommandations ;
- c) De mener des activités de recherche, d'éducation et d'information ;
- d) De formuler des recommandations à l'intention de l'Assemblée législative nationale ;
- e) De faire mieux connaître les droits de l'homme ;
- f) D'assurer le suivi du respect, à tous les niveaux de l'État, des instruments régionaux et internationaux ratifiés en matière de droits de l'homme.

35. Bien qu'elle ne se concentre pas particulièrement sur les droits de l'enfant, la Commission a rédigé des rapports généraux sur la situation des droits de l'homme dans le pays qui évoquent différents volets des droits de l'enfant, notamment au titre de la surveillance des centres de détention. Il convient cependant de créer un Bureau de l'enfance au sein de la Commission.

36. Le Président, le Vice-Président et les membres de la Commission sont nommés par le Président de la République après approbation de l'Assemblée législative nationale. Les membres doivent être des personnes dont l'intégrité, la compétence, l'impartialité et le caractère non partisan sont avérés. Avec le concours de la MINUSS et d'autres partenaires, la Commission s'efforce de respecter les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris). La Commission des droits de l'homme de l'Union africaine, installée en Gambie, l'a accréditée en octobre 2018.

37. La loi de 2008 relative à l'enfance prévoit la mise en place d'un commissaire à l'enfance indépendant. Bien qu'il s'agisse d'une mesure importante pour la promotion et la protection des droits de l'enfant, dans le contexte actuel où les ressources techniques et financières disponibles sont limitées, il a été plutôt décidé de renforcer le rôle de la Commission des droits de l'homme sur les questions relatives à l'enfance.

## Collecte de données

38. Le pays a encore du mal à recueillir des données précises et complètes sur l'état d'exécution de la Convention dans le cadre du suivi des violations des droits de l'enfant. Il existe deux sources d'informations essentielles : le recensement de la population et de l'habitat qui a été réalisé en 2008 et l'enquête auprès des ménages sud-soudanais qui a été menée par le Ministère de la santé et le Bureau national des statistiques en 2010. En raison de la situation qui règne dans le pays en matière de sécurité, le projet d'organisation d'une nouvelle enquête auprès des ménages à l'échelle du pays a été suspendu. Toutefois, des progrès ont été accomplis en matière de collecte de données dans certains secteurs grâce à la mise en place du système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement et du système d'information sanitaire.

39. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale dispose d'une Direction de la planification, de la recherche et de la documentation chargée spécialement de lancer et de mener des études et des travaux de recherche tendant à la promotion du développement social, d'analyser la situation des enfants, des femmes et des personnes handicapées et d'établir des données de base sur les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Parmi les enquêtes et les études menées récemment par le Ministère

des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale qui lui ont permis de recueillir des données pertinentes sur les enfants, on peut citer :

- a) L'enquête de base sur l'ampleur de la violence fondée sur le genre (2010) ;
- b) L'étude sur les connaissances, les attitudes et les pratiques concernant le mariage des enfants (2010) ;
- c) L'évaluation globale de l'égalité des genres dans le pays (2012) ;
- d) L'évaluation nationale du handicap (2012) ;
- e) La cartographie et l'évaluation des systèmes de protection de l'enfance dans différents États, dont l'État des Lacs, l'État de Jongleï, l'État de Ouarrap et l'État du Bar el Ghazal septentrional (2013) ;
- f) L'évaluation des enfants vivant et travaillant dans la rue dans six États (2013/14) ;
- g) L'étude de base sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2013) ;
- h) La feuille de route pour la création d'un service d'assistance téléphonique destiné aux enfants (2015).

Ces études ont fourni au Ministère des informations et des données utiles pour élaborer des stratégies, des politiques et des plans de travail.

### **Mesures prises en vue de faire largement connaître la Convention**

40. Les efforts que le pays fournit pour faire largement connaître la Convention et les droits de l'enfant par l'éducation du public ont permis de faire des progrès dans ce domaine. Ainsi, le Gouvernement a imprimé, en collaboration avec des partenaires de développement internationaux, une version pour enfants de la loi de 2008 relative à l'enfance. Des informations concernant les droits de l'enfant, le mariage des enfants et la violence à l'égard des enfants ont également été diffusées sur différents supports médiatiques (télévision, radio, conférences, presse écrite, etc.). Chaque année, les enfants célèbrent la Journée de l'enfant africain par des manifestations telles que la présentation de pièces de théâtre et les débats-spectacles radiodiffusés. Ces manifestations sont l'occasion de réfléchir sur la situation des enfants et les progrès accomplis dans leur développement, leur protection et leur participation. Un problème demeure cependant, à savoir l'absence de données statistiques sur la formation des professionnels clefs à la Convention, mais le Gouvernement fait des efforts pour former les professionnels de façon ponctuelle. Il est également nécessaire de diffuser largement la Convention, en particulier dans les régions reculées.

41. Le Gouvernement éprouve des difficultés en la matière, car l'acceptation des dispositions de la Convention est lente dans le pays, la majorité de la population n'ayant pas les connaissances nécessaires sur les droits de l'enfant et ses besoins de protection. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a l'intention de traduire la Convention dans le contexte local. Il est nécessaire de mener sans relâche des activités de sensibilisation et de mobilisation pour faire connaître et comprendre plus largement les dispositions de la Convention, et notamment de distribuer des exemplaires du texte.

### **Coopération avec les organisations de la société civile**

42. Le Gouvernement encourage la participation de la société civile à l'application de la Convention. Ainsi, plusieurs organisations ont été consultées aux fins de l'élaboration du présent rapport. Le pays compte plus de 200 organisations de la société civile, qui se réunissent régulièrement et librement. De nombreuses organisations nationales et internationales de la société civile travaillent en étroite collaboration avec le Gouvernement pour lui apporter leur aide inestimable dans l'application de la Convention, notamment Save the Children et Plan International. Parmi les activités de partenariat avec la société civile

menées avec succès, on peut citer la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire soutenu par le Programme alimentaire mondial (PAM) et des travaux réalisés avec Save the Children International sur la justice pour enfants et la budgétisation tenant compte des besoins des enfants.

### **Incidence des activités des entreprises sur les droits de l'enfant**

43. La production de pétrole joue un rôle important dans l'économie du pays, puisqu'elle représente un peu plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB), 95 % des exportations, 90 % des recettes publiques et une part importante des emplois du secteur privé. L'incidence des activités et des opérations du secteur pétrolier sur les droits de l'enfant n'a pas encore été évaluée. Néanmoins, les dispositions de la Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée) définissent des principes directeurs régissant la gestion du gaz et du pétrole dans l'intérêt des générations futures et les mesures à prendre pour mettre en œuvre la responsabilité des auteurs des violations des droits de l'homme et de la dégradation de l'environnement causées par les opérations liées au pétrole et au gaz. Il reste difficile pour le Gouvernement de mettre pleinement en place le fonds d'affectation spéciale pour les générations futures, prévu dans la loi de 2013 relative à la gestion des recettes pétrolières.

44. Selon les estimations, le secteur privé non pétrolier, qui comprend principalement l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et les services, ne représente qu'une petite partie du PIB, évaluée à environ 15 %. La grande majorité des entreprises, pour la plupart de petites et moyennes entreprises, opèrent dans le secteur informel. Pour protéger les droits de l'enfant dans le cadre de leurs activités et de leurs opérations, le Gouvernement a pris des mesures pour empêcher l'embauche des enfants qui n'ont pas atteint l'âge minimum de 14 ans et l'exposition des enfants aux pires formes de travail des enfants. Pour ce faire, il a signé en 2012 la Convention (n° 138) sur l'âge minimum et la Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants de l'Organisation internationale du Travail. Il a également créé au sein du Ministère du travail, de la fonction publique et de la valorisation des ressources humaines un Service du travail des enfants chargé d'enquêter sur les cas de travail des enfants. En outre, il a créé la Commission de lutte contre la corruption et a signé en janvier 2015 la Convention des Nations Unies contre la corruption.

## **II. Définition de l'enfant (art. 1<sup>er</sup>)**

45. En 2008, soit avant son accession à l'indépendance, le Soudan du Sud a procédé à un recensement de la population et de l'habitat. Un autre recensement était prévu pour 2013, mais il a malheureusement dû être reporté en raison de l'insécurité. Toutes les données démographiques disponibles depuis 2008 sont fondées sur des projections établies par le Bureau national des statistiques, qui a prévu que le pays compterait 11 868 209 habitants en 2017. Plus de la moitié (51 %) des habitants ont moins de 18 ans ; 72 % ont moins de 30 ans, 83 % vivent en milieu rural, 48,7 % sont des femmes et 51,3 % des hommes.

46. L'article 17 (par. 4) de la Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée) dispose que l'enfant s'entend de toute personne âgée de moins de 18 ans. La définition de l'enfant est également énoncée à l'article 5 de la loi de 2008 relative à l'enfance et à l'article 111 (par. 1) de la loi de 2009 relative aux collectivités locales. Cependant, selon les coutumes et traditions de certaines communautés du pays, l'enfance prend fin à la puberté. Cela peut avoir de graves conséquences pour la protection des droits de l'enfant, notamment en ce qui concerne le mariage des enfants, et reste un problème majeur pour le Gouvernement.

47. L'article 23 (par. 1) de la loi de 2008 relative à l'enfance dispose que « tout enfant a le droit d'être protégé contre le mariage d'enfants ». Aux termes de l'article 247 (par. 2) du Code pénal sud-soudanais de 2008, l'âge minimum du consentement à des relations sexuelles est fixé à 18 ans pour les hommes comme pour les femmes. Or il ressort de l'enquête auprès des ménages sud-soudanais réalisée par le Ministère de la santé et le Bureau national des statistiques en 2010 que 7,3 % des filles sont mariées avant l'âge de 15 ans et 45,2 % avant l'âge de 18 ans. Pour les femmes âgées de 15 à 49 ans mariées avant l'âge de 15 ans, des

différences sont constatées entre les États, les proportions les plus élevées se situant dans l'Équatoria occidental (13 %) et le Bahr el Ghazal occidental (12 %), tandis que les plus faibles se trouvent dans l'État des Lacs (4 %), le Haut-Nil (5 %) et le Bahr el Ghazal septentrional (5 %). Aucun écart important n'a été constaté entre les lieux de résidence, les groupes d'âge, les niveaux d'études et les quintiles de l'indice de richesse. En ce qui concerne les femmes âgées de 20 à 49 ans mariées avant l'âge de 18 ans, des différences ont été constatées entre les États, la proportion la plus élevée se situant dans l'Unité (67 %) et la plus faible dans l'État de Ouarrap, le Bahr el Ghazal septentrional, l'État des Lacs et l'Équatoria central.

48. La législation sud-soudanaise contient une série d'autres dispositions qui énoncent la définition de l'enfant en fonction des droits à protéger :

a) L'enfant de moins de 12 ans ne peut pas être tenu pour pénalement responsable (art. 30 du Code pénal). L'enfant âgé de 12 à 14 ans est présumé pouvoir être tenu pour pénalement responsable, à moins qu'il ne soit prouvé au-delà de tout doute raisonnable que l'intéressé n'avait pas la capacité de former l'intention nécessaire pour commettre l'infraction en cause ou, dans les cas où la négligence est un des éléments constitutifs de cette infraction, qu'il n'avait pas la capacité de se comporter de la manière dont un adulte raisonnable se serait comporté dans les circonstances de la cause (art. 31 du Code pénal) ;

b) L'enfant de moins de 16 ans ne peut pas être emprisonné (art. 182 de la loi relative à l'enfance). La peine de mort ne peut pas être imposée à l'enfant (art. 21 (par. 2) de la Constitution de transition). Cette interdiction est réitérée dans la loi relative à l'enfance, qui dispose qu'« aucun enfant ne peut être condamné à la peine capitale ou à l'emprisonnement à vie » (art. 21 (al. a)) ;

c) Aux termes de la loi relative à l'enfance, l'enfant ne peut intenter une action en justice que par l'intermédiaire d'un parent, d'un membre de sa famille ou d'un tuteur. Selon la loi portant Code de procédure civile et la loi portant Code de procédure pénale, c'est le tuteur de l'enfant qui doit intenter l'action en justice. Cependant, tout enfant a le droit d'être entendu dans toute procédure dont les débats portent sur une question le concernant (art. 7 de la loi relative à l'enfance) ;

d) L'âge requis pour voter est de 18 ans (art. 33 de la loi de 2012 relative aux élections nationales) ;

e) La Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée) précise que tout enfant a le droit de « ne pas être tenu de servir dans l'armée » (art. 17). L'article 31 (par. 1) de la loi de 2008 relative à l'enfance dispose que « l'âge minimum requis pour la conscription ou l'engagement volontaire dans les forces ou groupes armés est de 18 ans ». Cette loi prévoit aussi expressément des sanctions pour l'enrôlement ou l'utilisation des enfants dans des forces armées, à savoir la « condamnation à une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de dix ans et à une amende ou à l'une de ces deux peines seulement » (art. 32). Cet âge minimum est renforcé dans la loi de 2009 relative à l'Armée populaire de libération du Soudan (art. 22) ;

f) L'âge minimum requis est de 12 ans pour les travaux légers d'enfants, 14 ans pour les emplois rémunérés (art. 25 (par. 3) de la loi relative à l'enfance) et 18 ans pour les travaux dangereux (art. 5, 22 (par. 3) et 25 (par. 1) de la loi relative à l'enfance) ;

g) L'article 24 (al. iii) de la loi de 2012 relative à l'éducation générale prévoit l'enseignement primaire gratuit et obligatoire pour tous les ressortissants du pays ; l'enseignement primaire commence à l'âge de 6 ans et s'achève à l'âge de 13 ans.

### **III. Principes généraux (art. 2, 3, 6 et 12)**

#### **Non-discrimination**

49. La garantie constitutionnelle de non-discrimination est inscrite à l'article 14 de la Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée), qui dispose que « toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit à une égale protection de la loi, sans discrimination

fondée sur la race, l'origine ethnique, la couleur, le sexe, la langue, la croyance religieuse, l'opinion politique, la naissance, la localité ou le statut social ». L'article 17 (par. 1 e)) de ladite Constitution dispose en outre que « tout enfant jouit du droit à la vie, à la survie et au développement ainsi que du droit à un nom et à une nationalité, du droit de connaître ses parents ou son tuteur et d'être pris en charge par eux, du droit de ne pas être soumis à des pratiques d'exploitation ou à des mauvais traitements ni tenu de servir dans l'armée ou autorisé à effectuer des tâches dangereuses ou préjudiciables à son éducation, à sa santé ou à son bien-être, du droit d'être à l'abri de toute forme de discrimination, du droit d'être à l'abri des châtiments corporels et des traitements cruels ou inhumains, y compris de la part de ses parents, de l'administration scolaire ou d'autres institutions, du droit de ne pas être soumis à des pratiques culturelles néfastes ou préjudiciables susceptibles de porter atteinte à sa santé, à son bien-être ou à sa dignité et du droit d'être protégé contre les enlèvements et la traite ».

50. L'article 29 (par. 1) de la Constitution dispose que « l'éducation est un droit pour chaque citoyen et l'État, à tous les niveaux, assure l'accès à l'éducation sans discrimination fondée sur la religion, la race, l'origine ethnique, l'état de santé, y compris la séropositivité, le genre ou le handicap ».

51. Nombre d'autres lois, politiques et plans stratégiques du Gouvernement s'efforcent de lutter contre la marginalisation et d'assurer l'égalité des chances pour tous les enfants du pays. L'article 9 (par. 1) de la loi de 2008 relative à l'enfance dispose que « l'enfant ne peut pas faire l'objet de discrimination fondée sur le genre, la race, l'âge, la religion, la langue, l'opinion, l'état de santé, le statut à la naissance, la coutume, l'origine ethnique, l'origine rurale ou urbaine, le statut socioéconomique ou politique, le statut de réfugié, le casier judiciaire ou tout autre statut de ses parents ou de son tuteur ». L'article 2 (al. a) dispose que « toute personne qui pratique la discrimination à l'égard d'un enfant, de ses parents ou de son tuteur en violation du présent article commet une infraction et, en cas de déclaration de culpabilité, est condamnée à une peine d'emprisonnement d'une durée maximale d'un an et à une amende ou à l'une de ces deux peines seulement ». L'article 36 (par. 2 a)) dispose qu'« il incombe à l'État de protéger l'enfant contre toute forme de discrimination et de prendre des mesures concrètes pour promouvoir ses droits ». L'article 39 dispose que « les parents ont des devoirs et des responsabilités, qu'ils soient imposés par la loi ou par les coutumes, à l'égard de chacun de leurs enfants sans discrimination, notamment la responsabilité de faire enregistrer l'enfant à la naissance, de le protéger contre le délaissement, la discrimination, la violence, les mauvais traitements, l'exploitation, l'exposition à des risques physiques ou moraux et l'oppression, de lui fournir les bons conseils, les soins, l'aide et l'entretien nécessaires pour assurer sa survie et son développement, de veiller à ce qu'il reçoive une éducation à plein temps adaptée à son âge, à ses capacités et à ses aptitudes, de répondre aux besoins éducatifs particuliers qu'il aurait en se rendant régulièrement à l'école et de veiller à ce que pendant toute période d'absence une personne compétente lui fournisse une protection de remplacement ».

52. Le droit à la non-discrimination est renforcé en matière de santé par l'article 15 (par. 3) de la loi relative à l'enfance qui dispose que « Tout enfant a droit à des soins de santé de base gratuits, dont la fourniture relève de la responsabilité des parents et de l'État », et que tout enfant a droit à la vaccination gratuite. Cet article ajoute qu'« aucun enfant qui demande un traitement ou des soins médicaux ne peut faire l'objet d'une discrimination ». En outre, son paragraphe 4 dispose que « nul ne peut priver un enfant d'un traitement médical en raison de ses croyances religieuses ou non religieuses ».

53. Les droits de l'enfant réfugié ou déplacé font l'objet d'une attention particulière à l'article 29 de la loi qui dispose que tout enfant réfugié ou déplacé a droit à la protection de ses droits et que l'État doit veiller à ce qu'il ait accès à une aide pour bénéficier des services de base et rechercher ses parents d'une manière compatible avec sa dignité et sans discrimination. Lorsqu'il n'est possible de retrouver ni ses parents, ni son tuteur, ni d'autres membres de sa famille, tout enfant réfugié ou déplacé bénéficie des mêmes soins et de la même protection que tout autre enfant définitivement ou temporairement privé de son milieu familial pour quelque raison que ce soit.

54. Le droit des filles d'être à l'abri de la discrimination est régi par l'article 26 (par. 2) de la loi relative à l'enfance qui dispose que tout enfant du sexe féminin a :

a) Le droit de participer aux activités sociales, économiques et politiques sur un pied d'égalité et sans discrimination avec des enfants du sexe masculin comme partenaire de ces derniers ;

b) Le droit de succéder à tout parent décédé, d'hériter des biens de ce dernier et de recevoir une provision raisonnable sur son patrimoine sur un pied d'égalité et sans discrimination ;

c) Le droit de développer pleinement son potentiel et ses compétences par l'accès à l'éducation et à la formation sur un pied d'égalité. Ces dispositions précisent que tout enfant du sexe féminin a le droit d'être protégé contre les abus et l'exploitation sexuels ainsi que les violences fondées sur le genre, notamment le viol, l'inceste, le mariage précoce ou forcé, l'excision et les mutilations génitales féminines. Aucun enfant du sexe féminin ne peut être renvoyée de l'école pour cause de grossesse.

55. En dépit de ces dispositions juridiques, le Gouvernement rencontre de multiples problèmes en la matière, notamment la discrimination due à la mentalité patriarcale omniprésente et profondément enracinée dans le pays. Parmi les manifestations de la discrimination fondée sur le genre, on peut citer la pratique répandue du mariage d'enfants, le niveau élevé des taux de mortalité maternelle, la faiblesse des taux d'alphabétisme pour les filles et les femmes, la faiblesse des taux de scolarisation des filles par rapport à ceux des garçons dans l'enseignement primaire et secondaire, la non-participation des filles à la prise de décisions au sein de la famille et de la communauté et la présence généralisée de la violence domestique, des enlèvements d'enfants lors des vols de bétail, des viols, des agressions sexuelles et de la pratique consistant à donner une fille à une famille pour indemniser celle-ci d'un crime commis par la famille de la fille dans certaines communautés.

56. Le Gouvernement utilise de nombreuses stratégies et politiques différentes pour mettre en évidence la discrimination à l'égard des filles et la combattre. En 2012, le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a produit une politique nationale en matière de genre et une stratégie de mise en œuvre de cette politique. Celle-ci prévoit un vaste cadre institutionnel et des lignes directrices permettant de prendre en compte les questions de genre dans toutes les politiques et tous les programmes des secteurs public et privé du pays, grâce à une collaboration étroite avec les organismes des Nations Unies, les ONG internationales, les organisations de la société civile et l'Union africaine. En 2014, le Gouvernement a élaboré des directives générales pour la prévention de la violence fondée sur le genre ainsi que la protection et la lutte contre ce phénomène. Les stratégies que le Gouvernement a adoptées pour lutter contre la discrimination à l'égard des filles ont produit les résultats minimums souhaités, mais elles nécessitent encore une attention et un suivi accrus.

57. En ce qui concerne la discrimination fondée sur le genre en matière d'éducation, le Gouvernement a mis en place en 2013, en collaboration avec le Gouvernement britannique, un certain nombre de mesures positives visant à faciliter l'accès des filles à l'éducation, notamment l'exécution d'un programme intitulé « *Girls' Education South Sudan* » (GESS). Ce programme a pour objectif d'aider 200 000 filles à rester à l'école avant sa fin en 2018 en améliorant l'enseignement et l'apprentissage dans les établissements scolaires, les transferts en espèces, les subventions forfaitaires par élève allouées aux établissements scolaires et la communication sur le changement de comportement. Il ressort des chiffres du système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement pour la période allant de 2012 à 2016 que la proportion des enfants qui fréquentent l'enseignement primaire et secondaire connaît une augmentation lente, mais constante. Toutefois, il convient de relever que les chiffres de 2015 et 2016 ne rendent pas compte de la situation de l'ensemble du pays.

58. Le fait que les enfants handicapés n'aient pas accès aux services de base et que les mentalités négatives entretenues à leur égard entravent leur participation à la vie sociale, politique et économique reste un problème majeur pour le Gouvernement. Pour résoudre ces problèmes, le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a produit une politique nationale en matière de handicap et d'inclusion en 2013. Cette politique a pour objectif général de combattre et de résoudre les multiples vulnérabilités dont sont

victimes les adultes et les enfants handicapés ainsi que de promouvoir et de protéger leurs droits et leur dignité de manière inclusive. Plus précisément, elle vise à :

- a) Assurer l'accès de toutes les personnes handicapées aux services ;
- b) Renforcer la présence et les capacités des personnes handicapées en matière de prise de décision pour leur permettre de participer véritablement aux activités politiques et aux activités de développement ;
- c) Promouvoir le respect et la protection des droits de l'homme des personnes handicapées ;
- d) Renforcer les capacités des prestataires de services, des personnes handicapées et des pourvoyeurs de soins pour favoriser la prévention et la gestion efficaces des handicaps ;
- e) Créer un environnement favorable à l'autonomisation économique et sociale des personnes handicapées et à l'amélioration de leurs moyens de subsistance.

59. Un autre groupe d'enfants victimes de discrimination est celui des filles et des garçons associés au VIH/sida. Il ressort d'une enquête sur l'indice de stigmatisation menée en 2016 que 30 % des personnes vivant avec le VIH ont déclaré avoir déjà été insultées ou agressées physiquement, 23 % ont déclaré avoir déjà été exclues des activités familiales et 20 % ont déclaré avoir été exclues des rassemblements sociaux. Un plan stratégique national (2012-2017) assorti d'objectifs explicites a été mis en place pour exploiter les résultats de cette enquête et éliminer la discrimination par des stratégies de sensibilisation et de communication, y compris avec les responsables de l'élaboration des politiques.

### **Intérêt supérieur de l'enfant**

60. La Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée) et la loi de 2008 relative à l'enfance constituent la base juridique permettant de cerner le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. L'article 17 (par. 2 et 3) de la Constitution précise que dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération primordiale. La loi de 2008 relative à l'enfance développe davantage le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et ses modalités d'application dans différents contextes. Selon son article 6, dans tous les cas où le Gouvernement national ou le Gouvernement d'un État, un tribunal, une autorité locale, une personne morale ou toute personne se prononce sur une question concernant l'éducation, la prise en charge ou le bien-être d'un enfant ou l'administration de ses biens ou de tout revenu qui en découle, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération primordiale.

61. Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant est un principe directeur à suivre pour prendre les décisions concernant la responsabilité parentale, la tutelle, le placement en famille d'accueil et l'adoption ainsi que pour trancher les différends relatifs à la garde et aux contacts (voir notamment les articles 42, 64 et 77 de la loi relative à l'enfance). En outre, tout enfant doit vivre avec ses parents à moins que son intérêt supérieur ne commande le contraire et tout enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt supérieur.

62. Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant influe également sur toutes les modalités d'application de la loi concernant les enfants en conflit avec la loi. Le droit coutumier n'est pas applicable dans les cas où son application serait contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 4 (par. 4) de la loi relative à l'enfance).

63. En pratique, les personnes chargées de déterminer l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures législatives, administratives et judiciaires bénéficieraient des éclaircissements qu'il y a lieu d'apporter aux orientations à suivre pour le déterminer. Le Gouvernement reconnaît qu'il faut en faire davantage pour intégrer le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la pratique des juges, des travailleurs sociaux et des autres institutions de l'État. Il est nécessaire d'associer les chefs traditionnels au processus pour

veiller à ce que l'intérêt supérieur de l'enfant soit également pris en considération au niveau de la communauté et dans l'application du droit coutumier.

## **Droit à la vie, à la survie et au développement**

64. L'article 17 de la Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée) confère à tous les enfants le droit à la vie, à la survie et au développement. Ce droit est à nouveau énoncé à l'article 12 de la loi de 2008 relative à l'enfance, qui dispose qu'il incombe à la famille et à l'État de promouvoir la survie et le développement de l'enfant et d'y veiller.

65. En outre, l'article 21 (par. 2) de la Constitution dispose que la peine de mort ne peut être prononcée contre une personne de moins de 18 ans et l'article 21 (al. a)) de la loi relative à l'enfance qu'« aucun enfant ne peut être condamné à la peine capitale ou à l'emprisonnement à vie ».

66. Certains des risques les plus graves pour la santé des enfants qui menacent leur survie et leur développement sont la pneumonie, la diarrhée, le paludisme, les problèmes néonataux et la malnutrition. Souvent, la conjugaison de ces affections constitue l'une des principales causes de mortalité infantile. Il ressort de l'enquête auprès des ménages de 2010 que plus d'un enfant sur 10 meurt avant son cinquième anniversaire. Parmi les décès d'enfants de moins de 5 ans, la majorité (plus de 60 %) concerne des nourrissons âgés de moins de 1 an, la plupart d'entre eux mourant de maladies infantiles courantes mais évitables, telles que le paludisme, la pneumonie et la diarrhée. Par ailleurs, la dénutrition généralisée est à l'origine de 45 % de ces décès d'enfants. Le paludisme est endémique dans toutes les régions du pays, toute la population étant exposée au risque d'infection. La plupart des décès dus au paludisme dans le pays concernent de jeunes enfants, tandis que les femmes enceintes présentent une sensibilité accrue au paludisme.

67. Les conséquences des déplacements pour les populations touchées – mauvaises conditions sanitaires, pénurie d'eau potable et surpeuplement – entraînent une augmentation des maladies transmissibles et de la malnutrition. Les affections courantes parmi les personnes déplacées sont notamment le choléra, le kala-azar, les infections aiguës des voies respiratoires, la diarrhée aqueuse aiguë, le paludisme, la malnutrition et la rougeole.

68. Conscient de l'obligation qui lui incombe d'assurer les conditions de survie et de développement de l'enfant, le Gouvernement a pris diverses mesures pour lutter contre les problèmes de santé de l'enfant, notamment la mise en œuvre de l'initiative pour la santé dans les *bomas* qui vise à créer un système de prestations sanitaires au niveau communautaire. À la suite de son Programme d'éradication du ver de Guinée qu'il a exécuté avec succès, le Soudan du Sud est entré dans la phase de précertification auprès de l'OMS comme pays exempt de dracunculose. À la fin de février 2018, le Gouvernement n'avait pas enregistré de cas de dracunculose pendant quinze mois consécutifs. Le pays est exempt de transmission de la poliomyélite sauvage depuis 2009. Selon le système d'information sanitaire du Ministère de la santé, en 2016, 52 % des enfants ont été vaccinés contre la rougeole et 45 % ont reçu les troisièmes doses du vaccin contre la poliomyélite et du vaccin pentavalent avant l'âge de 1 an.

69. Un autre risque important pour la survie et le développement des enfants dans le pays consiste dans la contamination de grandes étendues de terre par des mines terrestres et d'autres munitions non explosées. Selon les chiffres du Gouvernement, confirmés par le Service de la lutte antimines de l'ONU, le pays comptait à la fin 2016 142 zones où la présence de restes d'armes à sous-munitions était soupçonnée à la suite de décennies de conflit.

70. Le Soudan du Sud est devenu partie à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel par voie de succession d'État en 2011 et dispose d'un plan stratégique national de lutte contre les mines pour la période 2012-2016. Les principaux objectifs de ce plan sont les suivants :

a) Faire en sorte que le Soudan du Sud soit en mesure de se conformer à tous les instruments internationaux relatifs aux mines ainsi que d'exécuter et de gérer le programme national de lutte contre les mines ;

b) Faire en sorte que l'étendue et l'emplacement des zones contaminées par les mines soient entièrement enregistrées et que toutes les zones contaminées à forte incidence soient recensées, classées par ordre de priorité, nettoyées et libérées ;

c) Faire en sorte que le programme national de lutte contre les mines contribue à réduire la pauvreté et à accroître le développement socioéconomique en l'intégrant dans les programmes de développement.

71. L'Autorité nationale de lutte contre les mines est chargée de la coordination, de la planification et du suivi de la lutte contre les mines dans le pays. Alors que le Service de la lutte antimines de l'ONU se charge de l'accréditation des organisations, de l'élaboration des normes nationales en matière de lutte contre les mines, de la mise en place d'un système de gestion de la qualité, de la gestion de la base de données nationale et de l'affectation des opérateurs, l'Autorité nationale de lutte contre les mines assure la direction des activités d'assistance aux victimes et de sensibilisation aux risques. À terme, l'Autorité assumera l'entière responsabilité de toutes les activités de lutte contre les mines. En 2016, un peu moins de 3,5 km<sup>2</sup> de zone contaminée par des armes à sous-munitions ont été nettoyés et plus de 3 000 sous-munitions détruites. C'est une augmentation importante par rapport à 2015, où près de 1,4 km<sup>2</sup> avait été nettoyé et 1 200 sous-munitions détruites. En outre, le Gouvernement procède, en collaboration avec le Service de la lutte antimines de l'ONU, à la sensibilisation des enfants dans les établissements scolaires, notamment en les encourageant à élaborer une chanson de sensibilisation au danger des mines.

## Respect de l'opinion de l'enfant

72. Au Soudan du Sud, les enfants ont le droit d'être entendus, d'exprimer leur opinion et de voir prendre celle-ci en compte sur toute question ou dans toute procédure les intéressant, étant cependant entendu que l'opinion de chaque enfant n'est dûment prise en considération qu'en fonction de son âge et de son degré de maturité. Par exemple, l'opinion de l'enfant doit être prise en considération dans les procédures administratives et judiciaires qui le concernent. Plus précisément, en matière d'adoption, tout enfant de plus de 10 ans doit donner son consentement à l'adoption et si l'enfant a moins de 10 ans, son opinion est prise en considération. Les procédures concernant les enfants en conflit avec la loi et les forces de l'ordre se déroulent dans une atmosphère de compréhension, ce qui permet à l'enfant poursuivi ou suspect d'y participer et de s'exprimer librement.

73. Les articles 7 et 8 de la loi relative à l'enfance définissent les points que tout tribunal ou toute autre personne doit examiner pour trancher les questions relatives à un enfant :

- a) Les souhaits et les sentiments vérifiables de l'enfant, qui doivent être examinés à la lumière de son âge et de son degré de compréhension ;
- b) Les besoins physiques, affectifs et éducatifs de l'enfant ;
- c) Les effets probables de l'évolution de la situation de l'enfant sur lui ;
- d) L'âge de l'enfant, son sexe, son milieu d'origine et toute autre circonstance pertinente ;
- e) Tout préjudice que l'enfant a subi ou risque de subir ;
- f) Le cas échéant, la capacité des parents de l'enfant, de son tuteur ou de toute autre personne chargée de sa prise en charge à répondre à ses besoins.

74. Il existe des barrières culturelles bien ancrées qui empêchent les enfants de faire entendre leur voix dans les familles, les communautés, la société en général, les tribunaux et les procédures administratives. Ces obstacles doivent être combattus, même si des efforts sont faits pour donner aux enfants la possibilité d'exprimer leurs opinions et d'être entendus. Au niveau des États et des comtés, certains enfants participent à des clubs parascolaires axés sur la paix, les droits de l'homme, le théâtre et le sport. Au niveau national, l'Union nationale de la jeunesse et les Conseils des élèves et étudiants du Soudan du Sud sont les organisations de jeunes les plus reconnues et bénéficient de l'appui du Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports. Les enfants ont joué un rôle important dans la promotion de la ratification de la

Convention en faisant campagne en sa faveur auprès des groupes parlementaires en 2015. La Journée de l'enfant africain et la Journée internationale de la fille sont marquées par des manifestations chaque année.

75. Le pays accorde une attention croissante au rôle positif et transformateur que les enfants et les jeunes peuvent jouer dans la consolidation de la paix et les processus de décision. L'Accord de paix signé en août 2015 souligne le rôle des jeunes dans la supervision des efforts de consolidation de la paix et l'élaboration des lois nationales. Il existe différentes initiatives dans ce domaine, principalement menées par la société civile. En 2016, l'ONG Confident Children out of Conflict a amené un groupe d'enfants au Kenya pour rencontrer des membres de l'Union africaine afin de discuter avec eux de questions relatives à la consolidation de la paix. Le Gouvernement et certains organismes des Nations Unies organisent dans certaines régions des clubs parascolaires axés sur les droits de l'homme dont les activités comprennent des éléments de consolidation de la paix.

#### **IV. Libertés et droits civils (art. 7, 8 et 13 à 17)**

##### **Nom et nationalité**

76. Tout enfant a droit à un nom et à une nationalité, conformément à la Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée) (art. 17 (par. 1)) et les droits attachés à la citoyenneté sont visés dans la loi de 2011 relative à la nationalité. Les modes d'acquisition de la citoyenneté sont les suivants : la naissance si la personne concernée a un parent, un grand-parent ou un arrière-grand-parent sud-soudanais du côté maternel ou paternel, l'appartenance à l'une des communautés ethniques autochtones du pays et la résidence habituelle si la personne concernée, ses parents ou ses grands-parents ont été des résidents habituels du Soudan du Sud depuis 1956. La loi relative à la nationalité autorise la double nationalité et confère aux femmes et aux hommes le droit de transmettre sur un pied d'égalité leur nationalité à leurs enfants ou à leur conjoint.

77. Le manque de documents d'état civil, tels que les actes de naissance, ou de papiers d'identité, en particulier dans les zones rurales, reste un problème majeur pour le Gouvernement, car il rend difficile à tout citoyen de fournir la preuve qu'un parent, un grand-parent ou un arrière-grand-parent est né au Soudan du Sud. Toutefois, le texte d'application de la loi relative à la nationalité contient des dispositions qui permettent de recueillir à cet effet la déclaration d'un témoin sur un large éventail de personnes pour le compte du demandeur lorsque les preuves documentaires ne sont pas disponibles.

##### **Enregistrement des naissances**

78. Le droit à l'enregistrement gratuit des naissances est prévu à l'article 11 de la loi de 2008 relative à l'enfance. Dans cette loi, le Gouvernement s'est également engagé à mettre en place une loi régissant l'enregistrement des naissances dans tout le Soudan du Sud. L'Assemblée législative nationale provisoire a adopté en 2018 une loi relative à l'enregistrement des faits d'état civil qui prévoit l'enregistrement national obligatoire des naissances, des mariages, des divorces et des décès dans tout le pays.

79. L'enquête sur la santé des ménages sud-soudanais menée en 2010 a révélé que 35 % des enfants de moins de 5 ans avaient vu enregistrer leur naissance et qu'environ 29 % possédaient des actes de naissance. Le pays ne disposant pas d'un système d'état civil pleinement établi depuis 2011, des services gratuits de déclaration des naissances sont fournis pour les enfants de moins de 5 ans dans certains établissements sanitaires et certains lieux. Les parents reçoivent un formulaire de déclaration de naissance, qui peut être échangé contre un acte de naissance lorsque celui-ci est disponible. Bien qu'elle ne soit pas aussi exhaustive que l'enregistrement, la déclaration de naissance permet aux enfants d'avoir accès à des documents d'identité essentiels tels que les passeports. Entre 2014 et le premier semestre 2017, 422 860 enfants ont bénéficié de services de déclaration de naissance.

80. Le Gouvernement s'efforce de réaliser la cible 16.9 des objectifs de développement durable en fournissant à tous une identité juridique, notamment par l'enregistrement des naissances, et est résolu à augmenter les taux de déclaration et d'enregistrement des naissances par la mise en œuvre de la politique nationale de santé (2016-2026), du plan stratégique national pour la santé (2017-22) et de l'initiative pour la santé dans les *bomas* qui vise à renforcer et à développer les systèmes d'information sanitaire locaux.

81. D'autres mesures ont été adoptées par le Gouvernement pour augmenter le taux de déclaration des naissances, notamment des activités de communication utilisant la mobilisation sociale, la communication interpersonnelle et les programmes radiodiffusés. En 2016, il a mis en place un projet pilote dénommé « Cartes maternelles » dans trois établissements sanitaires dans le Bahr el Ghazal septentrional. Le projet consistait à délivrer aux femmes enceintes des cartes en plastique contenant un code à barres unique en son genre permettant de stocker électroniquement les détails de la grossesse qui, par la suite, était utilisé pour faciliter la déclaration de naissance. Cette initiative gouvernementale vise à surmonter l'obstacle de l'analphabétisme de la population et des accoucheuses traditionnelles, car elle élimine la nécessité d'écrire ou de remplir des formulaires.

82. Le Gouvernement a également mis en place, avec le concours du Gouvernement canadien et de l'UNICEF, un projet dénommé « Enregistrement des naissances pour la santé de la mère et du nouveau-né » (en abrégé BR4MNCH, de son nom anglais *Birth Registration for Maternal and New-born Child Health*). Un certain nombre d'États ont été sélectionnés pour enregistrer toutes les déclarations de naissance et recueillir des données pour le système d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil (CRVS) dans le pays.

83. Le Gouvernement a apporté, avec le concours de ses partenaires internationaux de développement, des améliorations permettant de déclarer la naissance des enfants de moins de 5 ans par l'accès aux services de déclaration des naissances en s'attaquant aux goulets d'étranglement de l'offre et de la demande de services de déclaration. Il reste des problèmes à résoudre, notamment les niveaux élevés d'analphabétisme, en particulier chez les femmes, le fait que la plupart des naissances ont lieu en dehors des établissements sanitaires et la méconnaissance de l'importance de la déclaration et de l'enregistrement des naissances.

## Liberté d'expression

84. La Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée) garantit le droit à la liberté d'expression en son article 24, sous réserve des exceptions autorisées pour des motifs liés à l'ordre public, à la sécurité ou aux bonnes mœurs. Ce droit est confirmé à l'article 17 de la loi relative à l'enfance, qui régit le droit de l'enfant d'avoir une opinion et dispose que l'enfant peut rechercher, recevoir et répandre des informations et des idées de toute espèce, à l'exception de celles qui tendent à porter atteinte aux droits d'autrui. Le paragraphe 2 de cet article dispose que « tout enfant a le droit d'exprimer librement son opinion et de voir prendre celle-ci en compte sur toute question ou dans toute procédure l'intéressant et ... l'opinion de tout enfant est dûment prise en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité ». En outre, l'article 7 de la loi dispose que l'enfant a le droit d'être entendu chaque fois que des questions l'intéressant font l'objet de débats. La loi de 2014 relative à l'Autorité des médias consacre le principe selon lequel « le droit à la liberté d'expression, y compris le droit du public à des médias pluralistes, est un droit de l'homme fondamental, protégé par l'article 24 de la Constitution ». Relevant que tout média libre joue le rôle de « gendarme public », cette loi dispose que « les "médias" sont protégés contre la censure, que celle-ci soit le fait d'une autorité officielle ou non officielle ». En outre, elle prévoit la création d'un organe de contrôle autonome, l'Autorité des médias, chargé de promouvoir l'avènement d'une industrie médiatique indépendante et pluraliste dans le pays, de la réglementer et de la développer.

85. Le Gouvernement rencontre de multiples problèmes qui l'empêchent de garantir le droit de l'enfant à la liberté d'expression et d'information dans le pays, principalement en raison des idées traditionnelles des communautés sur les enfants et du fait que les opinions

de ces derniers ne sont pas toujours suffisamment prises en compte dans des cadres tels que la famille, l'école et les médias et dans la société en général.

### **Liberté de pensée, de conscience et de religion**

86. La liberté de religion est garantie par la Constitution de transition (telle qu'amendée) qui énonce la séparation de la religion et de l'État. La Constitution interdit la discrimination religieuse et dispose que « toutes les religions sont traitées de manière égale » et que « la religion ou les convictions religieuses ne peuvent être utilisées à des fins de division ». Ce droit est renforcé dans la loi relative à l'enfance qui dispose que « tout enfant issu d'une minorité ethnique, religieuse ou culturelle a le droit de jouir librement de sa culture et de ses croyances, de les développer, d'utiliser sa langue et de respecter les préceptes de sa religion ».

### **Liberté d'association et de réunion pacifique**

87. La Constitution de transition (telle que modifiée) consacre le droit de chacun, y compris l'enfant, à la liberté d'association et de réunion pacifique et ce droit est intangible. Dans la pratique, les enfants ont accès à de multiples clubs de jeunes, ONG et associations et peuvent participer aux activités et aux rassemblements de leur choix.

### **Protection de la vie privée**

88. Le droit à la vie privée est protégé par l'article 22 de la Constitution qui dispose que « la vie privée de toute personne est inviolable ; nul ne peut subir d'immixtions dans sa vie privée, sa vie familiale, son domicile ou sa correspondance si ce n'est en vertu de la loi ». Le droit à la vie privée des enfants en conflit avec la loi est expressément protégé par l'article 180 de la loi relative à l'enfance qui interdit la publication d'informations susceptibles de conduire à l'identification d'un enfant délinquant ou poursuivi et garantit la confidentialité des dossiers. L'accent est également mis sur le droit à la vie privée des enfants victimes ou témoins d'infractions dans la formation des membres du personnel des unités de protection spéciale et de la Police nationale sud-soudanaise, lesquels ont d'ailleurs reçu des directives concernant les droits de la femme et de l'enfant qui leur font obligation d'assurer la confidentialité des informations personnelles et non personnelles.

### **Accès à une information appropriée**

89. L'article 32 de la Constitution de transition (telle que modifiée) garantit le droit d'avoir accès aux informations officielles, à l'exception de celles qui intéressent la sécurité publique et la vie privée. La loi relative à l'Autorité des médias, la loi relative aux sociétés de radiodiffusion et la loi relative au droit d'avoir accès à l'information, également connues sous le nom de « lois médiatiques », sont entrées en vigueur en 2014. Elles constituent les principaux cadres juridiques de promotion des libertés de la presse et de l'accès à l'information dans le pays. La loi relative au droit d'avoir accès à l'information permet aux citoyens d'avoir gratuitement accès aux informations émanant des organismes publics et privés. Le droit à l'information est développé davantage à l'article 36 (par. 2 j) et t)) de la loi relative à l'enfance, aux termes duquel le Gouvernement encourage les médias à diffuser des informations présentant un intérêt social et culturel pour l'enfant et à prendre des mesures pour le protéger contre les informations et les documents préjudiciables, ainsi qu'à diffuser des informations sur les droits de l'enfant dans le pays.

90. En pratique, la radio est la principale source d'information des enfants dans le pays et il existe différents réseaux et organes de presse gérés par des Églises, des organisations communautaires et des entreprises privées ainsi qu'une station de radio de l'ONU (Radio Miraya), qui peut être écoutée dans la plupart des régions du pays. Pour célébrer la Journée de l'enfant africain en 2017, 30 élèves fréquentant des établissements scolaires de Djouba ont participé à des émissions de grande écoute de Radio Miraya telles que « Morning Breakfast Show » et « Drive Time », ont présenté le journal en anglais et en arabe et ont été

formés à la photographie et à la vidéographie. En outre, des enfants ont participé à des émissions télévisées de la South Sudan Broadcasting Corporation portant sur les questions de genre, la sensibilisation et les droits de l'enfant.

## **V. Violence à l'égard des enfants (art. 19, 24 (par. 3), 28 (par. 2), 34, 37 (al. a)) et 39)**

### **Maltraitance et négligence**

91. Les enfants ont le droit d'être protégés contre la maltraitance et la négligence et la loi de 2008 relative à l'enfance fait obligation au Gouvernement de veiller à ce que tout enfant victime de maltraitance bénéficie d'un traitement et d'une réadaptation appropriés. Dans cette loi, la maltraitance est définie en termes généraux et comprend :

- a) Toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation ;
- b) L'enlèvement et la traite, à quelque fin ou sous quelque forme que ce soit, par toute personne, y compris les parents et les tuteurs ;
- c) Les abus, l'exploitation et le harcèlement sexuels, notamment, mais sans s'y limiter, le viol, l'inceste et le fait d'inciter ou de contraindre un enfant à être témoin d'une activité sexuelle ou à s'y livrer ;
- d) L'exploitation des enfants à des fins de prostitution ou d'autres pratiques sexuelles ;
- e) L'exploitation des enfants aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique.

L'article 36 de la loi relative à l'enfance fait obligation aux organes de l'État de tous les niveaux « de mettre en place des voies de recours efficaces pour réparer les violations des droits de l'enfant, notamment en permettant à ce dernier d'avoir accès à des procédures de plainte indépendantes et adaptées à ses besoins ainsi qu'à des tribunaux compétents ».

92. L'article 56 de la loi de 2008 relative à l'enfance incrimine le délaissement d'enfant et fait obligation aux parents de fournir à leurs enfants une alimentation, des vêtements, des traitements médicaux, un logement, des soins, des conseils et une protection adéquats. L'article 57 érige également en infraction le fait de maltraiter ou de négliger délibérément un enfant de manière à lui causer des souffrances inutiles. En outre, l'article 30 de la loi relative à l'éducation générale interdit les relations sexuelles entre le personnel enseignant et les apprenants, les abus sexuels sur les apprenants mineurs et le harcèlement sexuel à l'égard des apprenants. Tout enseignant ou tout autre membre du personnel qui met une apprenante enceinte est licencié et radié.

93. Il n'existe pas de système national de gestion de l'information permettant de recueillir systématiquement des données sur les cas de maltraitance, de violence, d'exploitation et de négligence dont les enfants sont victimes et de mesurer l'évolution de la situation. En revanche, il existe un système de gestion de l'information sur la violence fondée sur le genre qui fonctionne dans certaines parties du pays, bien que le nombre d'acteurs qui y contribuent soit faible. Selon ce système d'information, en 2016, environ 98 % des cas de violence fondée sur le genre signalés concernaient les femmes et les filles.

94. Il est probable, bien que non vérifié, que seuls quelques cas de maltraitance et de négligence d'enfant sont signalés aux autorités telles que la police ou parviennent aux tribunaux de droit moderne. Ils sont le plus souvent portés devant les tribunaux de droit coutumier. Les enfants victimes de maltraitance ou de négligence peuvent rencontrer des difficultés s'ils décident de dénoncer une infraction commise contre eux.

95. Certaines des causes profondes de la maltraitance et de la négligence des enfants consistent dans les mentalités traditionnelles entretenues à l'égard de ces derniers et le fait que les parents et la société ne possèdent pas de connaissances sur le développement de

l'enfant. Pour rendre le système de dénonciation plus efficace, le Gouvernement s'efforce de sensibiliser le public aux conséquences de la maltraitance et de la négligence d'enfant. Par ailleurs, la portée géographique des services intégrés et des mécanismes d'orientation destinés aux enfants rescapés d'actes de maltraitance et de négligence est encore malheureusement faible. Pour assurer les services de dénonciation et d'orientation destinés à aider les enfants victimes de maltraitance et de négligence, il faut renforcer les mécanismes institutionnels. Il en va de même pour mise en place des voies de recours.

### **Pratiques préjudiciables, notamment les mutilations génitales féminines, les mariages précoces et les mariages forcés**

96. Le mariage d'enfants est un problème important pour le Gouvernement. Il compromet les perspectives de survie et de développement des filles et leur participation à d'autres activités de développement et constitue l'une des principales raisons pour lesquelles les filles ne terminent pas toujours les études primaires et secondaires. L'enquête auprès des ménages sud-soudanais de 2010 a révélé que 7,3 % des filles étaient mariées avant l'âge de 15 ans et 45,2 % avant l'âge de 18 ans. Une étude menée en 2010 par le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale, avec le concours de l'UNICEF, a examiné les connaissances disponibles et les pratiques en vigueur sur le mariage d'enfants. Il en ressort que la pratique du mariage d'enfants est profondément ancrée dans les normes culturelles du pays, ce qui en fait une pratique largement acceptée dans la plupart des communautés, les filles étant perçues comme des « biens » familiaux en raison de la pratique de la dot.

97. L'article 23 (par. 1) de la loi relative à l'enfance dispose que tout enfant a le droit d'être protégé contre le mariage d'enfants. L'article 30 punit d'une peine maximale de sept ans d'emprisonnement quiconque porte atteinte à un droit de l'enfant, y compris le droit d'être protégé contre le mariage d'enfants.

98. S'appuyant sur le cadre juridique en vigueur, le Gouvernement a pris, avec le concours de certains partenaires, des mesures visant à prévenir le mariage d'enfants, à enquêter sur les cas survenus, à les poursuivre et à les punir. Il a aussi pris des initiatives pour sensibiliser le public aux conséquences néfastes des mariages d'enfants au moyen d'émissions-débats radiodiffusées et de consultations communautaires dans sept États avec les chefs traditionnels et les notables, les parents et les chefs religieux et en encourageant les filles à participer à la célébration de la Journée internationale de la fille et à la Journée de l'enfant africain.

99. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale participe à une campagne tendant à l'élimination des mariages d'enfants que l'Union africaine mène actuellement. En février 2017, le Gouvernement a créé, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), un groupe de travail visant à mettre fin aux mariages d'enfants. Il a également élaboré un plan d'action visant à mettre fin aux mariages d'enfants à l'horizon 2030. Lancé en 2018, ce plan d'action est aligné sur les objectifs de développement durable ainsi que sur l'Agenda 2040 pour les enfants d'Afrique de l'Union africaine.

100. Au nombre des problèmes que le Gouvernement et ses partenaires rencontrent dans la lutte contre la pratique du mariage d'enfants figurent la difficulté à faire appliquer les lois, l'absence de registres des naissances permettant de vérifier l'âge des enfants, le fait que les filles sont considérées comme des éléments d'actif et apportent le patrimoine de la mariée aux familles de leur mari, la non-dénonciation des cas survenus, la pauvreté et la forte influence des chefs communautaires, traditionnels et religieux.

101. Les mutilations génitales féminines constituent une infraction pénale aux termes de l'article 259 du Code pénal et 80 % de la population désapprouvent cette pratique. Bien qu'elles ne soient pas courantes, l'enquête auprès des ménages ayant fait état d'une prévalence de 1 % chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, elles se pratiquent dans le pays, en particulier dans les régions bordant la frontière septentrionale.

## Exploitation sexuelle et abus sexuels

102. La loi prévoit un certain nombre de mesures de protection des enfants contre les violences sexuelles et fondées sur le genre :

a) L'article 26 de la loi de 2008 relative à l'enfance dispose expressément que « tout enfant du sexe féminin a le droit d'être protégé contre les abus et l'exploitation sexuels ainsi que la violence fondée sur le genre, notamment le viol, l'inceste, le mariage précoce ou forcé, l'excision et les mutilations génitales féminines » ;

b) L'article 22 (par. 2) dispose que « tout enfant a le droit d'être protégé contre les types de traitement et d'abus énoncés ci-après pendant qu'il est sous la garde de ses parents, de son tuteur, de ses enseignants, de la police ou de toute autre personne à qui il est confié : les abus, l'exploitation et le harcèlement sexuels, notamment, mais sans s'y limiter, le viol, l'inceste et le fait d'inciter ou de contraindre un enfant à être témoin d'une activité sexuelle ou à s'y livrer, l'exploitation des enfants à des fins de prostitution ou d'autres pratiques sexuelles et l'exploitation des enfants aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique » ;

c) L'article 247 (par. 2) du Code pénal de 2008 dispose que l'âge minimum requis pour le consentement à des relations sexuelles pour les hommes et les femmes est fixé à 18 ans. Le Code pénal contient également des dispositions générales qui punissent les infractions liées aux atteintes à l'intégrité physique, à l'enlèvement de personnes, au rapt, au viol, aux voies de fait et autres infractions sexuelles commis contre un enfant ou toute autre personne ;

d) L'article 137 de la loi relative à l'enfance prévoit la protection des enfants témoins ou victimes s'il y a lieu, y compris la protection contre l'intimidation.

103. Les données relatives à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ne sont pas faciles à obtenir, mais il est entendu que les garçons et les filles en situation de rue sont particulièrement vulnérables. L'enquête auprès des ménages sud-soudanais de 2010 a révélé qu'une femme sur cinq était victime de violence fondée sur le genre et 79 % des personnes interrogées, hommes et femmes confondus, ont estimé qu'il était tout à fait légitime que les hommes battent leur femme ou leur partenaire dans certaines circonstances.

104. En 2012, le Gouvernement a réalisé une évaluation globale de la situation des femmes et des filles dans le pays qui a révélé que les causes les plus courantes de la violence à l'égard des femmes et des filles étaient l'alcoolisme (31 %), les pratiques culturelles (24 %), la pauvreté (24 %) et les conflits (19 %). Les autres causes de violence étaient la polygamie et les malentendus et suspicions générales dans les couples mariés. Selon l'étude, les violences sexuelles et fondées sur le genre étaient largement considérées comme « normales » et le fait de battre les filles et les femmes était considéré comme une mesure disciplinaire corrective prise par leurs « tuteurs » du sexe masculin. Cette évaluation globale de la situation des femmes et des filles a également révélé que pour la majorité des hommes et des femmes, il était légitime qu'un homme frappe une femme si elle sort sans le lui dire, si elle néglige ses enfants ou si elle se dispute avec lui. Dans une évaluation distincte des mentalités et des croyances sur la violence à l'égard des femmes et des filles au Soudan du Sud, la majorité des personnes interrogées (68 % des femmes et 63 % des hommes) ont également convenu qu'« il y a des moments où une femme mérite d'être battue ».

105. Nombre de femmes et de filles ne parlent pas des cas d'exploitation sexuelle, de viol et d'autres abus commis contre elles pour diverses raisons liées à la présence de fortes croyances culturelles, notamment la peur de s'exposer à la stigmatisation dont sont victimes les rescapés de la violence sexuelle, le risque de subir des violences physiques, la méconnaissance des conséquences pour la santé et l'insuffisance de l'accès aux services.

106. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale assure la direction de la prévention de la violence fondée sur le genre ainsi que de la protection et de la lutte contre ce phénomène au niveau national, tandis qu'au niveau des États, cette mission est confiée à leurs ministères du développement social. Dans cette entreprise, le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale travaille en étroite collaboration avec d'autres ministères, notamment le Ministère de la santé, le Ministère de la

justice et des affaires constitutionnelles, le Ministère de l'éducation générale et de l'instruction, le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports et le Ministère de l'intérieur, ainsi qu'avec des partenaires de développement internationaux et des organisations de la société civile.

107. Le Gouvernement a mis en place un important mécanisme de coordination dénommé « Sous-groupe de la violence fondée sur le genre » qui vise à améliorer et à faciliter la prévention de la violence fondée sur le genre ainsi qu'à lutter contre celle-ci et à prendre en compte tous les types de violence fondée sur le genre dans ses activités de coordination, de planification et de sensibilisation. Ce mécanisme compte actuellement plus de 150 membres et environ 35 organisations participent à ses réunions bihebdomadaires. Parmi les membres figurent des organismes des Nations Unies, les services concernés de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, des ministères, des ONG internationales et nationales, des représentants d'autres groupes et des donateurs.

108. Le pays s'emploie à prévenir les violences sexuelles et fondées sur le genre, à améliorer les soins et l'aide que reçoivent les enfants rescapés et à encourager la multiplication des dénonciations. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a produit une politique nationale en matière de genre qui traite explicitement de l'exploitation et des abus sexuels. En outre, des directives générales destinées à lutter contre les diverses formes de violence fondée sur le genre ont été mises au point en 2014. Actuellement, le centre hospitalier universitaire de Djouba fournit des services aux rescapées des violences sexuelles et fondées sur le genre et dispose d'un centre de gestion clinique des viols. Il existe également à Torit un refuge pour les victimes des violences sexuelles et fondées sur le genre où elles peuvent obtenir un soutien psychosocial, juridique et sanitaire.

109. Une des initiatives importantes prises par le Gouvernement, en collaboration avec ses partenaires de développement internationaux, est la création d'unités de protection spéciale dans les commissariats de police en 2008. Ces unités visent à fournir aux filles et aux femmes un lieu où elles peuvent dénoncer en toute sécurité les infractions liées aux violences sexuelles et fondées sur le genre à la police. Elles sont composées de policiers formés pour enquêter sur les affaires concernant les femmes et les enfants et les porter devant la justice et pour fournir aux victimes une aide juridique, une protection, de soins médicaux et un soutien psychosocial. Il existe actuellement 14 unités de protection spéciale dans les commissariats de police du pays, mais elles se trouvent principalement dans les zones urbaines. Les problèmes qui entravent le bon fonctionnement de ces unités sont notamment le redéploiement fréquent de leurs agents qui ont reçu la formation spécialisée requise et l'utilisation des bureaux pour d'autres tâches de police. Il existe également des problèmes de communication, les policiers communiquant souvent en arabe plutôt qu'en anglais.

110. Le Gouvernement a organisé, avec le concours du PNUD, des formations à l'intention de la police et des avocats sur le traitement des cas de violences sexuelles et fondées sur le genre. Toutefois, ces formations ne sont organisées que de façon ponctuelle. La police a créé un département spécifique des femmes policières. Un des faits nouveaux importants survenus en la matière est la publication, par l'Inspecteur général de la police, de son arrêté n° 10 qui apporte des éclaircissements sur la politique relative au formulaire 8, un document que beaucoup considèrent encore, à tort, comme une condition nécessaire pour que les rescapées des violences sexuelles aient accès aux soins médicaux. Tout policier se rend coupable de violation de cette politique s'il exige le versement de frais pour faire une copie du formulaire ou pour le remplir manuellement. En 2015, la Police nationale sud-soudanaise a reçu des directives sur les droits de la femme et de l'enfant qui visent à sensibiliser l'ensemble de son personnel à la manière dont il doit traiter les filles et les femmes victimes de violences fondées sur le genre ou de violences domestiques et celles qui ont affaire à la justice dans d'autres cas.

111. Un Département de la justice pour femmes et pour mineurs a été créé au sein de la Direction du ministère public du Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles. Il a élaboré un manuel à l'intention des magistrats du parquet qui vise à éviter la banalisation des affaires concernant les violences sexuelles et fondées sur le genre dans le système de justice pénale.

112. Au niveau informel, les enfants victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre sont protégés par des organes locaux, notamment les institutions familiales, claniques, communautaires et religieuses, les tribunaux coutumiers ou de village et les groupes de femmes et de jeunes dont les interventions consistent principalement à assurer la médiation et à veiller à ce que les enfants restent dans leur famille élargie. En raison des barrières culturelles auxquelles ils se heurtent, les enfants ne participent pas activement aux activités de ces groupes.

113. Les effets des multiples conflits armés dont le pays a été le théâtre sur sa stabilité et sa sécurité aggravent l'ampleur de la violence à l'égard des enfants et les risques de violation de leurs droits. En 2013, le Gouvernement a mené une étude de base sur l'incidence des conflits sur les droits de l'enfant, afin d'éclairer l'élaboration d'un plan d'action visant à améliorer la protection de l'enfant, conformément à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. En ce qui concerne les violences sexuelles et fondées sur le genre, l'étude a révélé que les données disponibles étaient limitées.

114. À la suite de l'étude de base axée sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Gouvernement a lancé en 2016 un plan d'action national visant à répondre aux besoins des rescapées de la violence sexuelle dans les conflits armés, connu sous le nom de plan d'action national sud-soudanais 2015-2020, dans le but de mettre en œuvre ladite résolution et les résolutions connexes. Les objectifs de ce plan d'action national détaillé sont les suivants :

a) Assurer la protection des femmes et des filles, y compris celles qui sont handicapées, contre toute forme de violences sexuelles et fondées sur le genre et rétablir le respect des droits de l'homme, de la dignité humaine et de l'égalité au Soudan du Sud ;

b) Accroître la participation des femmes à la prévention et à la résolution des conflits ainsi qu'au maintien de la paix et de la sécurité et garantir leur participation aux processus de consolidation de la paix et d'édification de l'État après les conflits ;

c) Permettre aux acteurs de la paix et de la sécurité au Soudan du Sud de redoubler d'effort et assurer la création de synergies et d'engagements à long terme pour améliorer la mise en œuvre des initiatives de paix et de sécurité tenant compte des spécificités des femmes et des hommes au niveau national et au niveau des États ;

d) Renforcer les capacités des principaux acteurs chargés de la mise en œuvre du plan d'action national en matière de collecte et d'analyse de données et d'établissement de rapports sur leur qualité et promouvoir la sensibilisation accrue du public aux principes soulignés dans la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et ses résolutions ultérieures concernant les femmes, la paix et la sécurité ;

e) Assurer la prise en compte des besoins des femmes et des filles dans les priorités budgétaires nationales des plans d'aide transitoire élaborés par le Gouvernement et dans tous les programmes financés par les partenaires de développement, notamment dans le cadre des négociations du pacte dénommé « New Compact Deal ».

115. En 2015, les femmes ont participé activement, à Addis-Abeba (Éthiopie), aux négociations de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, qui comprenait un programme de paix et de développement durable tenant compte des questions de genre. Dans le cadre de cet accord signé en août 2015, les parties belligérantes se sont engagées à s'abstenir de tout acte et de toute forme de violences sexuelles et fondées sur le genre, y compris l'exploitation et le harcèlement sexuels. En outre, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a formé des femmes à la promotion de la paix et participe activement à la mise en œuvre de l'Accord revitalisé en vigueur, signé en septembre 2018.

116. Outre la mise en œuvre du plan d'action axé sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Gouvernement a pris les mesures concrètes énoncées ci-après pour prévenir et combattre les violences sexuelles et fondées sur le genre liées aux conflits. Le code de conduite des Forces sud-soudanaises de défense du peuple interdit expressément les violences sexuelles et fondées sur le genre. En 2014, le Gouvernement a signé, à titre d'engagement, un mémorandum conjoint avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Ce mémorandum comprend des mesures que le Gouvernement doit mettre en place. Par exemple, il doit édicter et faire appliquer dans les chaînes de commandement de l'armée et de la police des instructions claires interdisant les violences sexuelles, créer des mécanismes de mise en œuvre de la responsabilité, exclure les auteurs d'actes de violence sexuelle des forces de sécurité et améliorer les services multisectoriels destinés aux rescapés. À cet effet, il a créé un Groupe de travail technique conjoint sur les violences sexuelles liées au conflit qui est placé sous l'autorité de la Présidence de la République et composé des ministères et des institutions d'exécution ainsi que des représentants d'organismes des Nations Unies, notamment de l'UNICEF, de la MINUSS, d'ONU-Femmes, du PNUD et du FNUAP.

### **Droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris les châtiments corporels**

117. La charte des droits insérée dans la Constitution garantit le droit de ne pas être soumis à la torture. En application de cette disposition constitutionnelle, le Gouvernement a adhéré à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984 et au protocole additionnel y afférent, qui fait obligation aux États de créer des mécanismes nationaux de prévention. L'article 18 de la Constitution garantit que « nul ne peut être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » et que ce droit est intangible même en cas d'état d'urgence.

118. L'article 17 de la Constitution interdit d'infliger aux enfants des châtiments corporels en tout lieu, notamment à la maison et dans les structures de protection de remplacement : « Tout enfant a le droit d'être à l'abri des châtiments corporels et des traitements cruels et inhumains indépendamment de la personne qui les pratique, y compris ses parents, les administrations scolaires et d'autres institutions ». Cette disposition a été à nouveau énoncée à l'article 21 de la loi relative à l'enfance, qui interdit les châtiments corporels infligés par les chefs traditionnels, la police, les enseignants, les gardiens de prison ou toute autre personne. En outre, la loi de 2012 relative à l'éducation générale interdit d'infliger des châtiments corporels aux enfants. Le Gouvernement travaille à la prévention totale des châtiments corporels et à la protection de l'intégrité physique et psychologique des enfants par l'adoption d'une loi tendant à encourager la discipline positive et à promouvoir l'éducation de l'enfant par des méthodes non violentes.

### **Mise à disposition de lignes téléphoniques d'assistance destinées aux enfants**

119. En 2015, le Gouvernement a mené une étude de faisabilité par l'intermédiaire de Child Helpline International en créant un service d'assistance téléphonique destiné aux enfants dans le pays. Ce service devrait revêtir les formes suivantes : appels téléphoniques, textos, présence directe, vulgarisation, assistance sans rendez-vous et conseils radiodiffusés ou télévisés. Ses objectifs sont les suivants :

- a) Recevoir des plaintes concernant les violations des droits de l'enfant de la part d'enfants ou d'adultes qui prennent contact avec le service d'assistance au nom d'enfants ;
- b) Offrir une assistance aux enfants victimes de violations sous forme de conseils, d'orientations ou d'interventions directes ;
- c) Mener des activités de sensibilisation et d'information sur le service d'assistance aux enfants afin d'en garantir l'accessibilité ;
- d) Procéder à la prévention par voie de conseils ;
- e) Assurer la collaboration avec les services sociaux existants et les systèmes de protection de l'enfance qui sont disponibles.

Le Gouvernement a élaboré une feuille de route pour la mise en place du service d'assistance téléphonique ; toutefois, sa mise en œuvre est actuellement suspendue pour cause d'absence de ressources financières et de persistance de l'instabilité.

## **VI. Milieu familial et protection de remplacement (art. 5, 9 à 11, 18 (par. 1 et 2), 20, 21, 25 et 27 (par. 4))**

### **Aide aux familles**

120. Le Gouvernement reconnaît que l'institution familiale constitue une source vitale pour la prise en charge, la survie et le développement de l'enfant en veillant à ce que les mères, les pères et les pourvoyeurs de soins soient soutenus dans l'exercice de leurs fonctions parentales cruciales. L'article 39 de la Constitution impose aux parents l'obligation de prendre en charge leurs enfants et de les élever. La Constitution dispose également que la famille est l'unité de base naturelle et fondamentale de la société et doit être protégée par la loi et que les organes de l'État de tous les niveaux doivent promouvoir le bien-être de la famille et adopter les lois nécessaires à sa protection. Les enfants ne peuvent être séparés de leurs parents ou des personnes légalement habilitées à s'occuper d'eux contre la volonté de ces parents ou de ces personnes si ce n'est en application de la loi ;

121. Le chapitre III de la loi de 2008 relative à l'enfance confère des droits et des devoirs aux parents et les rend responsables de l'éducation de leurs enfants. Si les parents sont mariés au moment de la naissance de l'enfant, la mère et le père sont tous deux responsables de son éducation. S'ils ne sont pas mariés, la responsabilité parentale incombe à la mère seule, mais le père peut partager la prise en charge de l'enfant sur décision du tribunal (art. 41 de la loi relative à l'enfance). Pour statuer sur la garde de l'enfant, le tribunal prend principalement en considération l'intérêt supérieur de ce dernier (art. 54 (par. 3)).

122. Le Gouvernement s'est efforcé de soutenir les parents et les pourvoyeurs de soins par la réduction de la pauvreté et l'amélioration de leur situation en élaborant un projet de filets de sécurité et de développement des compétences, en partenariat avec la Banque mondiale, afin d'accroître les possibilités de revenus et d'emploi des groupes pauvres et vulnérables, notamment par le volet du projet concernant la protection sociale et les transferts en espèces. Le Gouvernement a également élaboré une politique nationale de protection sociale.

### **Enfants privés de protection parentale**

123. Le Gouvernement rencontre divers problèmes en matière d'administration, de promotion et de protection des droits de l'enfant dans le pays, car de nombreux enfants sont privés de protection parentale en raison de la pauvreté, de la violence, de l'éclatement de leur famille, souvent causé par la polygamie, du divorce de leurs parents ou du déplacement de leur famille en raison des conflits. Ces enfants sont privés de leur première ligne de protection, à savoir leurs parents et leur famille, et deviennent vulnérables et risquent d'être victimes de violence, d'exploitation, de discrimination et d'abus. Les enfants considérés comme privés de la protection parentale voulue sont notamment les suivants :

- a) Les orphelins ;
- b) Les enfants séparés et les mineurs non accompagnés ;
- c) Les enfants de la rue ou des marchés ;
- d) Les enfants liés à des forces ou groupes armés ;
- e) Les enfants placés dans des institutions gouvernementales ou non gouvernementales ;
- f) Les enfants en détention ;
- g) Les enfants vivant dans des ménages dirigés par un enfant ;

h) Les enfants vivant avec leurs parents qui sont démunis, exclus, non scolarisés, délaissés ou qui ont subi des violences sexuelles ou fondées sur le genre ;

i) Les enfants vivant avec le VIH/sida, les enfants ayant des besoins particuliers sur le plan mental et physique, les enfants victimes de la traite ou d'enlèvement, les enfants qui travaillent, les enfants nés de relations incestueuses, les enfants nés sans droit d'héritage, les enfants victimes de pratiques traditionnelles néfastes, les enfants victimes de discrimination en raison de leur genre, les enfants nés en prison de mères condamnées ou dont la mère présente un handicap mental ;

j) Tous les enfants ne vivant pas avec au moins un de leurs parents, pour quelque raison que ce soit et dans quelque circonstance que ce soit ;

k) Les enfants privés de protection parentale qui se trouvent hors de leur pays de résidence permanente ou sont victimes de situations de crise et sont désignés comme « enfants non accompagnés » ou « enfants séparés ».

124. Il existe des cadres juridiques garantissant les droits des enfants privés de protection parentale, à savoir :

a) L'article 13 (par. 4) de la loi de 2008 relative à l'enfance, qui dispose que tout enfant qui a été séparé de ses parents a le droit d'être réuni avec eux et que le Gouvernement doit l'aider à exercer ce droit ;

b) L'article 29, qui dispose que tout enfant réfugié ou déplacé bénéficie des mêmes soins et de la même protection que tout autre enfant définitivement ou temporairement privé de son milieu familial pour quelque raison que ce soit ;

c) L'article 36, qui dispose que le Gouvernement fournit l'aide nécessaire pour élever un enfant lorsque ses parents, ou d'autres personnes chargées de cette responsabilité, ne le font pas ;

d) Le chapitre IX, qui prévoit des mesures à prendre lorsqu'un enfant a besoin d'une protection particulière en raison de l'absence de protection parentale, à savoir le recours aux travailleurs sociaux et, le cas échéant, à la justice ;

e) Enfin, l'article 85, qui autorise les tribunaux à rendre des ordonnances d'adoption, sous réserve du consentement de l'enfant s'il a plus de 10 ans. Si l'enfant a moins de 10 ans, son opinion est prise en considération.

125. C'est au Gouvernement qu'il incombe au premier chef de fournir des services aux enfants qui ont besoin d'une protection et d'une assistance spéciales et aux enfants privés de leur milieu familial. Le Gouvernement s'acquitte de cette fonction par l'intermédiaire de la Direction du bien-être de l'enfant du Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale et des structures décentralisées de l'Administration au niveau des États et des comtés. Pour mener ses activités, la Direction travaille en étroite collaboration avec les partenaires de développement, notamment les organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile qui complètent les efforts du Gouvernement par leur appui aux programmes destinés aux enfants. Cependant, d'autres institutions publiques opérant aux niveaux national, des États et des comtés y participent de près et jouent un rôle de premier plan, notamment le Département de la justice pour femmes et pour enfants du Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles, les Forces sud-soudanaises de défense du peuple (Département de la protection de l'enfance), la Police nationale sud-soudanaise (unités de protection spéciale chargées des femmes et des enfants) et la Commission spécialisée des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale de l'Assemblée législative nationale provisoire. Au niveau infranational, les directions du bien-être de l'enfant des ministères du développement social des États jouent un rôle essentiel.

126. Les enfants privés de milieu familial sont également protégés par le secteur informel, à savoir leurs proches, leur clan, leur communauté, les institutions religieuses, les tribunaux coutumiers ou les tribunaux de village et des groupes de femmes et de jeunes qui offrent des services de médiation et d'accompagnement psychologique aux enfants.

127. Des réseaux s'emploient à retrouver les enfants qui ont été séparés de leurs parents ou des personnes qui s'occupaient d'eux en raison du conflit ou parce que la famille a été

déplacée et les rendre à leur famille. Ils sont constitués d'organisations internationales et d'ONG locales, soutenues par les ministères du développement social des États. Depuis le début du conflit de 2013, ils ont rendu plus de 5 000 enfants à leur famille.

128. En 2013, le Gouvernement a élaboré une politique nationale de protection et de prise en charge des enfants privés de la protection parentale voulue, dont les objectifs sont les suivants :

- a) Faire en sorte qu'il ne soit pas nécessaire d'offrir aux enfants une protection de remplacement et prévenir la séparation des familles ;
- b) Fournir une aide aux familles et aux communautés pour atténuer le risque que des enfants soient privés de la protection parentale voulue ;
- c) Fournir une protection de remplacement informelle aux enfants privés de la protection parentale voulue et mettre en place des mesures de riposte rapide pour faire face à l'augmentation du nombre d'enfants privés de la protection voulue qui vivent dans la rue ou dans les marchés et assurer la prise en charge et la protection des enfants en situation d'urgence.

Une innovation importante a été apportée à cette politique, à savoir la création de groupes d'enfants chargés de décider, après évaluation, du lieu où l'enfant sera placé en cas de séparation ou de déterminer si son retour dans sa famille d'origine est la meilleure solution. Cette politique est assortie d'un plan de mise en œuvre détaillé.

129. Selon l'enquête sur les ménages de 2010, environ 17 % des enfants du pays sont orphelins. Le Gouvernement et les organisations de la société civile ont créé des institutions chargées de la prise en charge des orphelins et du placement informel en famille d'accueil, conformément aux coutumes et traditions du pays où la famille élargie prend en charge les enfants dont les parents sont absents. La ville de Torit (Équatoria orientale) compte trois orphelinats gérés par des ONG. L'un des orphelinats abrite environ 305 enfants, dont 113 garçons.

130. Djouba compte trois orphelinats, dont deux sont gérés par des ONG (Confident Children out of Conflict et Straight Link) et le troisième est géré par les pouvoirs publics. En février 2018, l'orphelinat géré par les pouvoirs publics hébergeait 52 enfants, dont 36 garçons et 16 filles. Ce sont les professionnels de la santé, la police et les chefs de diverses communautés qui ont orienté ces enfants vers l'orphelinat. L'objectif est de fournir à ces enfants la protection, les traitements médicaux, l'éducation et le soutien psychosocial voulus et de les réintégrer dans leur famille lorsque cela est possible.

131. L'orphelinat de Straight Link a été créé en 2010 et comptait 146 enfants en février 2018. Les orphelinats du pays rencontrent les problèmes suivants :

- a) L'insuffisance des fonds disponibles pour la nourriture, le carburant du groupe électrogène et les fournitures médicales et éducatives ;
- b) Le manque de bureaux pour la prise en charge psychologique et les entretiens confidentiels et l'absence de salle à manger ;
- c) Le manque de moyens de transport, qui entrave les efforts faits pour réunir les enfants et leur famille ;
- d) Le manque de possibilités de formation pour le personnel, y compris les travailleurs sociaux.

132. L'orphelinat géré par l'ONG Confident Children out of Conflict a été créé en 2007. Il héberge une centaine d'enfants et vient en aide à 2 500 autres placés dans des foyers de remplacement en prenant en charge leurs frais de scolarité et d'autres dépenses. Les enfants vivant dans le centre sont généralement des enfants qui ont perdu leurs deux parents ou l'un d'entre eux ou se sont enfuis parce qu'ils avaient faim ou parce que leurs parents n'avaient pas les moyens de les nourrir. Plusieurs d'entre eux ont des maladies chroniques ou des handicaps ou ont des besoins particuliers, et leurs parents n'ont pas les moyens de leur assurer un traitement médical. Beaucoup ont subi des violences fondées sur le genre ou ont été victimes de violence, d'abus ou de négligence et ont besoin d'un soutien psychosocial. L'orphelinat rencontre certains des problèmes suivants :

- a) Le nombre insuffisant de refuges pouvant accueillir les enfants exposés à la violence ;
- b) L'insuffisance des fonds disponibles pour les soins de santé et la nourriture ;
- c) Les délais excessifs pour l'obtention d'une protection de remplacement, ce qui est, pour les enfants, un facteur de dépression et d'anxiété quant à leur avenir à long terme ;
- d) La dépendance à la drogue et à l'alcool, qui constitue un problème important ;
- e) La difficulté à retrouver les membres de la famille en vue de la réunification, les systèmes d'aide traditionnellement assurés par les proches et la famille élargie s'étant souvent effondrés ;
- f) Le fait que les enfants réfugiés peuvent attendre longtemps pour obtenir les documents voulus.

133. Le cadre d'orientation de la Commission des handicapés, des veuves et des orphelins de guerre traite expressément des besoins des enfants orphelins de guerre. La Commission a créé une Direction des orphelins de guerre, dont les responsabilités consistent notamment à superviser et à évaluer la mise en œuvre des projets, programmes et activités créés en faveur des orphelins de guerre vulnérables. Cette Direction travaille également en collaboration avec le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale et la Commission des droits de l'homme du Soudan du Sud sur les questions liées au bien-être social et économique et à la promotion des droits des orphelins de guerre.

### **Déplacements et non-retours illicites**

134. Il n'y a guère d'informations sur l'ampleur de la traite intérieure et transfrontalière des enfants. Le Gouvernement a mis en place, avec ses partenaires de développement internationaux, un certain nombre de mesures visant à lutter contre les déplacements et non-retours illicites d'enfants au moyen des cadres juridiques suivants :

- a) Le chapitre VIII de la loi relative à l'enfance interdit la traite et l'enlèvement des enfants et prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement pour ces infractions ;
- b) Les articles 278 et 279 du Code pénal sud-soudanais de 2008 interdisent également la traite et l'enlèvement des enfants et prévoient des peines pouvant aller jusqu'à sept ans d'emprisonnement pour l'enlèvement d'une personne et le transfert illicite de l'autorité exercée sur cette personne à des fins de travail obligatoire illégal. Son article 276 incrimine l'achat et la vente des enfants à des fins de prostitution et prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 14 ans d'emprisonnement en la matière. En outre, son article 258 prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement pour les parents ou les tuteurs qui provoquent ou autorisent leurs enfants à se livrer au commerce du sexe ;
- c) En décembre 2015, le Gouvernement a érigé le Comité national des étrangers en Mécanisme national de coordination sur les migrations pour lutter contre la traite des enfants dans le pays ;
- d) La loi de 2009 relative à la Police nationale sud-soudanaise dispose que celle-ci assure la direction des enquêtes concernant les infractions liées à la traite des êtres humains et de l'application de la loi ;
- e) Le Gouvernement a conclu des mémorandums d'accord avec le Kenya, le Rwanda, l'Éthiopie et l'Ouganda pour faciliter les échanges d'informations, notamment sur la traite des êtres humains.

### **Enfants dont les parents sont incarcérés**

135. La loi de 2011 relative à l'administration pénitentiaire dispose que dans les cas où une femme enceinte est emprisonnée, les précautions nécessaires doivent être prises, dans la mesure du possible, pour qu'elle accouche dans un hôpital civil et que si un enfant naît en

prison, cela ne doit pas être mentionné dans les registres. L'article 191 de la loi de 2008 relative à l'enfance énonce également les droits des enfants nés en prison. Les enfants restent généralement en prison avec leur mère jusqu'à l'âge de 2 ans. Ensuite, ils sont placés dans des familles d'accueil, dans des institutions ou auprès de membres de leur famille.

## **VII. Handicap, santé de base et bien-être (art. 6, 18 (par. 3), 23, 24, 26, 27 (par. 1 à 3) et 33)**

### **Enfants handicapés**

136. La plupart des lois sud-soudanaises prévoient les droits et le bien-être des enfants handicapés. La Constitution veille à ce que les organes de l'État de tous les niveaux garantissent la participation des personnes handicapées à la vie sociale ainsi que l'exercice de leurs droits et libertés. Son article 29 prévoit le droit des personnes handicapées d'avoir accès à l'éducation sans discrimination. L'article 31 ajoute que les personnes handicapées ont le droit d'avoir accès à tous les services de santé.

137. La loi de 2008 relative à l'enfance prévoit la protection des enfants handicapés contre la discrimination fondée sur leur handicap. Son article 9 dispose que toute personne qui pratique la discrimination à l'égard d'un enfant ou de ses parents commet une infraction passible d'une peine d'emprisonnement maximale d'un an et d'une amende ou de l'une de ces deux peines seulement. L'article 27 dispose que « tout enfant handicapé jouit du droit à des soins particuliers gratuits, à des traitements médicaux et à la réadaptation, du droit de fonder une famille, du droit de participer à des sports et à des loisirs et du droit à l'éducation et à la formation ». En outre, la loi fait obligation aux organes de l'État de tous les niveaux de fournir à tout enfant handicapé l'aide dont il a besoin pour mener une vie pleine et décente et atteindre le plus haut degré possible d'autonomie et d'intégration sociale.

À titre d'engagement du Gouvernement, l'Assemblée législative nationale provisoire a récemment approuvé l'adhésion du Soudan du Sud à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

138. Le recensement de la population et de l'habitat effectué en 2008/2009 a révélé que les personnes handicapées représentaient 5,1 % de la population du pays. Aucune différence entre les sexes n'a été constatée et la prévalence était répartie de manière égale entre les groupes d'âge. Ce chiffre de 5,1 % constitue sans doute une sous-estimation, puisque l'OMS estime que 15 % de la population mondiale est handicapée. Une enquête auprès des ménages menée en 2016 par le Food Security and Livelihood Cluster au Soudan du Sud a révélé qu'environ 15 % des ménages comptaient au moins un membre handicapé. L'ancien État de l'Unité de la région du Haut Nil avait la plus forte proportion (26 %) de ménages comptant au moins un membre handicapé, suivi de l'ancien Équatoria central (20 %). L'État des Lacs et le Bahr el Ghazal occidental avaient des proportions relativement faibles (8 %), tandis que celles des autres États se situaient entre 10 et 18 %. L'État de Ouarrap avait la proportion la plus élevée (19 %) de ménages dont au moins un membre souffrait d'une maladie chronique. En 2011, le Gouvernement a réalisé une évaluation nationale des handicaps qui a révélé que les handicaps physiques représentaient 35 à 52 % de l'ensemble des handicaps, les handicaps visuels 20 à 33 %, les handicaps auditifs 12 à 15 %, les handicaps intellectuels et les maladies mentales 10 à 17 % et les troubles de la parole 4 à 7 % environ. Selon l'évaluation nationale des handicaps, les causes des déficiences des personnes interrogées souffrant d'un handicap grave étaient les suivantes :

- Maladies oculaires : 23,5 %
- Guerre/conflit : 21 %
- Poliomyélite : 21 %
- Maladies mentales : 14,1 %
- Déficience acquise à la naissance : 12,2 %
- Accident de la route : 10,6 %

- Morsure d'animal/de serpent : 10 %
- Violences et abus physiques : 8,8 %
- Brûlures : 6,7 %
- Hypertension : 3,8 %
- VIH/sida : 0,9 %

139. Une étude nationale réalisée par le Ministère de l'éducation générale en 2011 sur la politique d'éducation inclusive à Yei dans l'ancien État d'Équatoria central et à Mundri dans l'ancien Équatoria occidental a révélé que dans l'échantillon, 700 enfants handicapés présentaient des déficiences importantes, à savoir l'épilepsie (39,4 %), les déficiences physiques (18,3 %), les déficiences auditives (12,9 %) et le syndrome du hochement de tête (10,6 %).

140. En raison des mentalités négatives que le public entretient à leur égard, les enfants handicapés sud-soudanais peuvent être victimes de discrimination dans l'accès aux services de santé, d'éducation, de soutien et de protection. Leur pleine participation à la vie sociale, politique et économique ne peut pas se réaliser si le public n'y est pas sensibilisé.

141. Le Gouvernement a du mal à assurer l'accès des enfants handicapés à l'éducation. L'évaluation nationale des handicaps réalisée par le Gouvernement en 2011 a révélé que le taux de scolarisation des enfants handicapés variait de 21,9 % à 24,3 %. Le ratio tombait à 17,6 % pour les femmes dans toutes les localités considérées dans l'étude et à seulement 10 % dans l'ancien État de Ouarrap. Il ressort des chiffres produits par le système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement en 2015 que 17 546 élèves du primaire, soit 1,7 %, avaient des besoins éducatifs particuliers. Les groupes les plus importants étaient ceux des enfants ayant des difficultés d'apprentissage (2 966 garçons et 2 270 filles), des enfants ayant une mauvaise vue, y compris les enfants ayant besoin de lunettes (3 021 garçons et 1 895 filles), des enfants partiellement sourds (2 194 garçons et 1 350 filles) et des enfants souffrant de handicaps physiques (1 401 garçons et 832 filles). Le nombre d'enfants complètement sourds ou complètement aveugles scolarisés était beaucoup plus faible.

142. Afin de déterminer les principaux obstacles entravant l'inclusion des enfants handicapés dans le système éducatif, le Gouvernement a effectué un travail de terrain dans le cadre de la préparation de l'élaboration de la politique nationale d'éducation inclusive en 2014 dans 54 établissements scolaires. Dans les régions pauvres, la pauvreté et l'incapacité à payer les frais de scolarité se sont révélées être un obstacle important. Dans les régions moins densément peuplées, le transport scolaire était un facteur important et les préjugés un autre facteur. Conjugés au manque d'accès aux bâtiments scolaires, ces obstacles ont été considérés par le plus grand nombre de personnes interrogées comme le facteur le plus important, suivi par le manque de formation des enseignants, de ressources et de systèmes de communication appropriés tels que le braille et la langue des signes.

143. Un autre problème que le Gouvernement rencontre est que les enfants handicapés n'ont pas accès aux soins de santé dont ils ont besoin, et ce, pour diverses raisons, notamment le fait qu'ils doivent parcourir de longues distances de leur domicile, le manque de services d'ambulance, l'insuffisance de l'approvisionnement en médicaments dans les centres de santé, les mentalités négatives des agents de santé, l'insuffisance des informations et des connaissances relatives à la santé, la plupart des campagnes et des actions d'éducation à la santé étant menées avec des supports en format inaccessible, et le manque de documents en langue des signes et en braille.

144. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale est chargé de promouvoir et de protéger les droits des enfants handicapés. En 2013, il a produit une politique nationale en matière de handicap et d'inclusion, qui repose sur le principe de non-discrimination et fait appel à une approche fondée sur les droits de l'homme. Cette politique encourage l'action positive, la diversité et l'inclusion. En outre, elle reconnaît que les personnes handicapées ne constituent pas un groupe homogène. Elle a pour objectif général de combattre et de résoudre les multiples vulnérabilités auxquelles sont exposés les enfants handicapés et de promouvoir et protéger leurs droits. En particulier, elle vise à :

- a) Assurer l'accès de toutes les personnes handicapées aux services ;
- b) Renforcer la présence et les capacités des personnes handicapées en matière de prise de décision pour leur permettre de participer véritablement aux activités politiques et aux activités de développement ;
- c) Promouvoir le respect et la protection des droits de l'homme des enfants handicapés au Soudan du Sud ;
- d) Renforcer les capacités des prestataires de services, des enfants handicapés et des pourvoyeurs de soins pour favoriser la prévention et la gestion efficaces des handicaps ;
- e) Créer un environnement favorable à l'autonomisation économique et sociale des enfants handicapés et à l'amélioration de leurs moyens de subsistance.

145. À ce jour, la mise en œuvre de la politique a été entravée par le manque de ressources. Le Gouvernement préconise sa diffusion et sa mise en œuvre pour permettre au public de mieux comprendre les droits des enfants handicapés.

146. Pour résoudre spécialement les difficultés que rencontrent les enfants handicapés dans l'accès à l'éducation, le Gouvernement a produit en 2014, en collaboration avec le Gouvernement norvégien, une politique nationale d'éducation inclusive. Cette politique s'écarte des idées médicales sur l'éducation répondant à des besoins particuliers et prend en compte les dimensions sociales du handicap en mettant l'accent sur l'enfant et sa famille grâce à un système d'apprentissage et à des plans de vie axés sur la personne. Dans l'ensemble, elle vise à :

- a) Mettre en place un processus tendant à constater et combattre les obstacles à l'obtention de résultats éducatifs de qualité pour TOUS ;
- b) Renforcer la constatation précoce des obstacles, l'évaluation de l'aide dont les apprenants ont besoin dans l'enseignement préscolaire et scolaire, les interventions ou la réadaptation requises pour faire mieux comprendre les besoins et les capacités en matière d'éducation des personnes menacées d'exclusion du système éducatif et de la communauté tout entière ;
- c) Promouvoir et faciliter l'inclusion des enfants menacés d'exclusion dans les systèmes d'éducation et de formation scolaires et extrascolaires ;
- d) Promouvoir la création d'un environnement sans obstacles en faveur des apprenants qui ont besoin d'aides supplémentaires dans tous les établissements d'enseignement ;
- e) Mettre en place des installations, services, appareils et technologies d'assistance, équipements et supports pédagogiques ou d'apprentissage spécialisés, en encourageant l'utilisation et former les utilisateurs ;
- f) Développer la capacité des enseignants et des chefs d'établissement scolaire, des spécialistes et des prestataires de services essentiels à fournir des services de qualité aux apprenants ayant besoin d'aides supplémentaires, notamment les apprenants handicapés ;
- g) Renforcer la collaboration et le travail en réseau, les partenariats stratégiques et la participation des parties prenantes, notamment des ministères concernés (par exemple ceux de la santé et du développement social), des parents d'enfants ayant besoin d'aides supplémentaires, notamment les enfants handicapés, des associations de personnes handicapées et des organisations travaillant dans le domaine du handicap et de la santé ;
- h) Soutenir la recherche-développement sur l'éducation inclusive pour tous les apprenants (notamment ceux qui ont besoin d'aides supplémentaires), la documentation et la diffusion d'informations pertinentes ;
- i) Promouvoir la gestion et la coordination efficaces des services pour faciliter la réussite de tous les apprenants et des personnes qui ont besoin d'aides supplémentaires, notamment les apprenants handicapés.

147. Le Plan stratégique du secteur de l'éducation 2017-22, élaboré par le Gouvernement, énonce son engagement à « améliorer l'accès à l'apprentissage pour les enfants ayant des

besoins éducatifs particuliers » en mettant en place des salles de classe plus accessibles et des installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des formations sur l'éducation inclusive. À cet effet, il est prévu de créer une école publique modèle pratiquant l'éducation inclusive dans chaque *payam* et des clubs sociaux dans les établissements scolaires pour défendre de façon formelle et informelle la cause des enfants handicapés.

148. Outre le cadre juridique et d'orientation, voici un aperçu de certaines des principales initiatives prises par le Gouvernement, avec le concours de ses partenaires de développement internationaux, pour aider les enfants handicapés à accéder aux services :

a) Le Centre polyvalent de réadaptation des enfants et des adolescents du Soudan du Sud a été créé à Djouba en 1984. Il offre un très large éventail de services, notamment des services ambulatoires de physiothérapie, d'ergothérapie et d'orthophonie, des services sociaux et éducatifs, une éducation inclusive pour les enfants handicapés, un atelier de fabrication de prothèses, un centre de soins de santé primaires, des traitements épileptiques, la vaccination et un service spécialisé de santé maternelle et infantile. En outre, il forme des enseignants, des éducateurs, des prestataires de soins de santé et des professionnels de la réadaptation ;

b) Un Centre de réadaptation physique de référence a été créé en 2009 pour fournir un large éventail de services aux adultes et aux enfants ayant besoin d'instruments tels que les prothèses, les orthèses, les béquilles, les déambulateurs, les fauteuils roulants, les tricycles et les fauteuils roulants de sport. Les autres services fournis sont la physiothérapie, la prise en charge psychologique et les traitements médicaux. La capacité d'accueil du Centre est de 60 patients hospitalisés, en plus des patients ambulatoires de la ville de Djouba. Outre le Centre de réadaptation physique de référence de Djouba, il existe un centre de réadaptation à Rumbek (ancien État des Lacs) et un centre de consultations mensuelles à Wau (ancien État du Bahr El Ghazal occidental). Entre 2009 et mai 2014, plus de 6 000 patients ont bénéficié des différents services fournis par le Centre de réadaptation physique de référence à Djouba et à Rumbek ;

c) Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale travaille actuellement en coopération avec l'École des aveugles de l'Équatoria central sise à Buluk (Djouba) et construit également le Centre éducatif pour les aveugles et les sourds de Rejaf sis à Djouba (le projet est actuellement suspendu faute de financements). Une fois ouvert, ce centre pourra accueillir 350 élèves ;

d) Le Gouvernement a créé une Commission des handicapés, des veuves et des orphelins de guerre en 2011 pour mettre en place des projets chargés notamment de dispenser des formations en agriculture et en emploi indépendant aux veuves et orphelins handicapés des soldats de l'Armée populaire de libération du Soudan. Malheureusement, ses efforts ont été entravés par le manque de financements ces dernières années ;

e) La Fondation Leonard Cheshire a mis en place un projet intitulé « Young Voices », géré par des enfants et des jeunes handicapés qui ont déjà diffusé plus de 200 émissions-débats sur différentes stations de radio pour sensibiliser le public à leurs droits.

## Santé et services de santé

149. L'article 31 de la Constitution de transition de la République du Soudan du Sud de 2011 (telle que modifiée) prévoit la gratuité des soins de santé primaires et des services d'urgence pour tous les citoyens. Aux termes de la loi de 2008 relative à l'enfance, tout enfant jouit du droit à des soins de santé de base gratuits, y compris le droit à une vaccination gratuite, et du droit de ne pas faire l'objet de discrimination fondée sur son état de santé, y compris la séropositivité. Son article 36 fait obligation aux organes de l'État de tous les niveaux de veiller à ce que chaque enfant ait accès à des installations de soins de santé primaires et à des mesures visant à réduire la mortalité infantile.

150. Les services de santé sont fournis selon la nomenclature suivante : unités de soins de santé primaires, centres de soins de santé primaires, hôpital de comté, hôpital d'État et hôpital

tertiaire. Les sections de la santé des comtés sont chargées de la gestion des services de soins de santé primaires. Cependant, des décennies de conflit ont perturbé le système de santé et compromis son aptitude à fournir des services de santé efficaces aux enfants. Par conséquent, la portée des services est faible et dépend fortement de l'aide périodique des partenaires de développement internationaux.

151. Selon l'enquête auprès des ménages sud-soudanais de 2010, le pays a des taux élevés de mortalité infantile (75 décès pour 1 000 naissances vivantes) et de mortalité des moins de 5 ans (105 décès pour 1 000 naissances vivantes). La majorité des décès d'enfants de moins de 5 ans (plus de 60 %) concerne des nourrissons âgés de moins de 1 an, la plupart d'entre eux mourant de maladies infantiles courantes mais évitables, telles que le paludisme, la pneumonie et la diarrhée, exacerbées par la dénutrition. L'enquête de 2010 sur la santé des ménages a révélé que les enfants des villes avaient trois fois plus de chances d'accéder aux hôpitaux que les enfants des campagnes et presque deux fois plus de chances que ces derniers de recevoir des antibiotiques en cas de soupçon de pneumonie (52,4 % contre 27,8 %).

Tableau 3

**Évolution de certains indicateurs de résultats en matière de santé**

<i>Indicateur</i>	<i>2006</i>	<i>2010</i>
Taux de mortalité maternelle (décès pour 100 000 naissances vivantes)	2 054	2 054
Taux de mortalité infantile (décès pour 1 000 naissances vivantes)	102	75
Taux de mortalité des moins de 5 ans (décès pour 1 000 naissances vivantes)	135	105
Retard de croissance	34,4 %	28 %
Insuffisance pondérale	32,9 %	31 %

*Source* : Enquêtes auprès des ménages sud-soudanais de 2006 et 2010.

152. Selon le système d'information sanitaire du Ministère de la santé, en 2016, 52 % des enfants ont été vaccinés contre la rougeole et 45 % ont reçu les troisièmes doses du vaccin contre la poliomyélite et du vaccin pentavalent avant l'âge de 1 an. Une campagne nationale de vaccination contre la rougeole a été lancée en mai 2017.

153. Selon l'enquête sur les indicateurs du paludisme de 2013, la prévalence du parasite du paludisme mesurée par un test de diagnostic rapide allait de moins de 10,6 % dans la région du Haut Nil à environ 53,4 % dans la région de l'Équatoria, la moyenne nationale étant d'environ 30 %. La prévalence du paludisme était plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines. La prévalence chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans était passée à 30 et 15,3 % respectivement, contre 24,5 et 9,9 % dans l'enquête sur les indicateurs du paludisme de 2009. Selon l'enquête de 2013, jusqu'à environ 44,9 % des enfants de moins de 5 ans avaient souffert de fièvre au cours des deux semaines précédant l'enquête, contre 35 % en 2009.

154. En 2010, l'enquête auprès des ménages sud-soudanais a situé le taux de mortalité maternelle à environ 2 054 décès pour 100 000 naissances vivantes. Toutefois, en raison de l'insécurité, le Gouvernement n'a pas été en mesure de réaliser une enquête actualisée sur la mortalité maternelle prévue pour 2016. Une évaluation des soins obstétricaux et néonataux d'urgence réalisée en 2013 par le Ministère de la santé a révélé que l'hémorragie du post-partum était la principale cause de décès maternels dans les établissements sanitaires du pays étudiés. Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une petite enquête menée en 2014.

Tableau 4  
Principales causes de mortalité maternelle en nombre et en pourcentage (2014)

	Décès examinés (n=78)	
	n	%
<b>Causes directes**</b>	30	38
Hémorragie antepartum	4	5
Hémorragie du post-partum	14	18
Rétention du placenta	1	1
Travail prolongé/obstrué	1	1
Rupture de l'utérus	1	1
Septicémie post-partum	4	5
Prééclampsie/éclampsie sévères	5	6
<b>Causes indirectes</b>	14	18
Paludisme/Anémie	4	5
Cause liée au VIH/sida	2	3
Hépatite	2	3
Autre****	6	8
<b>Aucune cause répertoriée</b>	34	44

Source : Ministère de la santé, rapport d'évaluation des urgences obstétriques et néonatales (2014).

155. Selon l'enquête sur la santé des ménages sud-soudanais menée en 2010, environ 46,7 % des femmes enceintes avaient effectué au moins une visite prénatale auprès d'un professionnel qualifié, tandis qu'environ 17 % avaient effectué les quatre visites recommandées. Il ressort des données du système d'information sanitaire qu'en 2015, le taux des visites prénatales était de 38,6 % (contre 53 % en 2014) et que le pourcentage des femmes ayant effectué au moins quatre visites était d'environ 17,7 % (24 % en 2014), le dénominateur utilisé étant la population enceinte estimée. Il en découle que les chiffres se sont vraisemblablement dégradés dans l'ensemble du pays en raison des conflits, en particulier dans les zones touchées par ceux-ci. Les femmes enceintes rencontrent des difficultés pratiques qui entravent leur accès aux soins prénataux, notamment les longues distances à parcourir pour se rendre dans les établissements sanitaires, le manque de moyens de transport pour s'y rendre et revenir, les inondations et le mauvais état des routes ainsi que la non-gratuité des soins de santé dans certains établissements. Parmi les autres facteurs, on peut citer les idées fausses entretenues sur les avantages des soins prénataux et la méconnaissance des risques de complications.

156. Selon les données administratives, le nombre total d'accouchements faits dans les établissements sanitaires a augmenté légèrement depuis 2011, mais en 2015, il ne représentait encore que 13 % des accouchements faits, selon les estimations, dans le pays. Le taux global d'accouchement par des professionnels qualifiés n'était encore que de 8 % environ en 2015 (contre 7 % en 2014), ce qui était nettement inférieur à l'objectif d'environ 30 % fixé dans le plan de développement du secteur de la santé pour 2012-2016. Pour 2016, le taux de césariennes reste également très faible, sans augmentation par rapport au taux de 0,3 % de 2014, lui-même en-deçà du 0,5 % de 2015, et bien inférieur au taux idéal de 10 à 15 % que l'OMS considère généralement comme celui qui peut avoir une incidence préventive sur la morbidité et la mortalité maternelle et périnatale.

157. Le rapport national sur les résultats de l'estimation du VIH et du sida établi en 2015 a révélé qu'en moyenne, la prévalence du VIH chez les adultes était estimée à environ 2,7 %, de grands écarts existant au sein des régions et entre elles. Selon les résultats de ce spectre produits par l'OMS pour 2016, le pays comptait à l'époque plus de 138 586 orphelins liés au sida âgés de 0 à 17 ans. Parmi les personnes vivant avec le VIH, environ 11 993 avaient moins de 15 ans et environ 164 370 étaient âgées de 15 à 49 ans. Le plan stratégique national pour le VIH et le sida (2013-2017) a été élaboré pour orienter la riposte nationale

multisectorielle à l'épidémie à VIH pendant cinq ans et énonce en détail les résultats, les produits, les indicateurs et les interventions prioritaires. Il est aligné sur les cadres nationaux et internationaux, y compris l'objectif de développement durable n° 3.

158. L'étude du système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement de 2016 a révélé qu'un nombre relativement faible d'écoles primaires dispensaient l'éducation sexuelle, environ 27 % proposant des cours sur « la transmission et la prévention du VIH », 23 % sur « les compétences de la vie courante » et 18 % sur « l'éducation sexuelle ». L'éducation sexuelle était également peu dispensée dans l'enseignement secondaire, 45 % d'établissements proposant des cours sur « la transmission et la prévention du VIH », 30 % sur « les compétences de la vie courante » et 32 % sur « l'éducation sexuelle ». Au total, 11 % des enseignants du sexe masculin travaillant dans les trois types d'établissement scolaire (systèmes d'éducation non conventionnelle, enseignement primaire et secondaire) et environ 20 % des enseignantes avaient reçu une formation à l'enseignement de l'éducation sexuelle.

159. L'accès à l'eau potable dans le pays est un des grands problèmes que rencontre le Gouvernement. Selon les chiffres de l'OMS/UNICEF, en 2015, seuls 6 % environ de la population avaient accès à l'eau courante à domicile, alors que 61 % avaient accès à d'autres sources d'eau améliorées, comme les puits et les sources protégées. Environ 16 % avaient accès à de l'eau provenant de sources non améliorées et 17 % à de l'eau provenant de masses d'eau de surface telles que les rivières. Ces estimations sont ventilées par zones urbaines et rurales et on peut constater que l'approvisionnement en eau des villes est meilleur, bien que la différence soit minime. En ce qui concerne l'accès aux installations d'assainissement, on estime qu'environ 74 % de la population du pays pratiquent la défécation en plein air.

160. L'élargissement de l'accès équitable des enfants aux services de santé de base est une condition déterminante pour atteindre l'objectif fondamental du secteur de la santé, à savoir la réduction rapide des taux de mortalité maternelle et infantile. À cette fin, le Gouvernement a pris les mesures suivantes :

a) La mise en place de la politique nationale de santé (2016-2026), qui prévoit une orientation stratégique pour le développement du secteur de la santé et définit les éléments de base de la santé et de la nutrition, de la prévention, du traitement et de la réadaptation. Cette politique a pour objectif général de renforcer le système national de santé et les partenariats tendant à surmonter les obstacles à la fourniture rationnelle de l'Ensemble de services de base en matière de santé et de nutrition (*Basic Package of Health and Nutrition Services – BPHNS*) ;

b) La mise en place du plan stratégique national du secteur de la santé pour la période 2017-2021, qui constitue une étape essentielle dans la mise en œuvre de la politique nationale de santé 2016-2026 et dans la réalisation de la couverture maladie universelle pour les citoyens du pays ;

c) La mise en œuvre de l'Ensemble de services de base en matière de santé et de nutrition au niveau local, en grande partie dans le cadre de l'initiative pour la santé dans les *bomas*, qui vise à doter le système de santé d'une structure formelle au niveau communautaire pour lui permettre d'assurer un ensemble intégré de services, à savoir la promotion de la santé, la prévention des maladies, les services de traitement déterminés et la formation de formateurs, afin de faciliter la mise en œuvre du programme ;

d) L'adoption des objectifs de développement durable visant à mettre un terme aux décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans. De plus, le Gouvernement est en train d'élaborer un plan stratégique pour la santé procréative, maternelle, néonatale et infantile.

### **Sécurité sociale et services et établissements de garde d'enfants (art. 26 et 18 (par. 3)) et niveau de vie (art. 27, par. 1 à 3)**

161. Depuis de nombreuses années, la pratique de la famille élargie est une des traditions des communautés du Soudan du Sud où les membres de la famille se partagent les avantages sociaux et économiques. Les périodes de conflit, les déplacements de populations et

l'émergence de systèmes sociaux modernes dans les zones urbaines ont contribué au déclin du système de soutien mutuel au sein de la famille élargie dans la plupart des régions du pays.

162. La loi de 2008 relative à l'enfance reconnaît qu'il incombe à la famille et à l'État de promouvoir la survie et le développement de l'enfant et d'y veiller. Il reste beaucoup à faire pour construire des voies durables de sortie de la pauvreté qui permettraient de renforcer l'accès des enfants à l'éducation, à l'eau potable et à l'assainissement, d'améliorer leurs résultats en matière de santé et de leur assurer des moyens de subsistance et des revenus durables au niveau des ménages. C'est une entreprise difficile dans un contexte où 51 % de la population vivent en dessous des seuils de pauvreté nationaux.

163. Dans son volet relatif au développement social et humain, le plan de développement du Soudan du Sud (2011-2013) relève l'importance de la protection sociale dans la réalisation des objectifs de développement du pays. L'objectif particulier que le plan vise en matière de protection sociale consiste à travailler progressivement à la réduction des risques, des vulnérabilités, de la pauvreté et de l'exclusion économique et sociale dans tout le pays. En 2013, le Gouvernement a élaboré, en partenariat avec la Banque mondiale, un projet de filets de sécurité et de développement des compétences qui vise à accroître les possibilités de revenus et d'emploi des groupes pauvres et vulnérables, notamment par le volet du projet concernant la protection sociale et les transferts en espèces. Dans le cadre de ce projet, le Gouvernement a élaboré en 2014 une politique nationale de protection sociale qui vise à accélérer progressivement l'accès universel des populations sud-soudanaises aux services sociaux de base, afin de renforcer les capacités humaines du pays et de protéger leur dignité. Un Département de la protection sociale a également été créé pour diriger et coordonner les activités liées à la protection sociale.

164. Le Gouvernement et ses partenaires internationaux ont élaboré des directives sur la gestion communautaire de la malnutrition aiguë, qui ont été approuvées par le Conseil des ministres et sont en cours d'application dans le pays. En matière de prévention, des lignes directrices concernant la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant et une stratégie y afférente ont également été approuvées et sont en cours de publication et de diffusion.

## VIII. Éducation, loisirs et activités culturelles (art. 28 à 31)

### Droit à l'éducation et but de l'éducation

165. Le Soudan du Sud reconnaît que l'éducation est un droit de l'homme fondamental. En conséquence, le Gouvernement fournit une éducation de qualité et équitable tout au long de la vie à tous les enfants, jeunes et adultes, à un prix abordable et en fonction des besoins et des aspirations de la population. L'éducation permet aux enfants de devenir des citoyens responsables et productifs, ce qui est d'une importance capitale dans un pays où un tiers de la population est en âge d'aller à l'école.

166. Le droit à l'éducation est mis en œuvre au Soudan du Sud par le Ministère de l'éducation générale et de l'instruction, ainsi que par des organisations partenaires. Le cadre de la mise en œuvre est établi par des lois et des règlements comme indiqué ci-dessous :

- a) La Constitution de transition (telle que modifiée) ;
- b) La loi de 2008 relative à l'enfance ;
- c) La loi de 2012 relative à l'éducation générale ;
- d) La politique nationale d'éducation générale (2017-2027) ;
- e) Le plan stratégique pour l'éducation générale (2012-2017) ;
- f) Les exigences de base et indicateurs de normes minimales pour les établissements scolaires (2012) ;
- g) La politique nationale d'éducation inclusive (2014) ;
- h) Le guide de mise en œuvre du système d'éducation non conventionnelle (2008) ;

i) Le règlement relatif aux conseils d'administration et aux comités de gestion des établissements scolaires (2012).

167. L'article 29 de la Constitution de transition (telle que modifiée) relatif au « droit à l'éducation » est la base du cadre juridique et d'orientation de l'éducation dans le pays, à laquelle s'ajoute l'article 38 concernant « l'éducation, l'art et la science ». Le « droit à l'éducation » garantit l'accès de tous les citoyens à l'éducation « sans discrimination fondée sur la religion, la race et l'origine ethnique, l'état de santé, y compris la séropositivité, le genre ou le handicap ». Les deux articles susvisés disposent également que la promotion de l'éducation doit être assurée par les organes de l'État de tous les niveaux. L'article 29 de la Constitution et la loi de 2012 relative à l'éducation générale disposent que l'éducation est gratuite et obligatoire aux niveaux primaire et secondaire.

168. Comme il est indiqué dans la loi de 2012 relative à l'éducation générale et le plan stratégique du secteur de l'éducation (2012-2017), l'ambition à long terme du secteur de l'éducation consiste à édifier une nation éduquée et informée et à mettre en place une série de réformes visant à améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité afin de réduire l'analphabétisme dans le pays.

169. La loi relative à l'éducation générale dispose que l'éducation stimule le développement du Soudan du Sud par l'intégration, la paix, l'autosuffisance, le patriotisme, le respect et la tolérance à l'égard d'autres cultures, traditions, opinions et convictions. Elle vise à promouvoir l'équité entre les hommes et les femmes dans les systèmes d'enseignement primaire, secondaire et non conventionnel, ainsi que dans tous les autres établissements d'enseignement. Elle vise également à donner des moyens d'action aux populations en ancrant l'éducation dans les cultures et les traditions du pays, notamment par l'utilisation des langues nationales dans l'éducation formelle. En outre, elle fournit aux apprenants handicapés les moyens dont ils ont besoin pour avoir accès à l'éducation, encourage la sensibilisation à l'environnement et favorise l'équilibre et le respect des habitats naturels et humains. La politique nationale d'éducation inclusive de 2014 fournit un cadre permettant de renforcer et de promouvoir l'accès à une éducation équitable pour adapter l'éducation au contexte local dans lequel tous les apprenants peuvent jouer un rôle.

170. L'article 17 de la Constitution interdit d'infliger aux enfants des châtimets corporels en tout lieu, notamment à la maison, à l'école et dans les structures de protection de remplacement. Il dispose plus précisément que « tout enfant a le droit d'être à l'abri des châtimets corporels et des traitements cruels et inhumains indépendamment de la personne qui les pratique, y compris ses parents, les administrations scolaires et d'autres institutions ». Cette disposition est à nouveau énoncée à l'article 21 de la loi de 2008 relative à l'enfance, qui interdit les châtimets corporels infligés par les chefs traditionnels, la police, les enseignants, les gardiens de prison ou toute autre personne. En outre, la loi de 2012 relative à l'éducation générale interdit les châtimets corporels dans le système éducatif.

171. Les principes et les dispositions régissant la mise en œuvre des politiques et la création des structures réglementaires sont énoncés dans la loi de 2012 relative à l'éducation générale. Cette loi aborde les domaines du système formel d'éducation générale du pays, qui comprend deux années d'enseignement préprimaire, huit années d'enseignement primaire (assorties d'un examen de fin d'études primaires) et quatre années d'enseignement secondaire (assorties d'un examen de fin d'études secondaires). Elle prévoit également un système d'enseignement non conventionnel et un enseignement professionnel.

172. Le Ministère de l'éducation générale a créé, en collaboration avec les ministères de l'éducation des États, un système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement. Ce système recueille des données sur les établissements scolaires et le taux de scolarisation des enfants en procédant chaque année à des appels nominaux pour vérifier la présence des enseignants et des responsables de l'éducation. La collecte de données crédibles et fiables sur l'éducation au moyen du système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement facilite le renforcement des systèmes existants et la création de nouveaux systèmes. Le système d'information facilite également les échanges de vues et la prise de décisions fondées sur l'information en collectant, traitant, stockant, analysant et diffusant des informations sur l'éducation.

173. Selon le Livret de statistiques de l'éducation nationale de 2016, il y avait environ 36 858 enseignants recensés dans le pays, soit un peu plus qu'en 2015. Parmi eux, 2 697 travaillaient dans le domaine du développement de la petite enfance, 25 987 dans l'enseignement primaire et 2 596 dans l'enseignement secondaire. Les enseignants sont majoritairement des hommes. Ils suivent une formation initiale de trois ans dans les écoles normales nationales. Des centres d'éducation de comté ont été créés au niveau des comtés pour dispenser des formations de courte durée. Une des réalisations importantes faites en la matière a été la mise en place d'une structure clairement définie et la vérification de l'adéquation des qualifications du personnel avec les postes occupés.

174. Le système d'éducation non conventionnelle est un enseignement non formel dispensé dans cinq domaines principaux et environ 43,2 % des enfants y sont inscrits. Il offre des points d'entrée et de sortie flexibles aux enfants, aux jeunes et aux adultes. La structure des systèmes éducatifs sud-soudanais se présente comme suit :

a) Programme d'apprentissage accéléré : le programme du système de huit ans d'études est condensé et dispensé en quatre ans, ce qui permet aux enfants trop âgés de rattraper les autres qui entrent à l'école à l'âge de six ans ;

b) Établissements d'éducation des filles dans la communauté : il s'agit d'établissements scolaires créés pour les filles dans les villages ou les zones éloignées des écoles principales afin de susciter la confiance des parents qui ne seraient pas contents de voir leurs filles se rendre dans des localités éloignées pour fréquenter l'école ;

c) Éducation pastorale : ce type d'éducation est mis en place pour les nomades qui se déplacent avec leur bétail à chaque saison. Les enseignants les suivent lorsqu'ils déménagent et une fois qu'ils se sont installés, les cours commencent ;

d) Programme d'anglais intensif : ce programme est destiné aux enseignants d'origine arabe, en particulier ceux qui sont venus du Soudan après l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance. Ils suivent des cours intensifs avant d'enseigner en anglais ;

e) Programme d'alphabétisation des adultes : il s'adresse aux enfants âgés et aux adultes qui n'ont pas reçu d'éducation pendant la guerre de libération qui a duré 21 ans.

175. Le Gouvernement a fait des efforts importants pour promouvoir l'éducation de la petite enfance et la mettre en place, de sorte que presque toutes les écoles publiques disposent maintenant de classes d'éducation de la petite enfance destinées aux enfants âgés de 3 à 5 ans. Le Soudan du Sud compte 702 centres d'éducation de la petite enfance et dispose d'un programme d'études pour les deux années préscolaires. Au total, 52,6 % des garçons et 47,4 % des filles fréquentent ces centres. L'éducation de la petite enfance est prise au sérieux dans les zones urbaines. Cependant, elle ne fonctionne pas aussi bien dans les zones rurales, la plupart des enfants qui y vivent étant directement inscrits à l'école primaire à l'âge de 5 ou 6 ans.

176. Le Gouvernement a élaboré sa stratégie d'éducation de la petite enfance et les modules de formation. Des activités de sensibilisation sont également menées auprès des communautés, en particulier des parents, sur l'importance de l'éducation de la petite enfance ; cette sensibilisation vise à lutter contre les mentalités culturelles négatives entretenues à l'égard de l'éducation des filles. En outre, le Gouvernement a créé un mécanisme de coordination entre le Ministère national de l'éducation générale et les États, placé sous la houlette du Directeur du développement du jeune enfant.

Tableau 5  
Échelle scolaire du Gouvernement de la République du Soudan du Sud

Year			Age
19			24
18			23
17	(Technical specialisations)	(Technical specialisations)	22
16	University/college education (Diploma/bachelor level)	(Diploma/degree level)	21
15		Vocational/technical education & training	20
14		(Certificate level)	19
13	Secondary school (Senior 1 to Senior 4)	(Pre-service*)	18
12		Teacher training	17
11		(In-service)	16
10			15
9			14
8			13
7	(Upper level, Primary 4 to Primary 8)		12
6	Primary school		11
5	(Lower level, Primary 1 to Primary 4)		10
4			9
3			8
2			7
1			6
	Early childhood development education (pre-school)		5
			4
			3

\* Pre-service teacher training lasts three (3) years for P8 leavers and two (2) years for secondary leavers

Taux d'alphabétisme, taux bruts et nets de scolarisation, taux de rétention, d'achèvement et de transition et taux d'encadrement.

177. Selon les statistiques actuelles du Gouvernement, le taux brut de scolarisation dans le primaire est de 69,8 %, tandis que le taux net est de 43,5 %. Le taux brut de scolarisation dans le secondaire est de 9,3 % et le taux net de 2,9 %. Le taux de transition moyen des élèves du sexe féminin dans toutes les classes est de 66 %, tandis que celui des élèves du sexe masculin est de 67 % dans toutes les classes. Les taux de rétention, d'achèvement et de transition se sont améliorés, en particulier après la mise en place du programme « *Girls Education South Sudan* » (GESS).

178. Le taux d'encadrement moyen est de 40 élèves pour 1 enseignant. Selon le rapport du système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement de 2016, le taux d'encadrement national pour l'enseignement primaire (dans les régions couvertes par l'étude, celle-ci n'ayant pas été menée sur l'ensemble du territoire national) était de 42,3 élèves pour 1 enseignant en 2016 (43,7 pour les établissements publics et 39,1 pour les établissements privés). Le taux le plus élevé a été constaté dans le comté de Twic (État de Jongléi) (54,5) et le plus faible dans le comté de Djouba (ancien État d'Équatoria central) (33,4). Pour l'enseignement secondaire, le taux global d'encadrement était de 20,6 élèves pour 1 enseignant, et variait de 40,6 dans la partie occidentale de l'ancien État des Lacs à 14 à Kapoeta, dans l'ancien État d'Équatoria oriental. Les taux d'inscription dans les classes sont plus élevés, ce qui indique que chaque enseignant est chargé d'un grand nombre d'élèves, en particulier dans les zones urbaines où les enfants ont migré en raison du conflit en cours.

### Questions prioritaires

179. Les conflits, la crise économique et l'insécurité ont gravement détérioré la situation de l'éducation dans tout le pays. Une évaluation menée par le Gouvernement et ses partenaires de développement internationaux en 2016 a révélé que le taux de scolarisation avait baissé de près de 10 % entre 2013 et 2016, en partie en raison de l'insécurité, du manque de moyens de subsistance et des facteurs économiques que l'on considère comme les causes de l'abandon des études et de la non-fréquentation scolaire. Chez les filles, les principales causes d'abandon et de non-fréquentation étaient le mariage et la grossesse. Les longues

distances à parcourir pour se rendre à l'école et l'incapacité à payer les frais de scolarité ont été citées comme autres causes majeures d'abandon scolaire, tant chez les garçons que chez les filles.

180. Les infrastructures scolaires doivent encore faire l'objet d'une attention particulière, car les espaces d'apprentissage sont insuffisants. Le rapport du système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement de 2016 a révélé que seules 34 % des écoles primaires étaient des structures permanentes, 35 % étaient en plein air et 21 % étaient semi-permanentes (le reste étant constitué de toits seulement, de tentes et d'autres structures). Bien que l'environnement scolaire ait été amélioré dans de nombreux endroits par l'installation de clôtures, de nombreux enfants continuent à apprendre en plein air et sous les arbres. Le manque de manuels scolaires entrave aussi l'éducation. Dans les écoles primaires, le taux de possession est de 4:1 et de 8:1 dans les régions éloignées. Dans l'enseignement secondaire, la situation est encore pire, les élèves comptant principalement sur les échantillons du programme d'études fournis aux enseignants. Un autre obstacle consiste dans le fait que de nombreux enseignants eux-mêmes n'ont guère suivi de formation régulière.

181. Les taux élevés de décrochage scolaire entraînent à leur tour des taux de chômage élevés. Pour remédier à la situation, le Gouvernement s'efforce de promouvoir l'esprit d'entreprise, en réinstaurant et en intensifiant l'enseignement et la formation techniques et professionnels. Ces derniers préparent l'élève à la vie professionnelle en lui inculquant des compétences pratiques et applicables, ce qui débouche sur l'emploi.

182. Les priorités que le Gouvernement a actuellement en matière d'éducation générale consistent à développer le secteur par les mesures suivantes :

- a) La formation des enseignants et leur perfectionnement professionnel ;
- b) La mise en place de nouveaux mécanismes de financement pour soutenir les établissements scolaires et l'éducation des filles ;
- c) Le développement du système d'éducation non conventionnelle en mettant l'accent sur l'alphabétisation des adultes et l'éducation des enfants difficiles à atteindre ;
- d) Le renforcement des capacités des établissements d'enseignement.

Le Gouvernement a pour objectif d'accroître l'accès à une éducation de qualité et de promouvoir l'équité, de faciliter la mise en œuvre des réformes de l'éducation et de renforcer les capacités institutionnelles et humaines tant au niveau national qu'au niveau des États. Il travaille également à l'amélioration des partenariats entre les principaux acteurs de l'éducation, y compris les acteurs de la société civile.

183. Certes, il faut du temps et des ressources pour que le Gouvernement atteigne ses objectifs ambitieux en matière d'amélioration de l'offre d'éducation, mais des succès intermédiaires ont déjà été obtenus grâce à la mise en œuvre de la loi de 2012 relative à l'éducation générale et du plan stratégique pour l'éducation générale. Les mesures prévues à cet effet sont les suivantes :

- a) Accroître le pourcentage d'enseignants qualifiés à tous les niveaux par la formation et le perfectionnement professionnel continu des enseignants ;
- b) Réviser le programme d'études pour l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire, les systèmes d'éducation non conventionnelle et l'enseignement secondaire ;
- c) Adopter l'anglais comme langue d'enseignement ;
- d) Adopter un cadre national d'inspection scolaire ;
- e) Évaluer régulièrement les résultats de l'apprentissage ;
- f) Procéder au suivi des dépenses publiques au moyen d'enquêtes tendant à examiner le niveau des fuites de fonds et les ressources qui parviennent aux bénéficiaires aux différents niveaux ;
- g) Adopter une nouvelle structure salariale, ce qui a été fait récemment. En outre, avec le concours de l'Union européenne, le Gouvernement a l'intention d'offrir aux enseignants

du primaire des incitations mensuelles d'une valeur de 40 dollars des États-Unis pendant dix-huit mois (2017-18) ;

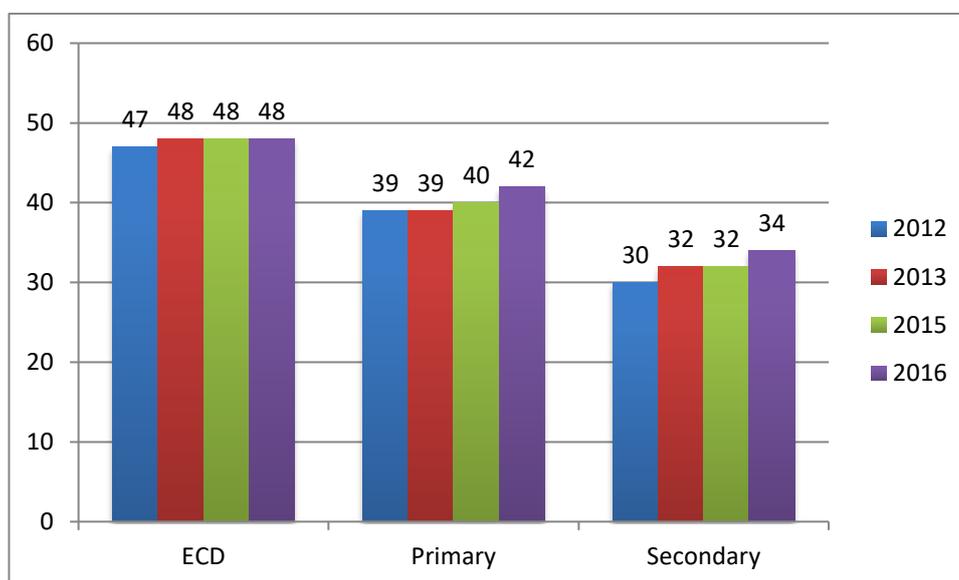
h) Le Gouvernement est également en train de mettre en place un modèle normalisé pour la construction de toutes les salles de classe qui permettrait d'y accueillir 50 enfants par classe au primaire et 45 au secondaire ;

i) Le Gouvernement a mis en place, en partenariat avec le Programme alimentaire mondial, un programme d'alimentation scolaire pour les enfants les plus démunis.

184. Les chiffres du système d'information sur la gestion des établissements d'enseignement de 2012 à 2016 révèlent que la proportion des filles a augmenté lentement, mais constamment tant dans l'enseignement primaire que dans l'enseignement secondaire ; il convient cependant de relever que les chiffres de 2015 et 2016 ne rendent pas compte de la situation de l'ensemble du pays. Selon le rapport de 2016 du système, les effectifs féminins variaient considérablement en fonction du lieu géographique. Dans l'ancien État des Lacs, environ un tiers des élèves étaient des filles, tandis qu'à Amadi, dans l'ancien État d'Équatoria occidentale, plus de la moitié (51 %) étaient des filles.

Tableau 6

#### Répartition des genres dans l'éducation



185. En 2013, le Gouvernement a mis en place des lois qui interdisent aux militaires d'attaquer et d'occuper des établissements scolaires. À cet égard, il a publié une circulaire à l'intention de tous les commandants militaires sur le terrain qui leur faisait obligation d'évacuer tous les établissements scolaires occupés par l'armée. Le Département de la protection de l'enfance des Forces sud-soudanaises de défense du peuple surveille constamment les déplacements des membres de celles-ci et leur installation. Actuellement, aucun établissement scolaire ne serait occupé par l'armée.

#### Éducation aux droits de l'homme et instruction civique

186. Le programme d'études national révisé de 2015 comporte un volet distinct relatif à la citoyenneté qui est enseigné dans l'enseignement secondaire. Il porte notamment sur les droits de l'homme et le système de justice pénale, le système de gouvernance sud-soudanais et le règlement des conflits.

## Repos, jeu, loisirs et activités récréatives, culturelles et artistiques

187. L'article 16 de la loi de 2008 relative à l'enfance dispose que « tout enfant a le droit de jouer et de participer à des sports ou à des activités culturelles et artistiques positives ou à d'autres activités de loisirs qui favorisent le développement de son potentiel ». L'article 40 de la Constitution de transition (telle qu'amendée) dispose également que « les organes de l'État de tous les niveaux :

a) Adoptent les politiques voulues et mettent en place les installations requises pour assurer le bien-être des enfants et des jeunes et veillent à ce qu'ils se développent moralement et physiquement et soient protégés contre les violences morales et physiques et le délaissement ;

b) Assurent la promotion d'installations récréatives et de sports pour tous les citoyens et donnent aux jeunes les moyens de développer leur potentiel ;

c) Créent des institutions sportives ouvertes au grand public, les protègent, les soutiennent et garantissent leur indépendance ». Il est prévu de recueillir des données auprès de tous les établissements scolaires sur leurs installations et sur la participation des enfants aux activités parascolaires et un questionnaire a été conçu à cet effet. La norme veut que tout élève participe à des activités sportives, culturelles et artistiques, mais sans traces écrites. Le Soudan du Sud est bon en sport, mais il doit mieux s'organiser.

## IX. Mesures de protection spéciales (art. 22, 30, 32, 33, 35, 36, 37 (al. b) à d)) et 38 à 40)

### Enfants réfugiés ou déplacés dans leur propre pays

188. Le Gouvernement est résolu à respecter les normes internationales en matière de protection des réfugiés. Il a adhéré à la Convention de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique (1969), à la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique et à la Convention relative au statut des réfugiés (Nations Unies, 1951). Le Soudan du Sud est également partie au Protocole sur la protection et l'assistance à apporter aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, adopté par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (« Protocole des Grands Lacs »).

189. En 2012, le Gouvernement a adopté une loi nationale relative aux réfugiés (loi de 2012 relative aux réfugiés) et a créé une Commission des affaires relatives aux réfugiés qui est chargée de coordonner les mesures qu'il prend pour faire face aux questions concernant les réfugiés et les demandeurs d'asile. La loi relative aux réfugiés reprend la définition du réfugié établie par la Convention de 1951 et la Convention de l'OUA de 1969 et accorde expressément l'asile aux personnes qui craignent avec raison d'être persécutées du fait de leur race, de leur tribu, de leur religion, de leur nationalité, de leur opinion politique ou de leur appartenance à un certain groupe social. Elle accorde aussi expressément l'asile aux personnes qui craignent avec raison d'être persécutées du fait de pratiques de discrimination fondée sur le genre, garantit l'exercice des droits énoncés dans la deuxième partie (la « charte des droits ») de la Constitution, confère aux réfugiés le droit de chercher un emploi et leur donne accès aux mêmes services de santé de base et au même enseignement primaire que les ressortissants du Soudan du Sud (art. 7 et 33). En ce qui concerne les enfants non accompagnés, l'article 36 de la loi permet aux enfants ayant besoin de prise en charge, au sens de la loi de 2008 relative à l'enfance, de se faire assister d'un tuteur *ad litem* dans le cadre de leur demande d'asile afin de garantir le respect de leur intérêt supérieur.

190. Dans le cadre de l'Accord de paix d'août 2015 et de l'Accord sur la cessation des hostilités, la protection des civils et l'accès humanitaire de 2017, le Gouvernement s'est engagé à :

a) Assurer l'accès aux populations civiles qui ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence et d'une protection ;

- b) Assurer le droit des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays de rentrer chez eux en toute sécurité et dignité et de bénéficier d'une protection physique, juridique et psychologique ;
- c) Assurer le respect des droits des rapatriés conformément à la charte des droits insérée dans la Constitution de transition (telle que modifiée). Dans ce contexte, des efforts doivent être faits pour faciliter le regroupement des membres de famille séparés pendant le conflit ;
- d) Assurer le droit des réfugiés et des personnes déplacées à la citoyenneté et mettre en place des mécanismes permettant d'enregistrer et d'identifier ou de recenser comme il se doit les populations touchées, notamment leurs enfants, leurs conjoints, leurs biens, leurs terres et leurs autres possessions qui auraient été perdus pendant le conflit ;
- e) Assurer l'exercice du droit des réfugiés et des personnes déplacées de retourner dans leur lieu d'origine ou de vivre dans les zones de leur choix en toute sécurité et dignité ;
- f) Accorder une attention particulière aux personnes victimes des conflits (enfants, orphelins, femmes, veuves, blessés de guerre, etc.) dans la fourniture de services publics, notamment l'accès aux services de santé et d'éducation, et offrir aux communautés d'accueil les mêmes avantages, la même protection et les mêmes services humanitaires.

191. Le Soudan du Sud pratique la politique de la porte ouverte à l'égard des réfugiés. En mars 2018, il accueillait plus de 290 000 réfugiés enregistrés provenant des pays voisins. Les réfugiés viennent principalement du Soudan (plus de 270 000), de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie et de la République centrafricaine. Soixante et un pour cent d'entre eux sont des enfants. La plupart des réfugiés sont installés dans des camps dans les anciens États du Haut-Nil et de l'Unité. La Commission des affaires relatives aux réfugiés travaille en étroite collaboration avec le HCR et les organisations partenaires pour fournir assistance et protection aux réfugiés, notamment pour améliorer leurs conditions de vie dans les camps, construire de meilleurs abris pour les familles, assurer le respect des normes en matière de soins de santé, d'éducation, d'eau et d'hygiène et délivrer des documents tels que les certificats de réfugié et les cartes d'identité. Le Gouvernement national et les gouvernements des États assurent également la protection des réfugiés et leur fournissent des terres pour leur installation et l'agriculture. Les enfants réfugiés ont accès à l'éducation dans les camps de réfugiés et partagent certaines écoles avec les enfants de la communauté d'accueil. L'enregistrement des réfugiés et la détermination de leur statut officiel se font en partenariat avec le HCR.

192. De nombreuses personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays en conséquence directe du conflit en cours et de l'insécurité, principalement dans les anciens États de l'Unité, du Haut-Nil et de Jongleï. Les catastrophes naturelles ont également provoqué des déplacements de populations. On estime à 1,7 million le nombre de personnes déplacées au Soudan du Sud, dont la moitié sont des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. Près de deux millions de Sud-Soudanais sont réfugiés dans les pays voisins en raison du conflit.

193. Il y a également près de 200 000 personnes déplacées dans les sites de protection des civils de la MINUSS dans les villes de Malakal, Bor, Bentiu, Djouba et Wau. Elles sont en tête des priorités du Gouvernement et celui-ci apporte son concours aux personnes déplacées qui souhaitent être réinstallées dans leur lieu d'origine. Le Gouvernement a également décidé qu'aucune personne déplacée ne serait forcée à quitter un site de protection des civils ou tout autre endroit et que les personnes déplacées désireuses de s'installer de manière permanente dans leur communauté d'accueil seraient autorisées à le faire et, si des terres sont disponibles, se verraient attribuer des parcelles pour se construire des logements. Le Gouvernement sollicite l'assistance technique et financière de ses partenaires internationaux pour renforcer les capacités nécessaires à l'accueil des personnes déplacées qui se trouvent dans les sites de protection des civils de la MINUSS.

194. Le Gouvernement a créé le Comité des secours d'urgence et du relèvement du Ministère des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes pour faire face aux déplacements internes dans leurs différentes dimensions. Ce comité est chargé de prévenir les déplacements internes, d'aider les personnes déplacées, de les protéger et de favoriser les

solutions durables. Il exerce cette responsabilité de manière équitable et sans discrimination, quelle que soit l'origine ethnique des personnes déplacées. En étroite collaboration avec le HCR et d'autres organisations internationales et nationales, il apporte son concours aux travaux d'identification des enfants séparés ou non accompagnés, de recherche de leurs familles et de regroupement de ces dernières, aux activités tendant à fournir une protection de remplacement aux enfants concernés et à prévenir la séparation des familles, ainsi qu'à la mise en place de réseaux locaux de protection de l'enfance.

195. Le Gouvernement a mis au point, en collaboration avec l'UNICEF, une approche intégrée qui permet d'assurer la prise en charge psycho-sociale des enfants déplacés, de créer des espaces adaptés à leurs besoins (équipés, par exemple, de matériel de dessin, d'appareils et instruments de jeu et de supports de lecture) et de leur fournir de l'eau potable et des services de vaccination. En outre, il a créé un Département de la recherche et du regroupement des familles au sein du Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale.

### **Groupes minoritaires**

196. Le Soudan du Sud est l'un des pays les plus diversifiés du continent africain sur les plans ethnique et culturel. Le pays compte plus de 65 langues et environ 64 groupes ethniques, dont chacun possède des systèmes propres en matière de structure sociale, de moyens de subsistance, de traditions culturelles et de sentiment d'identité. Cette diversité est considérée comme une des sources nationales de la force du pays qui doit être célébrée, même si les conflits ont perturbé la vie de nombreux enfants issus de groupes minoritaires.

197. L'article 33 de la Constitution de transition (telle que modifiée) porte sur les droits des communautés ethniques et culturelles. Il garantit leur droit de jouir librement de leurs cultures et de les développer, de pratiquer leurs croyances, d'utiliser leurs langues, de respecter les préceptes de leurs religions et d'élever leurs enfants dans le cadre de leurs cultures et coutumes respectives. L'article 6 souligne que toutes les langues autochtones du Soudan du Sud sont des langues nationales et doivent être respectées, développées et promues, même si l'anglais est la langue de travail et d'éducation officielle. La Constitution prévoit également la séparation de la religion et de l'État, interdit la discrimination religieuse et accorde aux groupes religieux la liberté de pratiquer leur culte et de se réunir librement, de s'organiser, d'enseigner, de posséder des biens, de recevoir des contributions financières, de communiquer et d'éditer des publications sur les questions religieuses et de créer des institutions caritatives.

198. En plus de sa disposition générale sur le droit à la non-discrimination qui est énoncée à son article 9, la loi de 2008 relative à l'enfance comporte une disposition spéciale concernant les droits des enfants « issus d'une minorité ethnique, religieuse et culturelle » qui leur confère le droit de jouir librement de leur culture et de la développer, de pratiquer leurs croyances, d'utiliser leur langue et de respecter les préceptes de leur religion.

### **Enfants en situation de rue**

199. Le conflit en cours et la détérioration de l'économie ont pour effet de priver les enfants de la prise en charge voulue en raison de la pauvreté, de la destruction des réseaux sociaux, de la séparation des membres des familles et du déplacement des communautés qui en résultent. Le nombre exact d'enfants vivant et travaillant dans les rues du pays est inconnu, mais il existe des preuves claires et accablantes de la présence du phénomène, principalement dans les zones urbaines.

200. Des recherches menées par l'Université de Djouba en 2015 ont révélé que la majorité des enfants dépourvus de la protection voulue à Djouba étaient du sexe masculin, âgés de 10 à 14 ans et issus de milieux à faible statut socioéconomique. La plupart d'entre eux s'étaient retrouvés sans protection voulue pour cause de recherche d'emploi, suivie par la perte de leurs parents, la maltraitance d'enfant, l'existence d'une réglementation stricte au foyer, la commission d'une infraction pénale, l'appartenance à des familles polygamiques nombreuses, le mariage d'enfants et la dissolution de mariages. Ils survivent grâce à des

activités de vente de marchandises, de cirage de chaussures, de collecte d'ordures et de lavage de voitures et d'autres mendient ou volent. Ils se heurtent à de nombreux problèmes tels que le décrochage scolaire, la toxicomanie (principalement le reniflement de la colle et d'autres composés de ce genre) et l'exploitation sexuelle.

201. Après l'accession à l'indépendance, le Gouvernement s'est efforcé de former, à l'université de Djouba, 176 travailleurs sociaux issus des 10 anciens États du pays à l'identification, à l'évaluation et à la prise en charge des enfants privés de la protection voulue. Des centres d'accueil provisoires ont été créés dans les villes de Torit, Wau et Malakal, mais ils ont dû mettre fin à leurs activités en raison des conflits et de la pénurie de ressources. En 2013 et 2014, le Ministère national des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale et les ministères des questions de genre et du développement social des États ont procédé à une évaluation de la situation des enfants vivant et travaillant dans la rue dans 6 des 10 États du pays. Cette évaluation s'inscrivait dans le cadre d'une initiative de mobilisation des enfants qui visait à protéger les droits et le bien-être des enfants vivant et travaillant dans les rues du pays en les mobilisant pour les faire sortir de la rue, en assurant leur réadaptation et en les réintégrant dans leurs familles, afin de favoriser l'avènement d'un Soudan du Sud sans enfants vivant et travaillant dans la rue. Au cours de l'évaluation, il a été constaté que la plupart des enfants vivant et travaillant dans la rue le faisaient contre leur volonté et qu'ils rencontraient de nombreuses difficultés pour lesquelles ils avaient besoin de diverses formes d'aide. Les besoins les plus pressants exprimés par les enfants consistaient à s'inscrire à l'école pour acquérir une éducation et à trouver un logement, des vêtements, un capital pour entreprendre des activités génératrices de revenus, un emploi, une formation permettant d'acquérir des compétences professionnelles, de la nourriture et des soins médicaux.

Tableau 7

**Nombre d'enfants vivant et travaillant dans la rue, enregistrés par État en 2013/14**

N°	Nom de l'État	Ville	Nombre d'enfants enregistrés
1	Équatoria central	Djouba	200 ans et plus
2	Équatoria oriental	Torit	180
3	Ouarrap	Kuajok	83
4	Bahr el Ghazal occidental	Wau	221
5	Unité	Bentiu	60
6	Bahr el Ghazal septentrional	Aweil	114
<b>Total</b>			<b>858</b>

*Source* : Initiative de mobilisation des enfants, Évaluation de la situation des enfants vivant et travaillant dans la rue (Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale) (2013/2014).

202. Plus récemment, le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a élaboré une politique nationale de protection et de prise en charge des enfants privés des soins parentaux voulus. Une fois que sa version définitive aura été établie par le Conseil des ministres, ce document et les plans d'action dont il est assorti permettront de résoudre systématiquement les problèmes rencontrés par les enfants vivant et travaillant dans la rue.

### **Exploitation économique, notamment le travail des enfants**

203. Selon les chiffres du recensement de 2008, 45,6 % des enfants âgés de 10 à 14 ans travaillaient à l'époque, dont 60,2 % dans l'agriculture et 38,2 % dans les services. Le phénomène de l'activité économique des enfants était plus fréquent dans les quintiles inférieurs de revenu des ménages et dans les ménages dont les parents avaient un faible niveau d'éducation. Il était légèrement plus répandu en milieu rural qu'en milieu urbain. Le travail rural des enfants comprend le travail dans les camps de bétail et le travail agricole,

y compris l'« effarouchement des oiseaux » que les enfants sont retirés de l'école pour effectuer afin de protéger les récoltes. Une enquête menée en 2013 sur les enfants privés de la protection voulue à Djouba a révélé que 87,8 % d'entre eux pratiquaient quelque forme de travail. Les garçons pratiquaient surtout le commerce dans les marchés ou dans la rue, le cirage de chaussures, le travail dans les abattoirs, le lavage de voitures et le travail occasionnel. Certaines filles travaillaient dans des centres commerciaux ou pratiquaient le commerce de rue, préparant du thé, cuisinant de la nourriture ou aidant les aveugles. Nombreuses étaient les filles vivant dans la rue qui avaient été victimes d'exploitation sexuelle. Les enfants étaient exposés à des risques professionnels tels ceux attachés au port de charges lourdes, à l'exploitation d'équipements dangereux, à l'exposition à la poussière, aux fumées, au feu, au gaz, aux flammes, aux bruits forts ou à la chaleur extrême, au travail dans l'eau et au travail en milieu sombre et fermé. La plupart des enfants souffraient des cris constamment émis contre eux et des insultes répétées qu'ils recevaient ou auraient été victimes de passages à tabac, d'atteintes à leur intégrité physique, d'abus sexuels ou de viol sur leur lieu de travail.

204. L'enrôlement obligatoire d'enfants de moins de 18 ans dans les forces armées est considéré comme l'une des pires formes de travail des enfants. Le Département de la protection de l'enfance de l'Armée populaire de libération du Soudan joue un rôle essentiel dans la prévention de l'enrôlement d'enfants dans l'armée et la lutte contre ce phénomène, comme il sera expliqué plus loin.

205. Le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour protéger les enfants contre l'exploitation économique et le travail des enfants. En 2012, il a ratifié la Convention (n° 138) sur l'âge minimum et la Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants de l'Organisation internationale du Travail. Le paragraphe 3 de l'article 25 de la loi relative à l'enfance fixe l'âge minimum requis pour travailler à 14 ans et le paragraphe 4 le fixe à 12 ans pour les « travaux légers ». Le paragraphe 1 fixe l'âge minimum requis pour les travaux dangereux à 18 ans. Le paragraphe 2 cite les professions ou activités dangereuses interdites aux enfants. En outre, l'article 22 (par. 2 b)) de la loi interdit la traite des enfants.

206. Le Ministère du travail, de la fonction publique et de la valorisation des ressources humaines est chargé d'élaborer les politiques voulues, de faire appliquer la législation relative au travail des enfants, de mener des inspections sur les lieux de travail et de superviser les centres de formation professionnelle. Son Service du travail des enfants, qui est actuellement composée de six enquêteurs, mène des enquêtes sur les cas de travail des enfants. Il dirige également le Comité directeur national pour le travail des enfants. Le cadre d'orientation et le plan stratégique du Ministère (2012-2016), qui sont en attente d'actualisation, visent à éliminer le travail des enfants et à favoriser les meilleures pratiques sur le lieu de travail. Le Gouvernement reconnaît qu'étant donné le caractère limité de ses ressources humaines et financières et l'insuffisance de la formation, des inspections et de l'application de la loi contre le travail des enfants, il y a lieu de renforcer le Service du travail des enfants du Ministère pour lui permettre de mener des inspections sur le lieu de travail et d'enquêter sur les cas de travail des enfants. Il convient également d'améliorer les mesures de prévention et l'application de la loi pénale.

## **Exploitation sexuelle et abus sexuels**

207. La loi prévoit un certain nombre de mesures de protection des enfants contre l'exploitation sexuelle et les abus sexuels :

a) L'article 26 de la loi de 2008 relative à l'enfance dispose expressément que « tout enfant du sexe féminin a le droit d'être protégé contre les abus et l'exploitation sexuels ainsi que la violence fondée sur le genre, notamment le viol, l'inceste, le mariage précoce ou forcé, l'excision et les mutilations génitales féminines » ;

b) L'article 22 (par. 2) de la loi de 2008 relative à l'enfance dispose que « tout enfant a le droit d'être protégé contre les types de traitement et d'abus énoncés ci-après pendant qu'il est sous la garde de ses parents, de son tuteur, de ses enseignants, de la police ou de toute autre personne à qui il est confié : les abus, l'exploitation et le harcèlement sexuels, notamment, mais sans s'y limiter, le viol, l'inceste et le fait d'inciter ou de

contraindre un enfant à être témoin d'une activité sexuelle ou à s'y livrer, l'exploitation des enfants à des fins de prostitution ou d'autres pratiques sexuelles et l'exploitation des enfants aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique » ;

c) Le Code pénal de 2008 fixe à 18 ans l'âge minimum requis pour le consentement à des relations sexuelles pour les hommes et les femmes (art. 247 (par. 2)) et contient des dispositions générales interdisant les infractions liées aux atteintes à l'intégrité physique, à l'enlèvement de personne, au rapt, au viol, aux voies de fait et aux autres infractions sexuelles ;

d) Aux termes de l'article 137 de la loi relative à l'enfance, les enfants témoins ou victimes bénéficient d'une protection s'il y a lieu, y compris la protection contre l'intimidation.

208. Les données relatives à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ne sont pas faciles à obtenir, mais il est entendu que les garçons et les filles privés de la protection voulue sont particulièrement vulnérables. Il existe des données sur l'ampleur du phénomène de la violence sexuelle à l'égard des enfants dans le pays. En 2009, une évaluation de la violence fondée sur le genre faite par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) a révélé que 13 % des femmes avaient subi des violences sexuelles. Malheureusement, nombre de femmes et de filles ne parlent pas de ces faits, de peur de s'exposer à la stigmatisation sociale dont sont victimes les rescapées des violences sexuelles. Il est encore très difficile d'obtenir des informations crédibles au Soudan du Sud en la matière, car la culture du silence règne dans le pays et la question des violences sexuelles ne fait pas l'objet de débats publics. La plupart des rescapées ne dénoncent pas à la police les cas survenus ni ne demandent de soins médicaux ou toute autre forme d'assistance.

209. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale assure la direction de la prévention des violences sexuelles ainsi que de la protection et de la lutte contre ce phénomène au niveau national, tandis qu'au niveau des États, cette mission est confiée à leurs ministères du développement social. Dans cette entreprise, il travaille en collaboration avec d'autres ministères, notamment le Ministère de la santé, le Ministère de la justice, le Ministère de l'éducation, le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports et le Ministère de l'intérieur, ainsi qu'avec les organismes des Nations Unies, les partenaires de développement et les organisations de la société civile, pour lutter contre l'exploitation sexuelle et les abus sexuels dont les enfants font l'objet. Le Gouvernement a mis en place en la matière un important mécanisme de coordination dénommé « Sous-Groupe de la violence fondée sur le genre » qui vise à améliorer et à faciliter la prévention de la violence fondée sur le genre ainsi qu'à lutter contre celle-ci et à prendre en compte tous les types de violence fondée sur le genre dans ses activités de coordination, de planification et de sensibilisation. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a produit une politique nationale en matière de genre qui traite explicitement de l'exploitation et des abus sexuels. En outre, des directives générales destinées à lutter contre les diverses formes de violence fondée sur le genre ont été mises au point en 2014 et approuvées par le Gouvernement. Actuellement, le centre hospitalier universitaire de Djouba fournit des services aux rescapées des violences sexuelles et fondées sur le genre et dispose d'un centre de gestion clinique des cas de viol.

210. Une des initiatives importantes prises par le Gouvernement a été la création d'unités de protection spéciale dans les commissariats de police en 2008 avec le concours d'ONU-Femmes, du HCR, du PNUD et d'autres partenaires de développement. Ces unités visent à fournir aux filles et aux femmes un lieu où elles peuvent dénoncer en toute sécurité les infractions sexuelles à la police. Elles sont composées de policiers formés pour enquêter sur les affaires concernant les femmes et les enfants et les porter devant la justice et pour fournir aux victimes une aide juridique, une protection, de soins médicaux et un soutien psychosocial. Il existe actuellement 14 unités de protection spéciale dans les commissariats de police du pays, mais elles se trouvent principalement dans les zones urbaines. Les problèmes qui entravent le bon fonctionnement de ces unités sont notamment le redéploiement fréquent de leurs agents qui ont reçu la formation spécialisée requise et l'utilisation des bureaux pour d'autres tâches de police. Le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale dispense en permanence, en collaboration avec les

partenaires de développement internationaux, une formation aux unités de protection spéciale, y compris au niveau des États.

211. Le PNUD a organisé des formations à l'intention de la police et des avocats sur le traitement des cas de violences sexuelles et fondées sur le genre. En outre, la police a créé un département spécifique des femmes policières. Un des faits nouveaux importants survenus en la matière est la publication, par l'Inspecteur général de la police, de son arrêté n° 10 qui apporte des éclaircissements sur la politique relative au formulaire 8, un document que beaucoup considèrent encore, à tort, comme une condition nécessaire pour que les rescapés des violences sexuelles aient accès aux soins médicaux. Tout policier se rend coupable de violation de cette politique s'il exige le versement de frais pour faire une copie du formulaire ou pour le remplir manuellement. En 2015, la Police nationale sud-soudanaise a reçu des directives sur les droits de la femme et de l'enfant qui visent à sensibiliser l'ensemble du personnel de police à la manière dont il doit traiter les filles et les femmes victimes de violences fondées sur le genre. Un Département de la justice pour femmes et pour mineurs a été créé au sein de la Direction du ministère public et le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles a entrepris de prendre des mesures pour prévenir la banalisation des affaires concernant les violences sexuelles et fondées sur le genre dans le système de justice pénale, telle que l'élaboration d'un manuel expliquant comment mener des enquêtes sur les cas de violences sexuelles et fondées sur le genre et les poursuivre.

212. Au niveau informel, les enfants victimes d'exploitation sexuelle et d'abus sexuels sont protégés par des organes locaux, notamment les institutions familiales, claniques, communautaires et religieuses, les tribunaux coutumiers ou de village et les groupes de femmes et de jeunes dont les interventions consistent principalement à assurer la médiation et à veiller à ce que les enfants restent dans leur famille élargie. En raison des barrières culturelles auxquelles ils se heurtent, les enfants ne participent pas aux activités de ces groupes.

213. En 2013, le Gouvernement a mené une étude de base sur l'incidence des conflits sur les filles et les femmes, afin d'éclairer l'élaboration d'un plan d'action visant à renforcer la paix et la sécurité au profit des femmes et des filles, conformément à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. En ce qui concerne les violences sexuelles, l'étude a révélé qu'il n'existait que peu de données sur l'ampleur du phénomène et ses liens éventuels avec le conflit. Il est donc nécessaire de mener des recherches rigoureuses et minutieuses pour établir les causes profondes des violences sexuelles et fondées sur le genre et améliorer les mesures de riposte. À la suite de l'étude de base axée sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, le Gouvernement a élaboré un plan d'action national, connu sous le nom de plan d'action national sud-soudanais 2015-2020, qui vise à répondre aux besoins des rescapées des violences sexuelles dans les conflits armés par la mise en œuvre de ladite résolution et des résolutions connexes. Le plan d'action relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité a été lancé en 2016 et est en cours d'application. Les objectifs de ce plan d'action national détaillé consistent notamment à assurer la protection des femmes et des filles, y compris celles qui sont handicapées, contre toute forme de violences sexuelles et fondées sur le genre et à rétablir le respect des droits de l'homme, de la dignité humaine et de l'égalité dans le pays.

214. Outre la mise en œuvre du plan d'action axé sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Gouvernement a pris les mesures concrètes énoncées ci-après pour prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre liées au conflit. En 2014, il a signé un mémorandum conjoint avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Les mesures à prendre prévues dans cet accord consistent notamment à édicter et faire appliquer dans les chaînes de commandement de l'armée et de la police des instructions claires interdisant les violences sexuelles, créer des mécanismes de mise en œuvre de la responsabilité, exclure les auteurs d'actes de violence sexuelle des forces de sécurité et du bénéfice des textes régissant l'amnistie et améliorer les services multisectoriels destinés aux rescapées. À cet effet, le Gouvernement a créé un Groupe de travail technique conjoint sur les violences sexuelles liées au conflit qui est placé sous l'autorité de la Présidence de la République et composé des ministères d'exécution ainsi que d'organismes des Nations Unies, notamment de l'UNICEF, de la MINUSS, d'ONU-Femmes, du PNUD et du FNUAP.

215. Dans le cadre de l'Accord de paix signé en août 2015, les parties belligérantes se sont engagées à s'abstenir de tout acte et de toute forme de violences sexuelles et fondées sur le genre, y compris l'exploitation et le harcèlement sexuels. L'Armée populaire de libération du Soudan dispose également d'un code de conduite particulier concernant les violences sexuelles et fondées sur le genre.

### **Vente, traite et enlèvement d'enfants**

216. Les enfants du Soudan du Sud, en particulier ceux qui sont privés de la protection voulue, notamment les personnes déplacées non accompagnées, sont susceptibles d'être victimes, surtout par enlèvement, de la traite à des fins d'exploitation, y compris à des fins de commerce du sexe ou de travail. Bien qu'il y ait des preuves de l'existence de cas de traite internes et transfrontaliers dans le pays, le nombre exact d'enfants qui en ont été victimes n'est pas encore estimé. Le Soudan du Sud est également un pays de destination et de transit pour la traite des enfants d'autres pays.

217. Le Soudan du Sud n'a pas encore ratifié le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, adopté en 2000. Toutefois, le Gouvernement et ses partenaires ont mis en place un certain nombre de mesures juridiques, de politique générale et administratives visant à lutter contre la traite des enfants :

a) Le chapitre VIII de la loi relative à l'enfance intéresse la traite et l'enlèvement des enfants et prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement pour ces infractions ;

b) Les articles 278 et 279 du Code pénal de 2008 interdisent la traite et l'enlèvement des enfants et prévoient des peines pouvant aller jusqu'à sept ans d'emprisonnement pour l'enlèvement d'une personne et le transfert illicite de l'autorité exercée sur cette personne à des fins de travail obligatoire illégal. Son article 276 incrimine l'achat et la vente des enfants à des fins de prostitution et prévoit des peines pouvant aller jusqu'à quatorze ans d'emprisonnement en la matière. En outre, son article 258 prévoit des peines pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement pour les parents ou les tuteurs qui provoquent ou autorisent leurs enfants à se livrer au commerce du sexe ;

c) En décembre 2015, le Gouvernement a érigé le Comité national des étrangers en Mécanisme national de coordination sur les migrations pour lutter contre la traite dans le pays ;

d) La loi de 2009 relative à la Police nationale sud-soudanaise dispose que celle-ci assure la direction des enquêtes concernant les infractions liées à la traite et de l'application de la loi ;

e) Le Gouvernement a conclu des mémorandums d'accord avec le Kenya, le Rwanda, l'Éthiopie et l'Ouganda pour faciliter les échanges d'informations, notamment sur la traite des êtres humains.

f) Il existe des centres pour enfants qui apportent des aides institutionnelles directes aux enfants vulnérables, y compris les victimes de la traite, comme celui de l'ONG Confident Children out of Conflict installée à Djouba.

218. Il est nécessaire d'apporter au phénomène de la traite des enfants une solution à long terme tenant compte des moyens de renforcer la situation socioéconomique et politique de chaque enfant, de sa famille et de la communauté dans laquelle il vit afin de lutter contre ce phénomène en même temps du côté de la demande et de l'offre.

### **Enfants en conflit avec la loi et enfants victimes ou témoins d'infractions**

219. Le chapitre X de la loi relative à l'enfance garantit la protection des enfants en conflit avec la loi, dans le droit fil des normes internationales. Il prévoit la mise en place d'un système spécialisé de justice pour mineurs, de mesures de déjudiciarisation et de mesures de

substitution à la détention ainsi que la promotion de liens avec les systèmes de protection sociale. Les objectifs primordiaux du système de justice pour mineurs, tels qu'ils sont énoncés à l'article 135 de la loi relative à l'enfance, consistent à assurer « l'éducation surveillée de l'enfant, sa réadaptation sociale et sa réinsertion, tout en mettant l'accent sur la responsabilité individuelle qu'il encourt à raison des infractions qu'il a commises, ainsi que le rétablissement de relations harmonieuses entre l'enfant délinquant et la victime par la réconciliation, la restitution et l'indemnisation ».

220. L'article 30 du Code pénal sud-soudanais de 2008 dispose que tout enfant de moins de 12 ans est réputé dépourvu de toute capacité pénale et ne peut être jugé pour une infraction qu'il aurait commise ou déclaré coupable de cette infraction. L'article 31 dispose qu'aucune personne âgée de plus de 14 ans ne peut être présumée dépourvue de la capacité de former l'intention nécessaire pour commettre une infraction ou, dans les cas où la négligence est un des éléments constitutifs de cette infraction, de la capacité de se comporter de la manière dont un adulte raisonnable se serait comporté dans les circonstances de la cause.

221. L'article 149 de la loi de 2008 relative à l'enfance dispose que la mise en détention provisoire « n'a lieu que dans des circonstances exceptionnelles, pour les cas les plus graves, comme mesure de dernier recours et pour la durée la plus courte possible », que « la peine est non privative de liberté si possible » et que « la peine prononcée contre tout enfant est raisonnable et proportionnée aux circonstances et à la gravité de l'infraction ainsi qu'à la situation et aux besoins de l'enfant ». L'article 11 de la loi de 2008 portant Code pénal sud-soudanais précise que les enfants peuvent être condamnés à l'internement dans un établissement d'éducation surveillée pour une durée de deux à cinq ans.

222. En pratique, l'application du chapitre X de la loi relative à l'enfance pose de nombreux problèmes. Le pays manque d'agents spécialisés comme les juges et les travailleurs sociaux. L'aide juridictionnelle est actuellement fournie par la société civile, les assistants juridiques et les cabinets d'avocats au cas par cas. Trop souvent, les enfants sont détenus plus longtemps que nécessaire dans les cellules de la police et en détention provisoire aux côtés des adultes. Dans bien des cas, les enfants en conflit avec la loi sont traduits devant les tribunaux coutumiers, lesquels sont reconnus par la Constitution de transition (telle que modifiée), la loi de 2009 relative aux collectivités locales et la loi de 2008 relative à l'enfance qui dispose qu'« aucune disposition de la présente loi ne peut empêcher, décourager ou interdire l'application des lois coutumières ou traditionnelles protégeant les droits de l'enfant, à moins que celles-ci ne soient contraires à l'intérêt supérieur de l'enfant ».

223. En 2012, le Ministère des questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale a élaboré un cadre stratégique sur la justice pour enfants qui encourage la déjudiciarisation et le recours aux mesures de substitution à la détention provisoire pour les enfants délinquants au niveau des comtés, dans le droit fil de la loi relative à l'enfance. Une autre stratégie d'intensification de la déjudiciarisation et de la justice réparatrice a été élaborée en 2013 et testée à Malakal et Wau, mais les perturbations causées par les conflits ont à ce jour empêché de la mettre pleinement en œuvre. Des progrès plus concrets ont été accomplis à Rumbek (ancien État des Lacs), où un tribunal spécialisé pour enfants a été créé en 2015 avec le concours de Save the Children, bien qu'il ne soit pas encore opérationnel. Depuis 2015, le Ministère du développement social de l'État du Bahr el Ghazal occidental exécute un programme de déjudiciarisation à petite échelle destiné à exploiter les points forts de la pratique de la justice réparatrice coutumière. Il est prévu de transposer ce modèle sur une plus grande échelle dans les zones moins touchées par les conflits, à la lumière de travaux de recherche approfondis et de larges consultations menés par le Ministère de questions de genre, de l'enfance et de la protection sociale avec le concours de l'UNICEF.

224. Après la signature de l'Accord de paix global en 2005, les enfants privés de liberté ont été placés dans la prison centrale de Djouba. Ils étaient séparés des adultes la nuit, mais pas le jour. Pour remédier à cette situation, le Gouvernement a construit à Wau, avec le concours de ses partenaires internationaux, un centre de détention spécialisé pour garçons offrant aux enfants qui y sont placés la possibilité de suivre une formation agricole. En 2017, le premier centre de détention pour filles a été ouvert à Wau avec le concours de la MINUSS. Il comprend également un tribunal et les filles peuvent y accéder aux services de santé et d'éducation.

225. Malgré l'existence de ces nouvelles installations, des enfants sont toujours détenus dans des prisons pour adultes au niveau des États. Dans la prison de Torit, par exemple, il y avait 25 garçons en détention en avril 2018. L'administration pénitentiaire est pleinement consciente de la nécessité de séparer les enfants des détenus adultes, mais, faute surtout de ressources, elle continue à placer des enfants aux côtés des adultes en prison. En pareil cas, elle s'efforce autant que possible de placer les enfants dans des bâtiments et des cellules séparés. Il n'existe pas de programmes de réadaptation et de réinsertion des enfants en détention. Au nombre des obstacles figurent le niveau élevé d'analphabétisme des agents pénitentiaires et le manque de services de probation et de travaux d'intérêt général.

Tableau 8

**Nombre total de mineurs placés dans les établissements pénitentiaires et les établissements d'éducation surveillée du Soudan du Sud en octobre 2017**

<i>Personnes condamnées</i>		<i>Personnes en détention provisoire</i>		<i>Total</i>
<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	
187	10	121	7	325

*Source* : Administration pénitentiaire (octobre 2017).

Tableau 9

**Nombre de mineurs placés dans l'établissement d'éducation surveillée de Wau en octobre 2017**

<i>Personnes condamnées</i>		<i>Personnes en détention provisoire</i>		<i>Total</i>
<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>	
51	2	41	4	98

*Source* : Administration pénitentiaire (octobre 2017).

226. La loi relative à l'enfance vise expressément les enfants témoins d'infractions à son article 137, qui dispose que « les enfants témoins ou victimes bénéficient d'une protection s'il y a lieu, y compris la protection contre l'intimidation ». L'application de cette disposition est subordonnée à l'adoption de mesures complémentaires qui sont toujours attendues.

## Enfants touchés par des conflits armés

227. Le Soudan du Sud est ravagé par des conflits armés depuis de nombreuses décennies, les hostilités les plus récentes ayant éclaté en 2013 et 2016. Le fait qu'ils grandissent dans ce contexte affecte sérieusement la vie des enfants avec le cortège de conséquences qui en découlent : aggravation des migrations transfrontalières et des déplacements internes, séparation des membres de famille, mise en péril de l'accès à l'éducation, à la santé et aux services de protection, perturbation des activités agricoles entraînant la pauvreté et la malnutrition et, dans certains cas, exposition aux violences, y compris aux violences sexuelles et fondées sur le genre. En outre, des enfants sont enrôlés et utilisés comme soldats par différentes parties. La présente section ne porte principalement que sur l'enrôlement et l'utilisation des enfants soldats, les autres questions concernant les enfants touchés par des conflits armés ayant été examinées dans d'autres parties du présent rapport.

228. Le Gouvernement est pleinement résolu à éliminer l'enrôlement et l'utilisation des enfants soldats. Le Soudan du Sud est État partie aux quatre Conventions de Genève de 1949 et aux Protocoles additionnels de 1977 y afférents depuis 2013. En outre, il a ratifié les deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. En outre, le Gouvernement a approuvé les Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés (« Principes de Paris ») de 2007 ainsi que la Déclaration sur la sécurité dans les écoles de 2015.

229. L'article 17 (par. 1 d) et 4) de la Constitution de transition de 2011 (telle que modifiée) précise qu'un enfant ne peut être tenu de servir dans l'armée et que l'enfant s'entend de toute personne âgée de moins de 18 ans. L'article 31 de la loi de 2008 relative à l'enfance précise que l'âge minimum requis pour la conscription ou l'enrôlement dans les forces armées est fixé à 18 ans et que les enfants ne peuvent être utilisés dans des activités militaires ou paramilitaires contraires à la loi. Cette loi prévoit aussi expressément des sanctions pour l'enrôlement ou l'utilisation des enfants dans des forces armées, à savoir la « condamnation à une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de dix ans et à une amende ou à l'une de ces deux peines seulement ». Aux termes de la loi de 2009 relative à l'Armée populaire de libération du Soudan, nul ne peut avoir le droit de se faire enrôler s'il n'est pas âgé d'au moins 18 ans.

230. Aux termes de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, signé par l'Armée populaire de libération du Soudan et l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition en 2015, les deux parties s'engagent à libérer immédiatement et sans condition, par l'intermédiaire de l'UNICEF et du CICR, les enfants soldats placés sous leur commandement ou sous leur influence.

231. Le Gouvernement a activement pris des mesures tendant à mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants soldats depuis 1995, l'année où l'Armée populaire de libération du Soudan s'est jointe pour la première fois à l'UNICEF et à Save the Children pour créer à Rumbek une équipe spéciale de vérification qui a démobilisé environ 3 000 enfants. Après la signature de l'Accord de paix global en 2005, la question est restée au premier rang des préoccupations des dirigeants de l'Armée populaire de libération du Soudan. Le 20 novembre 2009, cette dernière s'est engagée auprès de l'ONU à établir un plan d'action visant à mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants comme soldats qui consistait notamment à libérer tous les enfants liés aux forces de sécurité gouvernementales, à fournir les services nécessaires à leur réintégration dans leur famille et à leur réinsertion, à mener des enquêtes sur les violations graves des droits de l'homme commises contre des enfants et à veiller à ce que les auteurs répondent de leurs actes. Le Gouvernement est également résolu à mettre fin à toutes les violations graves des droits de l'homme commises contre les enfants.

232. Pour faciliter la mise en œuvre de ce plan d'action de 2009, les mesures suivantes ont été prises :

a) La Commission nationale de désarmement, de démobilisation et de réintégration a été créée en application de l'article 149 de la Constitution de transition (telle que modifiée). L'un de ses objectifs consiste à libérer des forces armées toutes les personnes de moins de 18 ans et à faciliter leur bonne réinsertion dans la vie civile ;

b) Le Département de la protection de l'enfance des Forces sud-soudanaises de défense du peuple a été créé en 2009 au sein du Ministère de la défense et des anciens combattants avec le concours de partenaires de développement internationaux. Il coordonne la mise en œuvre du plan d'action et exerce différentes autres fonctions, notamment des fonctions de sensibilisation. Par exemple, en 2010, il a formé 1 043 spécialistes de la protection de l'enfance provenant de l'ensemble de l'organisation, y compris de toutes les divisions de l'Armée populaire de libération du Soudan, pour devenir des chargés de liaison. En outre, il concourt à faciliter l'accès du personnel de l'ONU, de l'UNICEF et de la Commission de désarmement, de démobilisation et de réintégration auprès de l'armée pour vérifier les cas d'enrôlement d'enfants, les consigner, les surveiller et les signaler. En 2013, il a soumis un rapport d'activité conjoint sur la mise en œuvre du plan d'action à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés (à l'époque dénommée en français « Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés »).

233. Malgré ces réalisations, la mise en œuvre du Plan d'action de 2009 a été perturbée en 2010 et 2011 par l'insécurité née des violences perpétrées dans le cadre des élections ainsi que par le manque de ressources techniques et financières. Cela étant, le Gouvernement, l'ONU et l'UNICEF ont signé en 2012 un plan d'action révisé mettant davantage l'accent sur le principe de responsabilité. Le résultat en a été que pendant la seule année 2013, 821 garçons et filles ont quitté l'armée nationale et 540 ont quitté des milices opérant dans le pays.

234. Le 14 août 2013, les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont publié un texte répressif d'application générale qui mettait l'accent sur l'interdiction de l'enrôlement et de l'utilisation d'enfants soldats et prescrivait de prendre des sanctions administratives en cas de preuve de la violation de cette règle. En 2014, le Ministère de la défense et des anciens combattants a signé un accord de réengagement avec l'ONU pour poursuivre les activités visant à mettre fin aux violations graves des droits de l'enfant. L'ONU et les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont également lancé une campagne intitulée « Des enfants, pas des soldats » pour sensibiliser le public à la nécessité de ne pas utiliser les enfants dans les forces et les groupes armés. Le 26 mai 2015, le Gouvernement a publié un arrêté ministériel rappelant à tous les membres de l'Armée populaire de libération du Soudan qu'ils étaient tenus de s'abstenir de toute attaque délibérée contre des civils, de tout acte de viol ou de violence sexuelle et de l'utilisation d'enfants soldats et prescrivant de porter tous les cas de violation des droits de l'enfant devant la justice militaire aux fins de poursuites.

235. En 2015, 1 755 enfants ont quitté la faction Cobra du Mouvement démocratique du Soudan du Sud dans la Zone administrative du Grand Pibor et deux enfants qui avaient été capturés dans les rangs de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition ont été remis à la Commission de désarmement, de démobilisation et de réintégration pour qu'elle procède à leur réinsertion. En 2016, les Forces sud-soudanaises de défense du peuple et la Commission de désarmement, de démobilisation et de réintégration ont démobilisé 25 enfants qui se trouvaient dans les rangs de l'Armée populaire de libération du Soudan à Bentiu et 145 enfants qui se trouvaient dans les rangs de la faction Cobra à Pibor. Grâce au concours de l'UNICEF, tous les enfants libérés ont bénéficié ou continuent à bénéficier de services de réinsertion (aux côtés d'autres enfants vulnérables de leurs communautés de retour), notamment de la recherche de leurs familles pour les y réintégrer, de services de soutien psychosocial, de l'éducation, de la formation professionnelle et de services de création de moyens de subsistance. Le 7 février 2018, 311 enfants soldats ont été libérés de deux groupes armés dans le comté de Yambio (État de Gbudwe, dans l'ancien État d'Équatoria occidentale) ; en outre, 216 enfants ont été libérés du Mouvement de libération nationale du Soudan du Sud et 96 enfants soldats libérés de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition. Parmi les enfants soldats démobilisés, 224 étaient des garçons et 87 des filles. En avril 2018, 112 garçons et 95 filles, dont certains n'avaient pas plus de 14 ans, ont été libérés à Yambio de deux groupes armés : le Mouvement de libération nationale du Soudan du Sud et l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition.

236. Les efforts que le Gouvernement fait sans relâche pour transformer l'armée en force professionnelle se heurtent à divers problèmes, dont l'éclatement de conflits internes, la faiblesse du niveau des recrues et le manque de formation, de ressources financières et de connaissances en matière de protection de l'enfance. Ces problèmes compromettent la capacité des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à s'attaquer pleinement au phénomène de l'enrôlement et de l'utilisation des enfants soldats. Par ailleurs, le Gouvernement a besoin de ressources techniques et financières, d'un meilleur matériel de communication et de meilleurs moyens de transport pour faire en sorte que le Département de la protection de l'enfance des Forces sud-soudanaises de défense du peuple puisse mener à bien ses missions.